



Assemblée générale

Soixante-seizième session

3^e séance plénière

Mardi 21 septembre 2021, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 112 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1)

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/76/1), au titre du point 112 de l'ordre du jour.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme : le monde doit se réveiller. Nous sommes au bord du précipice, et nous continuons de nous en approcher. Jamais notre monde n'a été aussi menacé, ou plus divisé. Nous faisons face à la plus grande avalanche de crises de notre existence. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a amplifié des inégalités déjà flagrantes. La crise climatique s'abat sur la planète. De l'Afghanistan à l'Éthiopie en passant par le Yémen et ailleurs, les bouleversements font échec à la paix. Un embrasement de méfiance et de désinformation polarise les gens et paralyse les sociétés. Les droits humains sont mis à mal. La science est vilipendée. Et l'aide économique destinée aux plus vulnérables, à supposer qu'elle leur parvienne, est insuffisante et arrive trop tard. La solidarité est portée disparue, au moment même où nous en avons le plus besoin.

Une image résume peut-être ce que nous vivons. Celle qui nous vient de certains coins du monde, où l'on voit des vaccins contre la COVID-19 jetés à la poubelle. Périmés et inutilisés. D'un côté, les vaccins sont mis au point en un temps record – une victoire de la science et de l'ingéniosité humaine. De l'autre, ce triomphe est réduit à néant par le manque tragique de volonté politique, l'égoïsme et la méfiance. L'abondance pour certains pays. Des étagères vides pour d'autres. La plupart des habitants des pays riches sont vaccinés. Plus de 90 % des Africains attendent toujours leur première dose. Nous sommes moralement coupables de l'état du monde dans lequel nous vivons. La situation est indécise. Nous avons réussi l'épreuve de sciences, mais nous avons un zéro pointé en éthique.

La sonnette d'alarme climatique est également assourdissante. Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est un code rouge pour l'humanité. Nous voyons les signes d'avertissement sur chaque continent et dans chaque région. Températures caniculaires. Perte de biodiversité épouvantable. Pollution de l'air, de l'eau et des espaces naturels. Et à chaque instant, des catastrophes liées au climat. Comme nous l'avons vu récemment, même la ville où nous sommes – la capitale financière du monde – n'est pas à l'abri. Les climatologues nous disent qu'il n'est pas trop tard pour respecter l'objectif de 1,5°C fixé par la communauté internationale dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques, mais la fenêtre pour le faire se ferme rapidement. Nous devons réduire nos émissions de 45 % d'ici à 2030. Pourtant, un récent rapport de l'ONU a clairement montré que, compte tenu

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

21-25905(F)



Document adapté

Merci de recycler



des engagements nationaux en matière de climat, d'ici à 2030, les émissions augmenteront de 16 %. Cela nous condamnerait à une situation infernale où la température augmenterait d'au moins 2,7°C par rapport aux niveaux préindustriels, ce qui serait catastrophique.

Dans le même temps, l'Organisation de coopération et de développement économiques vient de signaler un déficit d'au moins 20 milliards de dollars dans le financement essentiel de l'action climatique promis aux pays en développement. Nous sommes à quelques semaines de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Glasgow, mais nous sommes à des années-lumière de nos objectifs. Nous devons nous y mettre sérieusement, et vite.

La COVID-19 et la crise climatique ont mis en évidence de profondes fragilités, dans nos sociétés et pour notre planète. Pourtant, ces défis formidables ne suscitent pas l'humilité, mais l'arrogance. Au lieu de suivre la voie de la solidarité, nous sommes dans une impasse qui mène à la destruction.

Dans le même temps, une autre maladie se propage aujourd'hui dans le monde : le fléau de la méfiance. Quand les gens voient les promesses de progrès anéanties par les réalités d'un quotidien éprouvant ; quand ils voient leurs droits fondamentaux et leurs libertés restreints ; quand ils voient autour d'eux la petite – et la grande – corruption ; quand ils voient des milliardaires se balader dans l'espace alors que des millions de personnes sur terre ont faim ; quand les parents voient pour leurs enfants des lendemains plus sombres encore que l'adversité à laquelle ils sont confrontés aujourd'hui ; et quand les jeunes ne voient aucun lendemain, les personnes pour lesquelles nous œuvrons et que nous représentons pourraient perdre la foi non seulement dans leurs gouvernements et leurs institutions, mais aussi dans les valeurs qui animent le travail de l'ONU depuis plus de 75 ans : paix, droits humains, dignité de toutes et tous, égalité, justice et solidarité.

Jamais auparavant les valeurs fondamentales n'ont été aussi menacées. Une rupture de la confiance entraîne une rupture des valeurs. À quoi bon des promesses si les gens ne voient pas de résultats dans leur vie quotidienne. Quand le résultat n'est pas au rendez-vous, place est faite à certaines des pulsions les plus sinistres de l'humanité. Cela alimente les solutions faciles, les pseudo-solutions et les théories du complot. Cela attise les griefs anciens, la suprématie culturelle, la domination idéologique, la misogynie violente et la mise en joue des personnes les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les migrants.

L'heure de vérité a sonné. Le moment est venu d'agir. Le moment est venu de redonner confiance. Le moment est venu de raviver l'espoir. Et de l'espoir, j'en ai. Les problèmes que nous avons créés sont des problèmes que nous pouvons résoudre. L'humanité a montré que rien ne l'arrêtait quand tout le monde travaillait main dans la main. C'est la raison d'être de l'Organisation des Nations Unies. Mais soyons francs. Le système multilatéral actuel a ses limites : ses instruments et ses capacités ne suffisent pas pour assurer l'efficacité de la gouvernance des biens publics mondiaux. Ce système est trop axé sur le court terme. Nous devons renforcer la gouvernance mondiale. Nous devons nous concentrer sur l'avenir. Nous devons renouveler le contrat social. Nous devons adapter l'ONU à une nouvelle ère.

C'est pourquoi j'ai présenté comme je l'ai fait mon rapport sur Notre Programme commun. Ce programme offre une analyse à 360 degrés de l'état de notre monde, accompagnée de 90 recommandations concrètes visant à relever les défis d'aujourd'hui et à renforcer le multilatéralisme de demain. Notre Programme commun s'appuie sur la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat. Il s'inscrit dans le droit fil du mandat qui m'a été confié dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU (résolution 75/1) : chercher une voie vers un monde meilleur. Mais pour atteindre cette terre de promesses, nous devons combler de grands fossés. Pour moi, il y a 6 grands fossés – 6 *Grands Canyons* – que nous devons combler maintenant.

Premièrement, nous devons combler le fossé qui nous sépare de la paix. Pour bien trop de personnes, partout dans le monde, la paix et la stabilité restent un rêve lointain. En Afghanistan, où nous devons redonner de l'élan à l'aide humanitaire et défendre les droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles. En Éthiopie, où nous demandons à toutes les parties de cesser immédiatement les hostilités, de garantir l'accès humanitaire et de créer les conditions nécessaires à l'ouverture d'un dialogue politique conduit par les Éthiopiennes et les Éthiopiens. Au Myanmar, où nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple, qui aspire à la démocratie, à la paix, aux droits humains et à l'état de droit. Au Sahel, où nous nous sommes engagés à mobiliser l'aide internationale en faveur de la sécurité, du développement et de la gouvernance de la région. Ailleurs encore, comme au Yémen, en Libye et en Syrie, où nous devons sortir de l'impasse et tout

faire pour que la paix soit instaurée. En Israël et en Palestine, où nous exhortons les dirigeants à reprendre un dialogue constructif et à reconnaître que la solution des deux États est la seule voie pouvant conduire à une paix juste et globale. En Haïti et dans tant d'autres pays laissés pour compte, où nous sommes solidaires à chaque mesure prise pour sortir de la crise.

Nous assistons également à une flambée des prises de pouvoir par la force. Les coups d'État militaires reprennent. Et la désunion de la communauté internationale n'aide pas. Les clivages géopolitiques sapent la coopération internationale et empêchent le Conseil de sécurité de prendre les décisions qui s'imposent. Un sentiment d'impunité s'installe.

Et pourtant, il sera impossible de relever les prodigieux défis de l'économie et du développement tant que les deux plus grandes économies du monde seront en désaccord l'une avec l'autre. Hélas, je crains fort que notre monde ne s'achemine vers deux ensembles de règles économiques, commerciales, financières et technologiques bien distincts, deux conceptions opposées du développement de l'intelligence artificielle avec finalement, le risque de deux stratégies militaires et géopolitiques différentes. Ce serait la garantie de problèmes à venir. Bien moins prévisibles que la guerre froide.

Pour redonner confiance et raviver l'espoir, nous avons besoin de coopération. Nous avons besoin de dialogue. Nous devons nous entendre. Nous devons investir dans la prévention des conflits et le maintien et la consolidation de la paix. Nous devons faire avancer le désarmement nucléaire et l'action que nous menons ensemble contre le terrorisme. Nous devons agir dans le profond respect des droits humains. Et nous devons nous munir d'un nouvel Agenda pour la paix.

Deuxièmement, nous devons combler le fossé climatique. Pour ce faire, il faut rétablir la confiance entre Nord et Sud. Et cela commence en faisant tout ce que nous pouvons dès maintenant pour assurer le succès de la Conférence de Glasgow. Il faut que tous les pays se montrent plus ambitieux dans trois grands domaines d'action : l'atténuation, le financement et l'adaptation.

Plus d'ambition en matière d'atténuation, cela veut dire que les pays s'engagent à atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle et à se fixer des objectifs concrets de réduction des émissions pour 2030 qui nous permettent d'y parvenir, et qui s'appuient sur des mesures réalisables dans l'immédiat.

Plus d'ambition en matière de financement, cela veut dire que les pays en développement reçoivent les 100 milliards de dollars par an qui leur ont été promis pour l'action climatique, en mobilisant pleinement les ressources des institutions financières internationales et du secteur privé.

Plus d'ambition en matière d'adaptation, cela veut dire que les pays développés tiennent la promesse qu'ils ont faite d'apporter un soutien crédible aux pays en développement afin de renforcer la résilience et de sauver des vies et des moyens de subsistance. Cela veut dire que 50 % de tous les financements climatiques fournis par les pays développés et les banques multilatérales de développement devraient être consacrés à l'adaptation. La Banque africaine de développement a montré la voie en 2019 en allouant la moitié de ses financements climatiques à l'adaptation. Certains pays donateurs ont suivi son exemple. Il faut que tous en fassent autant.

Le message que j'adresse à chaque État Membre est le suivant : n'attendez pas que d'autres fassent le premier pas. Faites votre part. Partout dans le monde, nous constatons que la société civile, menée par les jeunes, est pleinement mobilisée pour faire face à la crise climatique. Le secteur privé s'engage de plus en plus. Il faut que les gouvernements aussi mobilisent tous leurs pouvoirs en matière de politique financière pour faire la transition vers l'économie verte. En imposant les émissions de carbone et la pollution plutôt que le revenu des ménages, afin de faciliter le passage à des emplois verts durables. En arrêtant de subventionner les combustibles fossiles et en dégageant des ressources à réinvestir dans la santé, l'éducation, les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables et la protection sociale. En s'engageant à ne pas construire de nouvelles centrales à charbon. Si toutes celles qu'il est prévu d'ouvrir entrent en service, non seulement nous dépasserons nettement 1,5 degré, mais nous serons bien au-dessus de 2 degrés. Les objectifs de Paris partiront en fumée. Nous sommes face à une urgence planétaire. Nous avons besoin de coalitions de solidarité entre les pays qui sont encore fortement tributaires du charbon et ceux qui ont les moyens financiers et techniques de financer leur transition. Nous pouvons et nous devons agir.

Troisièmement, nous devons combler le fossé entre riches et pauvres, dans les pays et d'un pays à l'autre. Cela commence par mettre fin à la pandémie, partout et pour tout le monde. Nous avons besoin de toute urgence d'un plan de vaccination mondial permettant de faire au moins doubler la production et d'acheminer des vaccins

à 70 % de la population au premier semestre 2022. Ce plan pourrait être exécuté par une équipe spéciale d'urgence composée de producteurs actuels et potentiels de vaccins, de l'Organisation mondiale de la Santé, de partenaires du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et des institutions financières internationales, en collaboration avec les sociétés pharmaceutiques.

Nous n'avons pas de temps à perdre. Une reprise asymétrique creuse les inégalités. Les pays riches pourraient retrouver les taux de croissance d'avant la pandémie d'ici la fin de l'année, tandis que les retombées de la crise sanitaire pourraient se faire sentir pendant des années dans les pays à faible revenu. Est-ce bien étonnant ? Les économies avancées investissent près de 28 % de leur produit intérieur brut dans la reprise économique. Pour les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre tombe à 6,5 %. Et il chute à 1,8 % pour les pays les moins avancés, un pourcentage infime d'un montant très inférieur.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international prévoit que la croissance économique cumulée par habitant pour les cinq prochaines années devrait être égale au quart de ce qu'elle est dans le reste du monde. De nombreux pays ont besoin d'injections d'urgence de liquidités. Je me réjouis que le Fonds monétaire international ait émis 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS). Mais ces droits vont en grande partie aux pays qui en ont le moins besoin. Les économies avancées devraient réaffecter l'excédent de leurs DTS aux pays qui en ont vraiment besoin. Les DTS ne sont pas la panacée. Mais ils permettent une reprise et une croissance durables.

Je renouvelle également mon appel en faveur d'une réforme de l'architecture de la dette internationale, qui doit être plus équitable. L'Initiative de suspension du service de la dette doit être prolongée jusqu'en 2022 et devrait être accessible à tous les pays vulnérables et à tous les pays à revenu intermédiaire très endettés qui le demandent. C'est ça, la solidarité en action. Les États ne devraient pas avoir à choisir entre assurer le service de la dette et être au service de la population.

Une véritable solidarité internationale permettrait d'établir à l'échelle nationale un nouveau contrat social prévoyant une couverture sanitaire universelle et la protection du revenu, d'offrir à toutes et à tous un logement, un travail décent et une éducation de qualité pour toutes et tous et d'éliminer la discrimination et la violence contre les femmes et les filles. J'engage les pays à procéder à des réformes fiscales et à mettre enfin

un terme à la fraude fiscale, au blanchiment d'argent et aux flux financiers illicites. Et pour l'avenir, face aux grands risques mondiaux, nous devons nous doter d'un meilleur système de prévention et de préparation ; nous devons suivre les recommandations du Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie. J'ai fait de nombreuses autres propositions dans Notre Programme commun, parmi lesquelles une plateforme d'urgence et un laboratoire pour l'avenir.

(l'orateur poursuit en français)

Quatrièmement, nous devons combler le fossé entre les genres. La COVID-19 a mis à nu et exacerbé la plus vieille injustice du monde : le déséquilibre de pouvoir entre les hommes et les femmes. Lorsque la pandémie a frappé, les femmes représentaient la majorité des travailleurs de première ligne. Elles ont été les premières à perdre leur emploi et les premières à mettre leurs carrières en suspens pour s'occuper de leurs proches. Les fermetures d'écoles ont touché les filles de manière disproportionnée, freinant leurs parcours et augmentant les risques d'abus, de violence et de mariage d'enfants.

Comblant le fossé entre les femmes et les hommes n'est pas seulement une question de justice pour les femmes et les filles. Cela change la donne pour l'humanité tout entière. Les sociétés plus égalitaires sont aussi plus stables et plus pacifiques. Elles ont de meilleurs systèmes de santé et des économies plus dynamiques. L'égalité des femmes est essentiellement une question de pouvoir. Si nous voulons résoudre les problèmes les plus difficiles de notre époque, nous devons de toute urgence transformer notre monde dominé par les hommes et changer l'équilibre du pouvoir. Cela requiert plus de femmes dirigeantes dans les parlements, les cabinets ministériels et les conseils d'administration. Cela exige que les femmes soient pleinement représentées et puissent apporter leur pleine contribution partout.

J'exhorte les gouvernements, les entreprises et les autres organisations à prendre des mesures audacieuses, y compris des critères de référence et des quotas, pour établir la parité hommes-femmes à tous les niveaux de la hiérarchie. À l'Organisation des Nations Unies, nous avons atteint cela au sein de l'équipe dirigeante et parmi les responsables de bureaux de pays. Nous continuerons jusqu'à ce que nous parvenions à la parité à tous les niveaux.

Dans le même temps, nous devons nous opposer aux lois régressives qui institutionnalisent la discrimination de genre. Les droits des femmes sont des droits humains. Les plans de relance économique devraient

accorder une place centrale aux femmes, notamment par des investissements à grande échelle dans l'économie des soins. Et nous devons adopter un plan d'urgence pour lutter contre la violence de genre dans chaque pays.

Pour atteindre les objectifs de développement durable et bâtir un monde meilleur, nous pouvons et nous devons combler le fossé entre les femmes et les hommes.

Cinquièmement, pour redonner confiance et raviver l'espoir, nous devons réduire la fracture numérique. La moitié de l'humanité n'a pas accès à Internet. Nous devons faire en sorte que tout le monde soit connecté d'ici à 2030. Telle est la vision de mon Plan d'action de coopération numérique : saisir les promesses du numérique tout en se prémunissant contre ses dangers.

L'un des plus grands périls auxquels nous sommes confrontés, c'est le pouvoir croissant des plateformes numériques et l'utilisation des données à des fins néfastes. Une vaste bibliothèque d'informations est en train d'être constituée sur chacun d'entre nous. Et nous n'y avons même pas accès. Nous ne savons pas comment ces informations ont été recueillies, par qui, ni dans quels buts. Mais nous savons que nos données sont utilisées à des fins commerciales, pour augmenter encore les profits. Nos comportements et habitudes deviennent des produits qui sont vendus comme des contrats à terme.

Nos données sont également utilisées pour influencer nos perceptions et nos opinions. Les gouvernements, et d'autres entités, peuvent les exploiter pour contrôler ou manipuler le comportement des citoyens, bafouant ainsi les droits humains des individus ou groupes et sapant la démocratie. Ce n'est pas de la science-fiction. C'est notre réalité d'aujourd'hui. Et cela exige un débat sérieux.

Il en va de même pour d'autres dangers de l'ère numérique. Je suis par exemple certain que toute future confrontation majeure – et j'espère évidemment qu'une telle confrontation n'aura jamais lieu – commencera par une cyberattaque massive. Quels cadres juridiques nous permettraient de faire face à une telle situation ?

Aujourd'hui, des armes autonomes peuvent prendre pour cible des personnes et les tuer sans intervention humaine. De telles armes devraient être interdites. Mais il n'y a pas de consensus sur la manière de réglementer ces technologies.

Afin de rétablir la confiance et raviver l'espoir, nous devons placer les droits humains au cœur de nos efforts pour que l'avenir numérique de tous soit sûr, équitable et ouvert.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Sixièmement, enfin, nous devons combler le fossé entre les générations. Les jeunes devront vivre avec les conséquences de nos décisions – bonnes et mauvaises. Dans le même temps, à la fin du siècle, il devrait y avoir 10,9 milliards de personnes sur la planète. Nous avons besoin de leurs talents, de leurs idées et de leur énergie.

Notre Programme commun propose qu'un sommet sur la Transformation de l'éducation soit organisé l'an prochain pour faire face à la crise de l'enseignement et offrir davantage de possibilités aux 1,8 milliard de personnes que compte la jeunesse d'aujourd'hui.

Mais les jeunes ont besoin de plus. Ils doivent être assis à la table de négociations. Je compte nommer un Envoyé spécial pour les générations futures et créer un bureau des Nations Unies pour la jeunesse. Et les contributions des jeunes seront essentielles pour le Sommet sur le futur proposé dans Notre Programme commun.

Les jeunes ont besoin d'un projet porteur d'espoir pour l'avenir. Des études récentes menées dans une dizaine de pays ont montré que l'état de notre planète plongeait la plupart des jeunes dans une angoisse et une détresse profondes. Environ 60 % de votre futur électeur se sent trahi par son gouvernement.

Nous devons prouver aux enfants et aux jeunes que, malgré la gravité de la situation, le monde a un plan, et que les gouvernements s'engagent à le concrétiser. Nous devons agir maintenant combler ces grands fossés et sauver l'humanité et la planète.

(l'orateur reprend en anglais)

Si la mobilisation est réelle, nous pourrions tenir notre promesse d'un monde meilleur, plus pacifique. C'est la force motrice de Notre Programme commun. Le meilleur moyen pour un gouvernement de défendre les intérêts de ses propres citoyens, c'est de défendre notre avenir commun. L'interdépendance est la logique du XXI^e siècle et c'est l'idée qui guide l'Organisation des Nations Unies. L'heure est venue d'agir. C'est une ère de transformation qui s'ouvre, l'ère du renouveau du multilatéralisme, une ère de possibilités.

Ensemble, nous devons redonner confiance. Nous devons raviver l'espoir. Sans plus attendre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de souhaiter la bienvenue à toutes et tous à l'ouverture du débat général, alors que nous entamons la semaine de haut niveau de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Je suis plus heureux encore d'accueillir tous les membres à une session de l'Assemblée générale en présentiel. Depuis un an et demi, nous souffrons dans le silence et dans l'angoisse ; depuis un an et demi, nous nous inquiétons, nous faisons notre deuil et nous attendons. N'attendons plus.

Je tiens à faire part de ma profonde gratitude à S. E. M. Volkan Bozkır, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, pour la manière dont il a guidé l'Assemblée en des temps très difficiles.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son leadership et de sa sagesse, et je me réjouis de collaborer avec lui.

Je tiens par ailleurs à remercier sincèrement le Président Ibrahim Mohamed Solih et le peuple maldivien de m'avoir accordé leur foi et leur confiance. Je suis profondément fier et touché par l'honneur que j'ai de représenter un petit État insulaire depuis cette éminente tribune au nom de notre peuple. Notre pays est certes petit, et je suis peut-être encore plus petit, mais aujourd'hui, nous sommes puissants. Aujourd'hui, nous nous tenons aux côtés des géants. Le simple fait que je sois présent à l'Assemblée générale est un signe du succès de la politique étrangère du Président Solih.

Nous avons de nombreux défis à relever. Prenons un moment toutefois pour célébrer ce que nous avons accompli ces deux dernières années. En un temps record, l'humanité a mis au point de multiples vaccins viables contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Des scientifiques et des chercheurs de dizaines de pays ont collaboré à cette remarquable démonstration d'ingéniosité humaine. La plus vaste campagne de vaccination de l'histoire de l'humanité est en cours. Si elle n'est pas sans ses défauts, elle reste une entreprise monumentale. Nous devrions être fiers, ne serait-ce que de ces avancées.

Avant de présenter les grandes lignes de la soixante-seizième session et d'annoncer le thème optimiste que j'ai choisi, je voudrais poser une question aux

membres. Où voulons-nous être à la même date l'année prochaine ? Qu'entendons-nous, en tant qu'individus, réaliser au cours des 12 prochains mois ? Sur la base de mes échanges avec de nombreux interlocuteurs dans la salle de l'Assemblée, de ce qui ressort des médias sociaux, des résultats de la consultation mondiale organisée pour marquer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation et du rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun », la réponse est claire. Le monde a besoin de sérénité. Les gens attendent des solutions aux problèmes collectifs auxquels nous faisons face. Les problèmes sont nombreux – fragilité, conflits, COVID-19, changements climatiques –, et la liste n'est pas exhaustive. Ces problèmes et bien d'autres font perdre le sommeil à nos citoyens. Ils ressentent une angoisse collective, et craignent que la situation ne continue de s'aggraver. Ils pensent que nous ne faisons pas assez pour régler les problèmes auxquels notre monde est confronté. Mes amis, ils n'ont pas tort. Nous pouvons faire plus. Nous en sommes pleinement conscients.

S'agissant de la COVID-19, nous avons les vaccins, le savoir-faire et les capacités de distribution nécessaires. Il ne manque que l'appui politique.

En ce qui concerne les changements climatiques, nous disposons d'incroyables innovations en matière d'énergies renouvelables, de technologies d'adaptation et d'abandon des combustibles fossiles. Une fois encore, il ne manque que l'appui politique et les financements nécessaires.

Pour ce qui est des conflits et de l'instabilité, il y a une volonté quasi universelle de parvenir au désarmement et à la non-prolifération nucléaires. Pourtant, cette volonté vacille à la ligne d'arrivée, et en conséquence, les traités ne sont pas ratifiés. En ce qui concerne les préoccupations humanitaires, nous avons suffisamment de denrées alimentaires et d'eau pour approvisionner la planète de nombreuses fois. Pourtant, il est fort possible que le monde soit de nouveau touché par la famine et les sécheresses. Des centaines de millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire d'ici la fin de l'année.

Mes amis, certains moments sont des moments charnières, et nous vivons un de ces moments. Nous pouvons choisir la voie de l'isolationnisme et de la destruction mutuelle, d'un lent déclin de l'expérience humaine, ou nous pouvons tracer ensemble une nouvelle voie – une voie durable et résiliente – qui transformera l'avenir de notre planète. La COVID-19 est certainement une tragédie à très grande échelle, mais elle pourrait également être un signe avant-coureur, un avertissement

contre les dangers qui nous guettent si nous continuons de traîner les pieds pour éviter de faire des choix difficiles mais nécessaires.

Je suis intimement convaincu que l'humanité est en mesure de relever ces défis. On ne peut pas vivre aux Maldives et faire face à la menace existentielle de la montée du niveau des mers sans avoir espoir en l'humanité. Cet espoir peut aller loin. J'espère également que nous parviendrons à régler nos différends et que nous pourrons contourner les protocoles et les obstacles afin de transformer nos sociétés.

Fort de cette vision optimiste d'un avenir meilleur, j'entends promouvoir cinq lueurs d'espoir qui orienteront les efforts de l'Assemblée générale cette année.

Premièrement, je défendrai fermement la nécessité de garantir l'équité vaccinale pour vacciner le monde. En ma qualité de Président de l'Assemblée générale, je compte organiser une réunion de haut niveau sur cette question et m'attaquer aux obstacles concrets en matière d'approvisionnement, de stockage et de distribution.

Deuxièmement, en ce qui concerne le relèvement à long terme après la COVID-19, je promouvrai un relèvement qui permettra de reconstruire en mieux, en plus vert et en plus bleu. En suivant les pistes tracées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous pouvons renoncer à des pratiques destructrices et nous engager sur la voie d'un avenir meilleur.

Troisièmement, nous devons recentrer notre attention sur la crise climatique, qui a été éclipsée par la COVID-19. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et d'autres parlent d'eux-mêmes – nous ne sommes plus sur la mauvaise voie ; nous sommes au bord du précipice. J'ai le plaisir d'annoncer que j'organiserai plusieurs événements sur l'action climatique. Le premier, qui aura lieu en amont de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, contribuera à mobiliser l'ambition et l'action nécessaires. Nous devons mettre à disposition les moyens nécessaires pour nous acquitter de nos promesses en matière de climat. La disponibilité de technologies renouvelables et innovantes est une chose ; le fait qu'un pays ou une communauté ne puisse absorber ces technologies en est une autre. J'estime que nous pouvons combler cet écart.

Un autre événement, qui sera organisé durant la présente session, permettra de faire le bilan des autres efforts environnementaux importants en cours relatifs

aux océans, à la désertification et à la biodiversité. Nous aborderons ces questions interdépendantes durant cette session extraordinaire sur l'environnement.

Ma quatrième lueur d'espoir concerne les droits humains – un des piliers fondamentaux de l'action de l'Organisation. Nous devons défendre les principes consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme par-dessus tout, en particulier en période de conflit ou de troubles, comme nous l'avons tous constaté récemment. Nous devons également nous efforcer d'autonomiser et de soutenir systématiquement les personnes défavorisées et les plus vulnérables. En ma qualité de Président de l'Assemblée générale, je suis déterminé à adopter une approche transversale tenant compte de l'égalité des genres durant ma présidence, notamment en promouvant une approche pour reconstruire en mieux après la COVID-19 qui privilégiera des politiques et des initiatives qui tiennent compte des questions de genre.

Cinquièmement et enfin, la réforme et la revitalisation de l'ONU doivent se poursuivre, y compris ici à l'Assemblée générale. Il ne s'agit pas d'une question d'équilibre des pouvoirs mais d'une question d'efficacité. Tous les organes de l'ONU doivent fonctionner au maximum de leur efficacité et s'acquitter des responsabilités qui leur ont été confiées. Une des premières choses que je ferai, à cet égard, sera d'écouter les peuples que nous représentons, en collaborant plus efficacement avec les organisations de la société civile et en faisant participer davantage de jeunes, notamment par l'entremise de notre programme de bourses destiné aux jeunes. Nous prendrons connaissance des priorités des gens et nous trouverons de nouveaux moyens pour l'Assemblée générale d'avoir un impact.

Qu'il me soit permis de rappeler aux membres ce que représente la salle de l'Assemblée. Après la destruction causée par la pire guerre et les plus graves atrocités de l'histoire humaine, nous nous sommes rassemblés et nous avons décidé de coopérer pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Pour les plus de 7 milliards d'habitants de la planète, c'est ce qui vient à l'esprit lorsqu'ils pensent à l'ONU – des dirigeants mondiaux célèbres debout devant un panneau de marbre vert, qui mènent des débats non pas pour savoir s'il faut apporter une aide, mais sur la manière de le faire. Ne les abandonnons pas.

Nous n'avons jamais disposé de technologies si avancées. Nous n'avons jamais été si connectés. Nous n'avons jamais disposé d'autant de richesses,

de ressources et de connaissances. Rien ne peut nous empêcher d'avancer à part nous-mêmes. Nous devons être l'ONU que les gens attendent.

Pendant les jours les plus sombres de la pandémie, alors que les villes étaient barricadées et que les vaccins étaient encore un rêve lointain, les peuples du monde se sont rassemblés, comme par le passé. Les gens ont laissé des messages de soutien à leurs fenêtres ; ils ont chanté les uns pour les autres depuis leurs balcons ; ils ont applaudi le soir pour les travailleurs de première ligne, leurs héros ; ils ont prié ensemble pour demander un miracle qui pourrait nous rendre la normalité que nous considérons comme acquise. Ce sont l'espoir et le sentiment d'humanité commune qui leur ont permis de faire cela. Nous devons leur donner des raisons d'espérer.

Avant de donner la parole à la première personne qui s'exprimera ce matin, je souhaite rappeler aux membres ce qui suit.

Un représentant ou une représentante physiquement présent(e) dans la salle de l'Assemblée générale peut prononcer sa propre déclaration lors du débat général. Sinon, conformément à la décision 75/573 de l'Assemblée générale, du 14 juillet 2021, et sans que cela ne crée de précédent pour les futurs débats généraux, chaque État Membre, chaque État observateur et l'Union européenne peuvent présenter une déclaration préenregistrée, qui sera diffusée dans la salle de l'Assemblée, après un mot d'introduction de leur représentante ou représentant physiquement présent(e) dans la salle. Les déclarations préenregistrées seront introduites par les membres des délégations depuis leur place.

Conformément à ladite décision, en plus des procès-verbaux du débat général, le Président de l'Assemblée générale distribuera comme document de l'Assemblée un récapitulatif des déclarations préenregistrées qui lui auront été soumises au plus tard le jour où la déclaration préenregistrée est entendue dans la salle de l'Assemblée générale, et seront jointes au procès-verbal de la séance. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org

La liste des orateurs et oratrices pour le débat général a été dressée en partant du principe selon lequel les déclarations ne dépasseraient pas 15 minutes chacune, et ce afin que toutes les personnes qu'il est prévu d'entendre à chaque séance puissent s'exprimer. Je demande toutefois à tous les orateurs et à toutes les oratrices de prononcer leur déclaration à un débit raisonnable de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les autres langues officielles de l'Organisation.

J'appelle aussi l'attention des membres de l'Assemblée sur la décision prise aux précédentes sessions, à savoir que la pratique consistant à présenter des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours est vivement découragée, compte tenu en particulier de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

À cet égard, j'invite les orateurs et les oratrices, une fois leur déclaration prononcée depuis le pupitre, à quitter la salle de l'Assemblée générale en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur place.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite procéder de la sorte pendant le débat général de la soixante-seizième session ?

Il en est ainsi décidé.

Allocution de M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bolsonaro (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : C'est un honneur que d'ouvrir une fois de plus la session de l'Assemblée générale.

Je suis ici pour montrer un Brésil différent de celui qui est décrit dans les journaux ou à la télévision. Le Brésil a beaucoup changé depuis notre prise de fonction en janvier 2019.

Le Brésil n'a pas recensé un seul cas de corruption depuis deux ans et huit mois. Mon pays a un Président qui croit en Dieu, qui respecte la Constitution, qui est attaché aux valeurs familiales et qui est loyal à son peuple. C'est beaucoup ; c'est une base solide, sachant que nous étions au bord du socialisme.

Nos entreprises nationales, qui enregistraient des milliards de dollars de pertes, sont désormais rentables. Notre banque de développement nationale était utilisée

pour financer des travaux publics dans des pays communistes, sans garanties. C'est le peuple brésilien qui subissait les conséquences de ces engagements et de ces coûts.

Tout cela a changé. Je présente aujourd'hui à l'Assemblée générale un nouveau Brésil, dont la crédibilité a déjà été rétablie dans le monde entier. Mon pays a mis en place le plus vaste programme de partenariats d'investissement public-privé de son histoire. Ce programme est déjà une réalité et en pleine exécution. À ce jour, nous avons perçu 100 milliards de dollars au titre de nouveaux investissements et 23 milliards de dollars pour des concessions.

Dans le domaine des infrastructures, nous avons vendu aux enchères 34 aéroports et 29 ports au secteur privé. Nous avons déjà conclu plus de 6 milliards de dollars de contrats privés pour la construction de nouveaux chemins de fer. Nous avons également mis en place un système de permis dans ce domaine, qui rapproche notre modèle du modèle américain. En quelques jours à peine, nous avons reçu 14 demandes de permis pour la construction de nouvelles lignes ferroviaires, ce qui représente près de 15 milliards de dollars d'investissements privés.

Notre gouvernement promeut la revitalisation du système de transports ferroviaires. En conséquence, la consommation de combustibles fossiles a baissé, tout comme les dépenses opérationnelles liées à l'activité commerciale au Brésil, en particulier en ce qui concerne la production alimentaire.

Des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine de l'assainissement de base. La plus grande vente aux enchères de l'histoire de ce secteur a eu lieu en avril, avec la concession au secteur privé des services de distribution d'eau et d'évacuation des eaux usées de Rio de Janeiro.

Nous avons tout ce que les investisseurs recherchent : un vaste marché de consommation, d'excellents atouts, une solide tradition de respect de contrats et la confiance dans notre gouvernement.

Je voudrais également annoncer que dans quelques jours, nous organiserons une vente aux enchères pour le déploiement de la technologie 5G au Brésil. Notre agriculture moderne et durable à faible émission de carbone permet actuellement de nourrir plus d'un milliard de personnes dans le monde et n'utilise que 8 % du territoire national.

Aucun autre pays au monde n'a une législation environnementale aussi complète que la nôtre. Notre code forestier devrait servir d'exemple aux autres pays. Le Brésil est un pays aux dimensions continentales, qui est confronté à de grands défis environnementaux. Sa superficie est de 8,5 millions de kilomètres carrés, dont 66 % est couverte par la même végétation locale qu'au début du XVI^e siècle, lorsque le pays a été découvert.

Rien que dans le biome amazonien, 84 % de la forêt est intacte et abrite la plus grande biodiversité de la planète. Je tiens à rappeler que la région amazonienne couvre une superficie équivalente à celle de l'Europe occidentale.

Nous avons raccourci le délai, de 2060 à 2050, pour la réalisation de la neutralité carbone – zéro émission nette. Les ressources humaines et financières destinées à renforcer les organismes environnementaux ont été doublées, dans le but de mettre fin à la déforestation illégale.

Les résultats de cette initiative importante sont déjà visibles. En Amazonie, nous avons enregistré une réduction de 32 % de la déforestation au mois d'août, par rapport à août 2020. Quel autre pays au monde a une politique de préservation de l'environnement comme la nôtre ? Nous vous invitons tous à visiter notre Amazonie.

Le Brésil montre déjà l'exemple en matière de production d'énergie, puisque 83 % de notre énergie provient de sources renouvelables. Lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, nous chercherons à obtenir un consensus sur les règles régissant le marché mondial des crédits d'émission de carbone. Nous espérons que les pays industrialisés respecteront leurs engagements en matière de financement climatique en versant des contributions importantes.

L'avenir des emplois verts est au Brésil, dans les énergies renouvelables, l'agriculture durable, les industries à faible intensité de carbone, l'assainissement de base, la gestion des déchets et le tourisme.

Nous avons ratifié la Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance.

Nous pensons que la famille traditionnelle est le fondement même de la civilisation et que la liberté de l'être humain n'est complète que s'il jouit de la liberté de culte et de la liberté d'expression.

Quatorze pour cent du territoire brésilien, soit plus de 110 millions d'hectares, une superficie équivalente à celle de l'Allemagne et de la France réunies, est consacré aux réserves autochtones. Ces zones abritent 600 000 autochtones, qui y vivent en liberté et souhaitent de plus en plus utiliser leurs terres pour l'agriculture et d'autres activités.

Le Brésil a toujours participé aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, de Suez au Congo, en passant par Haïti et le Liban.

Mon pays a toujours accueilli les réfugiés. Le long de notre frontière avec le Venezuela voisin, l'opération Welcome, menée par le Gouvernement fédéral, a déjà permis de recevoir et d'accueillir 400 000 citoyens vénézuéliens déplacés en raison de la grave crise politique et économique provoquée par le régime dictatorial.

L'avenir de l'Afghanistan est également très préoccupant. Nous accorderons des visas humanitaires aux chrétiens, femmes, enfants et juges afghans.

Alors que nous commémorons le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis d'Amérique, nous réaffirmons notre condamnation du terrorisme sous toutes ses formes.

En 2022, le Brésil occupera à nouveau un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Je tiens à remercier les 181 pays, sur un total de 190, qui ont accordé leur confiance au Brésil à cet égard. C'est le reflet de la politique étrangère sérieuse et responsable promue par notre ministère des affaires étrangères. Nous appuyons la réforme du Conseil de sécurité, où nous cherchons à obtenir un siège permanent.

La pandémie nous a tous pris par surprise en 2020. Nous regrettons sincèrement chaque décès survenu au Brésil et à travers le monde. J'ai toujours plaidé en faveur de la lutte contre le virus et le chômage, simultanément et avec le même sens des responsabilités.

Les mesures d'isolement et de confinement ont laissé un héritage d'inflation, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires, dans le monde entier. Au Brésil, pour venir en aide aux personnes les plus défavorisées, contraintes de rester chez elles en raison des décisions prises par les gouverneurs et les maires et qui ont perdu leurs sources de revenus, nous avons distribué une aide d'urgence de 800 dollars à 68 millions de personnes en 2020.

Je tiens à rappeler que nous avons terminé l'année 2020, l'année de la pandémie, avec plus d'emplois formels qu'en décembre 2019, grâce aux initiatives

menées par notre Gouvernement, notamment des programmes de préservation d'emplois et de revenus, qui nous ont coûté près de 40 milliards de dollars. Rien qu'au cours des sept premiers mois de cette année, nous avons créé environ 1,8 million de nouveaux emplois. Je tiens également à rappeler que selon les prévisions, notre taux de croissance devrait augmenter de 5 % en 2021.

Jusqu'à présent, le Gouvernement fédéral a distribué plus de 260 millions de doses de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Plus de 140 millions de citoyens brésiliens ont reçu au moins la première dose, ce qui représente près de 90 % de la population adulte. Quatre-vingt pour cent de la population autochtone a déjà été entièrement vaccinée contre la COVID-19. D'ici novembre, tous les citoyens qui choisissent de se faire vacciner au Brésil seront dûment couverts. Nous sommes favorables à la vaccination, mais mon gouvernement s'est opposé au passeport vaccinal ou sanitaire ou toute autre obligation liée aux vaccins.

Depuis le début de la pandémie, nous avons encouragé l'autonomie professionnelle des médecins dans la recherche d'un traitement précoce, conformément aux recommandations du Conseil fédéral de médecine du Brésil. J'ai moi-même suivi un traitement précoce pour la COVID-19. Bien entendu, nous respectons le caractère confidentiel de la relation médecin-patient en ce qui concerne les décisions sur le meilleur médicament à utiliser et sur l'utilisation potentielle d'un médicament hors indications. Nous ne comprenons pas pourquoi de nombreux pays, ainsi qu'une grande partie des médias, étaient contre les mesures de traitement précoce. Chacun sera jugé par l'histoire et la science.

Le 7 septembre, date de notre indépendance, de manière pacifique et patriotique, des millions de Brésiliens sont descendus dans les rues, lors de la plus grande manifestation de notre histoire, pour montrer qu'ils ne renonceront pas à la démocratie ou aux libertés individuelles et pour manifester leur soutien à notre administration.

Comme je l'ai souligné, le Brésil est entré dans une nouvelle ère. Sur le plan économique, nous sommes l'un des pays émergents les plus performants. Mon gouvernement a rétabli notre crédibilité à l'étranger et aujourd'hui, le Brésil est l'une des destinations d'investissement les plus attractives au monde.

C'est ici, à l'Assemblée générale, que nous envisageons un monde plus libre, plus démocratique, plus prospère et plus pacifique. Que Dieu nous bénisse tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Biden (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'adresser à l'Assemblée générale pour la première fois en tant que Président des États-Unis.

Nous sommes réunis cette année à un moment qui mêle grande douleur et possibilités extraordinaires. Nous avons tant perdu à cause de cette pandémie dévastatrice qui continue d'emporter des vies à travers le monde et d'avoir un effet si marqué sur notre existence. Nous pleurons la mort de plus de 4,5 millions de personnes, des personnes de tous pays et de tous milieux.

Chaque mort est un déchirement personnel. Mais notre deuil partagé est un rappel poignant du fait que notre avenir collectif dépendra de notre capacité à reconnaître notre humanité commune et à agir ensemble. C'est ça le choix clair et urgent que nous affrontons à l'aube de ce qui doit être une décennie décisive pour notre monde. Une décennie qui, littéralement, déterminera notre avenir.

En tant que communauté mondiale, nous faisons face à des crises urgentes et immédiates, qui comportent des possibilités énormes si nous trouvons la volonté et la détermination pour les saisir. Travaillerons-nous ensemble pour sauver des vies, vaincre la maladie à coronavirus (COVID-19) partout dans le monde et adopter les mesures nécessaires pour être prêts à faire face à la prochaine pandémie ? Car il y aura une autre

pandémie. Ou n'allons-nous pas tirer parti des outils dont nous disposons lorsque des variants plus virulents et plus dangereux se développeront ?

Relèverons-nous la menace des changements climatiques qui dévastent déjà chaque région de notre monde avec des événements météorologiques extrêmes ? Ou souffrirons-nous de la marche impitoyable de sécheresses et d'inondations de plus en plus graves, d'incendies et d'ouragans toujours plus intenses, de canicules plus longues et de la montée des mers ?

Affirmerons-nous la dignité humaine et les droits de l'homme, et lutterons-nous pour les défendre, eux qui ont uni nos nations dans une cause commune il y a plus de 70 ans ? Appliquerons-nous et renforcerons-nous les principes fondamentaux du système international, y compris de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tandis que nous cherchons à encadrer l'émergence des nouvelles technologies et à écarter de nouvelles menaces ? Ou permettrons-nous de voir ces principes universels foulés aux pieds et déformés dans la recherche éhontée du pouvoir politique ?

À mon avis, la réponse que nous donnerons maintenant à ces questions, qu'on choisisse de lutter, ou non, pour notre avenir commun, aura des répercussions sur les générations à venir. Bref, nous nous trouvons à un point d'inflexion de l'histoire. Et je suis ici aujourd'hui pour partager avec l'Assemblée générale la façon dont les États-Unis comptent travailler avec des partenaires et des alliés pour répondre à ces questions, et la détermination de mon nouveau gouvernement à aider à mener le monde vers un avenir plus pacifique et plus prospère pour tous les peuples.

Au lieu de continuer à mener les guerres du passé, nous fixons notre regard sur les défis qui détiennent les clefs de notre avenir collectif, et nous y consacrons nos ressources : mettre fin à la pandémie ; faire face à la crise climatique ; gérer les changements de la dynamique du pouvoir mondial ; établir les règles de conduite sur des questions vitales, telles que le commerce, le cyberspace et les technologies émergentes ; et affronter la menace du terrorisme dans ses formes d'aujourd'hui.

Nous avons mis fin à 20 ans de conflit en Afghanistan. Et alors que nous clôturons cette période de guerre acharnée, nous ouvrons une nouvelle ère de diplomatie acharnée ; une ère de recours à la puissance de notre aide au développement pour investir dans de nouveaux moyens d'élever les gens à travers le monde ;

une ère de renouvellement et de défense de la démocratie ; une ère où nous prouverons que, quels que soient les défis ou la complexité des problèmes auxquels nous serons confrontés, le gouvernement par et pour le peuple reste le meilleur moyen de répondre aux besoins de tous nos concitoyens.

Et à l'heure où les États-Unis tournent leur attention sur les priorités et les régions du monde, comme l'Indo-pacifique, qui sont les plus importantes aujourd'hui et demain, nous le ferons avec nos alliés et partenaires, et par l'intermédiaire de la coopération avec des institutions multilatérales comme l'ONU afin de multiplier notre force collective et d'accélérer nos progrès face aux défis mondiaux.

Il existe une vérité fondamentale au XXI^e siècle, au sein de chacun de nos pays et comme communauté mondiale, à savoir que notre succès est lié à celui des autres. Pour satisfaire les besoins de notre propre population, nous devons également collaborer pleinement avec le reste du monde. Et pour assurer notre propre avenir, nous devons travailler avec nos partenaires pour un avenir partagé.

À mon avis, notre sécurité, notre prospérité et nos nombreuses libertés sont plus interconnectées que jamais. Dès lors, nous devons, je pense, collaborer plus étroitement que jamais.

Au cours des huit derniers mois, j'ai donné la priorité à la reconstruction de nos alliances et à la revitalisation de nos partenariats, reconnaissant leur rôle essentiel et central pour la sécurité et la prospérité durables de l'Amérique.

Nous avons réaffirmé notre engagement sacré envers l'OTAN et envers l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, et nous œuvrons avec nos alliés pour élaborer un nouveau concept stratégique qui aidera notre alliance à mieux s'attaquer aux menaces hybrides d'aujourd'hui et de demain.

Nous avons renouvelé notre engagement envers l'Union européenne, un partenaire fondamental pour s'atteler à l'ensemble des dossiers cruciaux auquel notre monde est confronté aujourd'hui.

Nous avons élevé le partenariat dans le cadre du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis afin d'affronter des défis qui vont de la sécurité sanitaire au climat en passant par les technologies émergentes.

Nous collaborons avec des institutions régionales, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à l'Union africaine en passant par l'Organisation des États américains, afin de nous concentrer sur les besoins urgents des populations qui aspirent à une meilleure santé et à de meilleurs résultats économiques.

Nous sommes de retour à la table des instances internationales, en particulier à l'ONU, pour attirer l'attention sur les défis communs et stimuler une action mondiale.

Nous nous sommes réengagés auprès de l'Organisation mondiale de la Santé et collaborons étroitement avec le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, pour distribuer des vaccins qui sauvent des vies dans le monde.

Nous avons réintégré l'Accord de Paris, et nous briguerons un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour y reprendre notre place l'année prochaine.

Et alors que les États-Unis cherchent à rallier le monde à l'action, nous dirigerons non seulement par l'exemple de notre pouvoir, mais, si Dieu le veut, par le pouvoir de notre exemple.

Que l'on ne s'y trompe pas : les États-Unis continueront de se défendre, de défendre leurs alliés et leurs intérêts contre toute attaque, y compris contre les menaces terroristes, et nous sommes prêts à employer la force si et quand cela est nécessaire. Nous sommes prêts à défendre les intérêts vitaux des États-Unis, y compris contre les menaces actuelles ou imminentes. Mais cette mission doit être claire et réalisable, entreprise avec le consentement éclairé du peuple américain, et, autant que possible, en partenariat avec nos alliés.

La force militaire des États-Unis doit être notre instrument de dernier recours, et non pas le premier, et elle ne doit pas servir de réponse à chaque problème que nous voyons dans le monde. En fait, aujourd'hui, un grand nombre de nos plus grandes préoccupations ne peuvent pas être réglées, ni même affrontées, par la force des armes. Les bombes et les balles ne peuvent pas nous défendre contre la COVID-19 et ses futurs variants.

Pour combattre cette pandémie, nous avons besoin d'une action scientifique collective et de volonté politique. Nous devons passer à l'action maintenant, administrer des piqûres dans les bras aussi vite que possible et augmenter l'accès à l'oxygène, aux tests et aux traitements afin de sauver des vies. Pour l'avenir, nous devons créer un nouveau mécanisme de financement de la sécurité sanitaire dans le monde et de l'état de préparation qui s'appuie sur notre aide au développement

existante, et un conseil des menaces sanitaires mondiales doté des outils nécessaires pour surveiller et repérer les pandémies émergentes, afin de pouvoir passer immédiatement à l'action. Les États-Unis ont déjà alloué plus de 15 milliards de dollars à la riposte mondiale contre la COVID-19. Nous avons envoyé près de 160 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 à d'autres pays. Ce chiffre inclut près de 130 millions de doses issues de notre propre approvisionnement, et les premières tranches du demi-milliard de doses du vaccin de Pfizer que nous avons achetées pour en faire don par le biais du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins.

Des avions transportant des vaccins donnés par les États-Unis ont déjà atterri dans 100 pays, apportant aux populations du monde entier une petite « dose d'espoir », comme l'a qualifiée une infirmière américaine : une dose d'espoir, directement de la part du peuple américain, et sans condition aucune. Demain, au Sommet mondial sur la COVID-19 organisé par les États-Unis, j'annoncerai des engagements supplémentaires pour faire progresser la lutte contre la COVID-19 et nous tenir responsables de la réalisation de cibles spécifiques et de trois défis clefs : sauver des vies maintenant, vacciner le monde et reconstruire en mieux.

Cette année a également été marquée par la mort et la dévastation à grande échelle causées par la crise climatique sans frontières. Les phénomènes météorologiques extrêmes que nous avons vus partout dans le monde, vous le savez tous et le ressentez tous, représentent ce que le Secrétaire général a appelé à juste titre un « code rouge pour l'humanité ». Les scientifiques et les experts nous disent que nous approchons rapidement d'un point de non-retour, au sens littéral du terme. Pour maintenir à notre portée l'objectif vital de limiter le réchauffement à 1,5 °C, toutes les nations doivent apporter leur plus grande ambition possible à la table des réunions de la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow. Nous devons ensuite continuer d'accroître notre ambition au fil du temps.

En avril, j'ai annoncé le nouvel objectif ambitieux des États-Unis dans le cadre de l'Accord de Paris, à savoir réduire, d'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre de 50 à 52 % par rapport aux niveaux de 2005, sachant que nous nous efforçons dans le même temps de construire une économie basée sur les énergies propres, à zéro émission nette, d'ici à 2050. Mon gouvernement travaille en étroite collaboration avec le Congrès pour

effectuer les investissements essentiels dans les infrastructures vertes et les véhicules électriques qui nous aideront à entériner les progrès réalisés dans notre pays en vue d'atteindre nos objectifs climatiques. Le mieux dans tout cela : le fait d'effectuer ces investissements ambitieux n'est pas seulement une bonne politique climatique, c'est aussi une chance pour chacun de nos pays d'investir dans nous-mêmes et dans notre avenir. Il s'agit d'une occasion immense de créer des emplois bien rémunérés pour les travailleurs de chacun de nos pays et de stimuler une croissance économique à long terme qui améliorera la qualité de vie de tous nos concitoyens.

Nous devons également soutenir les pays et les populations qui seront les plus durement touchés et qui ont le moins de ressources afin de les aider à s'adapter. En avril, j'ai annoncé que les États-Unis doubleraient leur financement public international pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques. Aujourd'hui, je suis fier d'annoncer que nous travaillerons avec le Congrès afin de doubler de nouveau ce chiffre, notamment pour les efforts d'adaptation. Cela fera des États-Unis un chef de file du financement public pour le climat. Grâce à notre engagement supplémentaire, conjointement avec l'appui accru de capitaux privés et d'autres donateurs, nous serons en mesure d'atteindre l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars parmi les économies avancées du monde afin de soutenir les nations en développement.

Au moment où nous faisons face à ces crises, nous sommes aussi confrontés à une nouvelle ère : une ère de nouvelles technologies et de possibilités qui ont le potentiel de libérer et de remodeler tous les aspects de l'existence humaine. Il nous appartient à tous de déterminer si ces technologies sont une force destinée à accroître l'autonomie des populations ou à approfondir la répression. À mesure que les nouvelles technologies continueront d'évoluer, nous collaborerons avec nos partenaires démocratiques pour faire en sorte que les progrès réalisés dans les domaines allant de la biotechnologie à l'informatique quantique, en passant par la 5G, l'intelligence artificielle et d'autres encore, sont mis à profit pour aider les populations à s'en sortir, résoudre les problèmes et faire progresser la liberté humaine, et non pour supprimer la dissidence ou s'en prendre aux populations minoritaires.

Les États-Unis ont l'intention d'investir massivement dans la recherche et le développement, en collaborant avec les pays à toutes les étapes du développement économique, afin de mettre au point de

nouveaux outils et de nouvelles technologies novatrices qui nous aideront à relever les défis de ce deuxième quart du XXI^e siècle et au-delà. Nous renforçons nos infrastructures critiques contre les cyberattaques, nous perturbons les réseaux de logiciels rançonneurs, et nous travaillons à la mise en place de règles de conduite claires pour toutes les nations en ce qui concerne le cyberspace. Nous nous réservons le droit de répondre de manière décisive aux cyberattaques qui menacent notre peuple, nos alliés ou nos intérêts.

Nous poursuivrons de nouvelles règles de commerce mondial et de croissance économique qui visent à uniformiser les règles du jeu de manière qu'aucun pays ne soit artificiellement avantagé ou désavantagé par rapport à d'autres et que chaque nation ait le droit et la chance de concurrencer les autres équitablement. Nous ferons tout notre possible pour garantir que les droits fondamentaux du travail, les protections environnementales et la propriété intellectuelle seront protégés et que les avantages de la mondialisation seront largement partagés au sein de toutes nos sociétés.

Nous continuerons de faire respecter les règles et les normes de longue date qui constituent depuis des dizaines d'années les garde-fous de l'engagement international essentiels au développement des nations dans le monde entier, notamment des engagements fondamentaux comme la liberté de navigation, le respect du droit et des traités internationaux et le soutien aux mesures de maîtrise des armements, qui réduisent les risques et améliorent la transparence.

Notre approche est fermement ancrée dans la mission et les valeurs de l'ONU, que nous avons tous acceptées lorsque nous avons rédigé la Charte des Nations Unies, et en parfaite adéquation avec elles. Ce sont des engagements que nous avons tous pris et que nous sommes tous tenus de respecter. Tandis que nous nous efforçons de gérer tous ces problèmes urgents, qu'ils soient anciens ou nouveaux, nous devons également gérer nos relations. Toutes les grandes puissances du monde ont le devoir, à mon avis, de gérer leurs relations avec soin, de manière à ne pas basculer de la concurrence responsable au conflit.

Les États-Unis seront un concurrent vigoureux, et ils montreront l'exemple par leurs valeurs et par leur force. Nous défendrons nos alliés et nos amis, et nous nous opposerons aux tentatives de domination des pays les plus faibles par les plus forts, que ce soit par la modification forcée de territoires, la contrainte économique, l'exploitation technologique ou la désinformation. Nous

ne voulons pas, je le répète, nous ne voulons pas une nouvelle guerre froide ni un monde divisé en blocs rigides.

Les États-Unis sont prêts à travailler avec toute nation qui se présente pour trouver des solutions pacifiques à des problèmes communs, même si nous avons des désaccords intenses dans d'autres domaines, parce que nous souffrirons tous des conséquences de notre échec si nous ne nous unissons pas pour répondre aux menaces urgentes comme la COVID-19 et les changements climatiques, ou aux menaces persistantes comme la prolifération nucléaire.

Les États-Unis restent déterminés à empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. Nous travaillons avec le groupe des cinq plus un afin d'engager un dialogue diplomatique avec l'Iran et de parvenir à un retour au Plan d'action global commun. Nous sommes prêts à nous y conformer de nouveau pleinement si l'Iran fait de même. De même, nous souhaitons une diplomatie sérieuse et soutenue pour poursuivre la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Nous cherchons à voir des progrès concrets vers un plan disponible comportant des engagements tangibles qui améliorerait la stabilité dans la péninsule et dans la région, ainsi que les conditions de vie de la population en République populaire démocratique de Corée.

De plus, nous devons rester vigilants face à la menace que le terrorisme fait peser sur toutes les nations, qu'il émane de régions éloignées ou de notre propre arrière-cour. Nous savons que la morsure brûlante du terrorisme est bien réelle, et nous l'avons presque tous ressentie. Le mois dernier, nous avons perdu 13 héros américains et près de 200 civils afghans innocents dans l'odieux attentat terroriste perpétré contre l'aéroport de Kaboul. Les États-Unis resteront un ennemi implacable pour les auteurs d'actes de terrorisme qui nous prennent pour cible.

Mais le monde d'aujourd'hui n'est pas le même que celui de 2001, et les États-Unis ont changé depuis les attentats du 11 septembre, commis il y a 20 ans. Aujourd'hui, nous sommes mieux outillés pour détecter et prévenir les menaces terroristes, et notre capacité à les repousser et à y riposter est bien plus grande.

Nous savons de quelle manière établir des partenariats efficaces pour démanteler les réseaux terroristes en ciblant leurs systèmes de financement et de soutien, contrer leur propagande, entraver leurs déplacements et déjouer des attaques imminentes. Nous répondrons aux menaces terroristes qui se présentent aujourd'hui et

se présenteront à l'avenir au moyen de toute la gamme d'outils dont nous disposons, notamment la coopération avec des partenaires locaux pour limiter la dépendance aux déploiements militaires à grande échelle.

L'un des principaux moyens d'accroître la sécurité et de réduire la violence est de s'employer à améliorer partout dans le monde les conditions de vie des populations qui constatent que leurs gouvernements ne satisfont pas leurs besoins. La corruption alimente les inégalités ; elle épuise les ressources des nations ; traverse les frontières et génère des souffrances humaines. Elle est tout simplement une menace pour la sécurité des nations au XXI^e siècle.

Partout dans le monde, les citoyens manifestent de plus en plus leur mécontentement face aux riches et aux personnes qui ont le bras long, qui continuent de s'enrichir, d'avoir des avantages et de recevoir des pots-de-vin, et qui agissent sans se soucier de la loi, tandis que la plupart des individus peinent à trouver du travail, à nourrir leur famille, ou encore à faire décoller leur entreprise ou simplement envoyer leurs enfants à l'école.

Dans toutes les régions du monde, les gens descendent dans les rues pour exiger que leurs gouvernements satisfassent leurs besoins fondamentaux, qu'ils accordent à chacun une chance équitable de réussir et qu'ils protègent leurs droits naturels. Dans cet ensemble de voix qui s'expriment dans toutes les langues et sur tous les continents, nous entendons un seul cri : un appel à la dignité – rien d'autre que la dignité. En tant que dirigeants, il est de notre devoir de répondre à cet appel, et non de le réduire au silence. Les États-Unis sont déterminés à utiliser leurs ressources et leur plateforme internationale pour soutenir ces voix, les écouter et s'y associer pour trouver des moyens de répondre à l'appel lancé et de faire progresser la dignité humaine partout dans le monde.

Par exemple, dans les pays en développement, le besoin d'infrastructures est immense, mais des infrastructures de piètre qualité, qui contribuent à la corruption ou accélèrent la dégradation de l'environnement ne peuvent que contribuer à accroître les principales difficultés que connaissent ces pays au fil du temps. Cependant, lorsque des infrastructures sont réalisées de manière appropriée, c'est-à-dire au moyen d'investissements transparents et durables dans des projets qui répondent aux besoins des populations et font appel à la main-d'œuvre locale, tout en respectant des normes élevées s'agissant des conditions de travail et du respect de l'environnement, elles peuvent constituer la fondation solide qui permet aux

communautés des pays à revenu faible et intermédiaire de se développer et de prospérer. C'est l'idée qui sous-tend l'initiative « *Build Back Better World* » (Reconstruire le monde en mieux).

En collaboration avec le secteur privé et nos partenaires du Groupe des Sept, nous entendons mobiliser des centaines de milliards de dollars d'investissements destinés à la construction d'infrastructures. De plus, nous resterons le plus grand contributeur aux opérations d'aide humanitaire, en apportant à des millions de personnes dans le besoin des vivres, de l'eau, des abris, des soins de santé d'urgence et une aide vitale.

Lorsqu'un tremblement de terre se produit, qu'un typhon se déchaîne ou qu'une catastrophe frappe dans n'importe quelle région du monde, les États-Unis répondent présents. Ils seront prêts à apporter leur aide. Et à une période où près d'une personne sur trois dans le monde n'a pas accès à une alimentation adéquate, l'année dernière encore, les États-Unis sont déterminés à s'associer à leurs partenaires pour répondre aux besoins immédiats en matière de malnutrition et faire en sorte que nous puissions nourrir durablement le monde pour les décennies à venir. À cette fin, nous nous engageons à consacrer 10 milliards de dollars à l'élimination de la faim et à investir dans les systèmes alimentaires au niveau national et international.

Par ailleurs, depuis l'an 2000, le Gouvernement des États-Unis a investi plus de 140 milliards de dollars pour faire progresser la santé mondiale et renforcer les systèmes de santé, et nous continuerons de jouer un rôle de premier plan pour mobiliser des investissements aussi importants pour améliorer la vie des populations au quotidien et leur donner un peu de répit.

Pendant que nous nous employons à améliorer la vie des gens, nous devons œuvrer avec une détermination renouvelée à mettre fin aux conflits qui causent tant de douleurs et de souffrances dans le monde. Nous devons intensifier la diplomatie et nous engager à recourir à la négociation politique, et non à la violence, comme outil privilégié pour gérer les tensions dans le monde.

Nous devons œuvrer à l'édification d'un monde dans lequel tous les peuples du Moyen-Orient bénéficieraient d'une paix et d'une sécurité accrues. L'attachement des États-Unis à la sécurité d'Israël ne fait aucun doute. Et notre soutien à un État juif indépendant est sans équivoque. Je reste convaincu qu'une solution à deux États est le meilleur moyen d'assurer l'avenir d'Israël en tant qu'État juif et démocratique, vivant en paix aux côtés

d'un État palestinien viable, souverain et démocratique. À l'heure actuelle, nous sommes loin de parvenir à cet objectif, mais nous devons toujours garder l'espoir que des progrès sont possibles.

Nous ne pouvons pas non plus abandonner l'espoir de régler les conflits civils qui font rage, notamment en Éthiopie et au Yémen, où les combats entre les parties belligérantes provoquent la famine, des violences terribles, des violations des droits fondamentaux de la population civile, y compris l'utilisation inadmissible du viol comme arme de guerre. Nous continuerons d'œuvrer avec la communauté internationale pour faire pression afin qu'advienne la paix et pour mettre un terme à ces souffrances.

Tout en menant une diplomatie dans tous les secteurs, les États-Unis défendront les valeurs démocratiques inscrites au cœur même de son identité en tant que nation et en tant que peuple : la liberté, l'égalité, des circonstances favorables et le respect des droits universels de tout un chacun. Ces valeurs font partie de notre essence en tant que nation, et surtout de l'ADN de cette institution. Nous l'oublions parfois. Je vais citer le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

« ... la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

Selon le principe fondateur de l'ONU, les droits fondamentaux sont au centre de notre système. Cette lucidité et cette vision ne doivent pas être ignorées ou mal interprétées.

Les États-Unis apporteront leur contribution, mais nous aurons plus de succès et de résultats si toutes les nations participent à la réalisation complète de la mission à laquelle nous sommes appelés. C'est pour cette raison que plus de 100 nations se sont associées à une déclaration commune et que le Conseil de sécurité a adopté une résolution dans laquelle nous expliquons de quelle manière nous soutiendrons le peuple afghan à l'avenir et nous présentons ce que nous attendons des Taliban en matière de respect des droits universels.

Nous devons tous défendre les femmes et les droits des femmes et des filles à réaliser leur plein potentiel, à apporter leur contribution sur les plans économique, politique et social, et à poursuivre leurs rêves, sans subir de violence ni d'intimidation dans toutes les régions du monde : de l'Amérique centrale au Moyen-Orient en passant par l'Afrique et l'Afghanistan.

Nous devons tous dénoncer et condamner le harcèlement et l'oppression des minorités raciales, ethniques et religieuses, que ce soit au Xinjiang, dans le nord de l'Éthiopie ou ailleurs dans le monde.

Nous devons tous défendre les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes afin qu'ils puissent vivre et aimer librement, sans crainte, que ce soit en Tchétchénie, au Cameroun ou ailleurs.

Alors que nous conduisons nos nations vers cette étape décisive et que nous nous employons à relever les défis intersectoriels actuels, qui évoluent rapidement, je tiens à être clair : je ne mets pas en question l'avenir que nous voulons bâtir dans l'intérêt de tous. L'avenir appartiendra à ceux qui embrassent la dignité humaine, et non à ceux qui la foulent aux pieds. L'avenir appartiendra à ceux qui libèrent le potentiel de leur peuple, et non à ceux qui l'étouffent. L'avenir appartiendra à ceux qui donnent à leur peuple la possibilité de respirer librement, et non à ceux qui cherchent à l'asphyxier par une main de fer.

L'autoritarisme et les autoritaristes dans le monde peuvent chercher à proclamer la fin de l'ère de la démocratie, mais ils se trompent. La vérité, c'est que le monde démocratique est partout. Il vit chez les militants contre la corruption, les défenseurs des droits humains, les journalistes, les manifestants pacifiques en première ligne de ce combat au Bélarus, en Birmanie, en Syrie, à Cuba, au Venezuela et partout ailleurs. Il vit chez les femmes courageuses du Soudan qui ont résisté à la violence et à l'oppression pour chasser du pouvoir un dictateur génocidaire et qui continuent de travailler jour après jour pour défendre leurs progrès démocratiques. Il vit chez les fiers Moldoves qui ont contribué à la victoire écrasante des forces de la démocratie, avec un mandat pour lutter contre la corruption et construire une économie plus inclusive. Il vit chez les jeunes de Zambie, qui ont mobilisé le pouvoir de leur vote pour la première fois, en se rendant aux urnes en nombre record pour dénoncer la corruption et tracer une nouvelle voie pour leur pays.

Et si aucune démocratie n'est parfaite – y compris les États-Unis, où nous nous démenons encore pour vivre à la hauteur de nos idéaux les plus élevés, pour surmonter nos divisions et où nous avons connu la violence et l'insurrection – la démocratie reste le meilleur outil dont nous disposons pour débrider tout notre potentiel humain.

C'est un moment où nous devons prouver que nous sommes les égaux de ceux qui nous ont précédés, eux qui, avec une vision et des valeurs, et une foi résolue dans notre avenir collectif, ont construit notre ONU, brisé un cycle de guerre et de destruction et jeté les bases de plus de sept décennies de paix relative et de prospérité mondiale croissante. Aujourd'hui, nous devons à nouveau nous rassembler, pour affirmer que l'humanité inhérente qui nous unit est plus grande que toute division ou tout désaccord extérieurs.

Nous devons choisir de faire plus que ce que nous pensons pouvoir faire seuls, afin d'accomplir ce que nous devons faire, ensemble : mettre fin à cette pandémie et veiller à être mieux préparés pour la prochaine ; empêcher les changements climatiques et accroître notre résilience face aux effets que nous constatons déjà ; garantir un avenir où les technologies seront un outil essentiel pour résoudre les problèmes humains et renforcer le potentiel humain, et non une source de conflits et de répression accrus. Ce sont ces défis qui détermineront l'avenir dont nos enfants et petits-enfants hériteront, et nous ne pourrions les relever qu'en nous tournant vers l'avenir.

Alors que je me tiens ici aujourd'hui, pour la première fois en 20 ans, les États-Unis d'Amérique ne sont pas en guerre. Nous avons tourné la page. Toute la force, l'énergie, la détermination, la volonté et les ressources inégalées de notre nation sont maintenant entièrement et directement concentrées sur ce qui nous attend, et non sur le passé.

Je sais ceci : le regard tourné vers l'avenir, nous ouvrons la voie. Nous ouvrirons la voie face aux plus grands défis de notre temps, qu'il s'agisse de la COVID-19 et du climat, de la paix et de la sécurité, de la dignité humaine et des droits humains. Mais nous ne ferons pas cavalier seul. Nous ouvrirons la voie avec nos alliés et nos partenaires, et en coopération avec tous ceux qui croient, comme nous, qu'il est en notre pouvoir de relever tous ces défis et de construire un avenir qui améliore la condition de tous nos concitoyens et préserve notre planète.

Rien de tout cela n'est inévitable. C'est un choix. Et je peux dire aux États Membres quelle est la position des États-Unis d'Amérique. Nous choisirons de construire un avenir meilleur. Nous, tous ensemble, avons la volonté et la capacité de le construire en mieux. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre plus de temps. Mettons-nous au travail. Construisons notre avenir en mieux. Nous pouvons le faire. Nous en avons le pouvoir et la capacité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Maldives.

M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Solih (*parle en maldivien ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : J'ai l'honneur singulier d'adresser, au nom d'une nation fière, nos félicitations à S. E. M. Abdulla Shahid pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Je tiens également à féliciter sincèrement le Secrétaire général pour sa reconduction dans ses fonctions.

Il y a 56 ans, juste après notre indépendance, nous nous sommes empressés de demander que notre pays devienne Membre de l'ONU. Toutefois, notre admission à l'Organisation n'était pas garantie. C'était l'époque de la décolonisation et de l'autodétermination, un moment où nombre de nouvelles nations ont vu le jour. C'était l'époque où l'humanité s'est dé faite des chaînes du passé, dans l'intérêt de la civilisation et du progrès.

La question de savoir s'il fallait accueillir de petits États, comme le nôtre, faisait l'objet d'un débat houleux. Il s'agissait de savoir si une petite île serait apte à contribuer de façon significative aux affaires mondiales. Aujourd'hui, 56 ans plus tard, en tant que Président de la République des Maldives, je m'adresse à la présidence de l'Assemblée générale dans notre langue maternelle. Notre langue maternelle, le dhivehi, la langue qui fait notre fierté et qui est chère à nos cœurs, est une langue que connaît bien le Président de l'Assemblée générale à

la présente session. Les Maldives sont peut-être un petit pays, mais les Maldiviens sont un grand peuple, par la richesse de leur culture et de leur patrimoine. C'est un grand honneur pour notre nation.

Il est très à propos, Monsieur le Président, que votre mandat à la tête de l'Assemblée soit expressément placé sous le signe de l'espoir, car l'espoir est effectivement une denrée fort utile en ces temps difficiles. L'espoir est ce qui a mené à la création de l'ONU – l'espoir d'un monde débarrassé de la laideur des guerres et de la famine ; l'espoir que l'égalité de tous les peuples prévaudrait ; l'espoir que la justice, les droits humains, l'autodétermination et la démocratie règneraient sans partage ; l'espoir d'un monde où les opprimés, sous le joug d'un régime colonial et d'autres formes d'oppression, retrouveraient la liberté ; l'espoir que nous préserverions notre planète, ses ressources, ses écosystèmes et ses merveilles pour les générations à naître.

Depuis 76 ans, nous nous réunissons dans cette salle chaque année afin de prononcer des discours qui nous inspirent pour relever des défis apparemment insurmontables et régler les divers problèmes qui touchent notre communauté mondiale. Pourtant, malgré toutes nos réalisations et réussites, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a repoussés des années en arrière. Les effets néfastes des changements climatiques s'accroissent. La croissance constante de la population mondiale rend la famine sans cesse plus présente. La menace du terrorisme reste l'un des plus grands problèmes qui se posent à nous aujourd'hui. C'est une tâche qui ne disparaît pas sur notre humanité commune. Voilà pourquoi mon devoir aujourd'hui consiste, d'abord et avant tout, à engager la communauté mondiale à faire preuve de détermination pour déployer les efforts nécessaires à l'appui de nos espoirs. Je pense que les cinq lieux d'espoir cités dans le manifeste du Président de l'Assemblée générale offrent beaucoup d'espoir à elles seules.

De nos petites nations insulaires aux Puissances qui s'étendent sur des continents, les conséquences de la COVID-19 sont les mêmes. La pandémie a exposé au grand jour, de la manière la plus flagrante, ce que nous savons tous déjà, à savoir que, dans le monde d'aujourd'hui, nous sommes liés les uns aux autres. Nous devons travailler ensemble dans la solidarité et l'unité pour réaliser ensemble nos ambitions.

Pour les Maldives, comme pour le monde entier, la pandémie de COVID-19 est un défi sans précédent. Notre économie repose sur l'accueil de touristes sur nos rivages. Nous importons pratiquement tout – de

la nourriture aux médicaments, en passant par les matériaux nécessaires pour construire nos abris. La fermeture de nos frontières a eu des conséquences catastrophiques. Les touristes ont cessé d'arriver, l'afflux de devises étrangères s'est tari et les entreprises se sont effondrées. Le confinement a nui au bien-être social et annulé des années d'enseignement pour nos chers enfants.

Notre tâche a consisté alors à déterminer la meilleure attitude à adopter. La décision de fermer nos frontières n'a été ni souhaitée ni bien accueillie, mais nous avons dû la prendre car nous n'avions pas le choix. Nous avons fait l'acquisition de toutes les ressources nécessaires pour améliorer notre système de santé. À ce moment-là, un vaccin n'était qu'un rêve lointain. Tout au long de cette épreuve, nous nous sommes fermement conformés à des normes strictes. Nous avons réussi à gérer la pandémie en suivant les instructions données par nos professionnels de santé. Employés, organismes et volontaires ont spontanément proposé leur aide. Nous avons stocké de la nourriture, des fournitures médicales et d'autres produits de première nécessité. Grâce à cela, nous avons pu surmonter la pandémie.

Nous avons vacciné 95 % de tous les enfants scolarisés et 85 % de tous les résidents des Maldives. Les écoles et les entreprises ont repris leurs activités. Nos frontières ont rouvert, et avec elles nos complexes touristiques. Les Maldives sont prêtes à accueillir le monde. Elles sont redevenues le côté ensoleillé de la vie. Venez nous rendre visite.

La COVID-19 persistera tant qu'elle n'aura pas été vaincue partout. La clef, ce sont les vaccins. Pour venir à bout de la pandémie, il faut vacciner le monde dès que possible. L'équité en matière de vaccination revêt une importance capitale à cet égard. Au bout du compte, quand le monde se relèvera de la menace de la COVID-19, nous devons tous nous efforcer résolument de faire en sorte qu'une telle catastrophe ne se reproduise pas. Nos citoyens placent leurs espoirs dans toutes les nations présentes ici pour que nous mettions en commun nos ressources, nos efforts, nos connaissances, nos compétences et nos découvertes afin de prévenir la prochaine pandémie mondiale.

La gestion du virus est un aspect du relèvement de la COVID-19. Il est tout aussi important de reconstruire notre économie, de rétablir les moyens de subsistance et de reprendre une vie normale. La COVID-19 est un appel urgent à l'action.

Les données scientifiques prouvent irréfutablement que l'urgence climatique pourrait être catastrophique pour l'humanité. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat intitulé « Changement climatique 2021 : les éléments scientifiques », publié il y a quelques semaines à peine, a réitéré de manière choquante ce que nous savons depuis longtemps. Il est choquant car il déclare de manière brutale que nous ignorons tout simplement la réalité des changements climatiques depuis bien trop longtemps.

Je tiens à souligner un aspect important du rapport, à savoir que les cinq dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées depuis le début des relevés au milieu du XIX^e siècle. Le taux d'élévation du niveau de la mer a triplé par rapport à la période de 1901 à 1970. Nous avons déjà provoqué une augmentation de 1,1°C du réchauffement de la planète. Les recommandations sont alarmantes compte tenu de leur urgence. Si nous voulons limiter le réchauffement à 1,5 °C, les émissions mondiales devront être réduites de 45 % d'ici à 2030, pour atteindre zéro émission nette d'ici à 2050. « Menace existentielle », « cesser d'exister », « vulnérabilité climatique », « risque de disparition », « perte d'identité » et « réfugiés environnementaux » sont autant d'expressions couramment utilisées pour décrire le sort qui attend les habitants des Maldives et d'autres États insulaires comme le nôtre si la tendance actuelle se poursuit. La différence entre 1,5 degré et 2 degrés équivaut à la différence entre la vie et la mort pour les Maldives. Un constat continue de s'imposer : il ne fait aucun doute que l'état de délabrement environnemental dans lequel se trouvent les petits États insulaires rattrapera tôt ou tard les grandes nations. Il n'y a aucune garantie de survie pour aucune nation dans un monde où les Maldives cesseraient d'exister.

J'ai avec moi ici aujourd'hui des messages qui font plus appel aux sentiments que les données concrètes présentées par la science. Je tiens dans ma main les mots de jeunes enfants maldiviens qui m'ont écrit pour me demander de partager avec l'Assemblée générale leurs plaidoyers pour le climat de notre monde. Ce sont des plaidoyers pour protéger l'environnement vulnérable dans lequel ils vivent, où ils vont grandir et où ils espèrent réaliser leurs rêves. C'est un appel collectif des générations à venir. Nous devons l'écouter.

Pourtant, nous gardons l'espoir que tout n'est pas perdu. Pour faire face à l'urgence climatique, il faut rompre avec les pratiques habituelles peu reluisantes qui dominent actuellement la lutte mondiale contre les changements climatiques. Il faut que les pays adoptent des

mesures plus strictes pour mettre un terme à leurs émissions. Il faut que les nations riches du monde aident les petites nations à recevoir l'appui nécessaire, sous forme de renforcement des capacités, de transferts de technologie et de ressources financières, afin de renforcer leurs moyens de défense dans la lutte contre les changements climatiques. Il faut également que nous abandonnions notre dépendance aux combustibles fossiles et que nous adoptions des technologies plus propres et plus intelligentes pour notre consommation d'énergie.

En matière de climat, nous sommes déterminés à ne pas attendre, les bras croisés. Nous aspirons à ne pas devenir un exemple de plus de ce qui peut arriver lorsque la nature et les forces destructrices qu'elle peut déclencher ne sont pas respectées. Nous avons présenté un plan ambitieux visant à atteindre zéro émission nette d'ici à 2030, un objectif que nous espérons réaliser avec l'appui de la communauté internationale.

Parmi les problèmes mondiaux urgents, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent reste à l'ordre du jour. Nous ne pouvons pas relâcher notre vigilance face à la menace croissante que représentent les interprétations extrémistes de textes religieux. Les Maldives se sont toujours targuées d'être un pays musulman modéré où prévaut un islam pluraliste et rationaliste, mais nous ne sommes pas à l'abri de la menace que représentent les extrémistes radicalisés. Le 6 mai, nous avons subi l'une des pires attaques terroristes sur notre sol : la tentative d'assassinat ciblée du Président de notre Assemblée, l'ancien Président Mohamed Nasheed. Nous ne resterons pas sans rien faire tandis que d'autres attaques lâches sont planifiées et que d'autres jeunes esprits sont empoisonnés par des interprétations erronées et violentes de la religion. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes, partout dans le monde, et nous réitérons notre détermination à coopérer avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme de façon coordonnée et globale.

Le Gouvernement et le peuple maldiviens se tiennent fermement et résolument aux côtés du peuple palestinien. Malgré les efforts déployés depuis des décennies par l'Organisation des Nations Unies, le peuple palestinien n'a toujours pas obtenu justice. Nous continuons d'être témoins des violations gratuites et croissantes par Israël des droits inaliénables du peuple palestinien. À travers le monde, des générations de jeunes instruits défendent les droits du peuple palestinien. Ils protestent contre le traitement injuste et inhumain du peuple palestinien. Malgré les

nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, les droits des Palestiniens sont minimales ou inexistantes. En tant que chef d'État d'un petit pays, je peux être présent ici et m'adresser à l'Assemblée aujourd'hui parce que mon pays est reconnu en tant qu'État. Qu'est-ce que le monde a à perdre en reconnaissant pleinement la Palestine comme un État indépendant ? Au nom du peuple maldivien, je souhaite que ce privilège soit étendu à des millions de mes frères et sœurs palestiniens pour qu'ils soient pleinement reconnus par l'ONU et que leurs libertés individuelles soient protégées. Je veux que l'État palestinien soit pleinement reconnu et qu'il bénéficie de tous les avantages et possibilités accordés aux membres de l'ONU. Le peuple maldivien continuera de lutter pour la pleine reconnaissance de la Palestine en tant qu'État indépendant.

En tant que voisins dans la région de l'Asie du Sud, nous sommes également préoccupés par la paix et la stabilité à long terme de l'Afghanistan. Nous voulons assurer la sécurité des personnes et garantir la protection et l'exercice des droits des femmes et des filles. Nous voulons également que des mesures soient prises pour former un gouvernement inclusif et représentatif de la population. Grâce à ces mesures, l'Afghanistan peut prouver qu'il est déterminé à bâtir un pays pacifique, durable et prospère.

Je crois que l'ONU incarne toujours le meilleur espoir pour l'humanité. L'Organisation constitue toujours l'apogée de ce que la diplomatie concertée peut accomplir et continue d'incarner les espoirs de toutes celles et de tous ceux qui, quels que soient leur statut, leur classe ou leur sexe, ont foi dans le dialogue pacifique pour régler les problèmes mondiaux. De l'agriculture aux pandémies en passant par le terrorisme, l'ONU constitue la plus importante instance mondiale de décision délibérante pour relever les défis les plus redoutables du monde.

Je remercie la communauté internationale d'avoir appuyé la candidature des Maldives à la présidence de l'Assemblée générale. Je souhaite à l'Assemblée tout le succès possible dans ses travaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Maldives de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Duque Márquez (*parle en espagnol*) : Nous nous retrouvons au sein de cette instance mondiale qui a toujours été un espace vital pour le développement du multilatéralisme, la consolidation de la paix et la recherche de solutions face aux menaces qui pèsent sur notre maison commune. Nous le faisons même au milieu d'une pandémie cruelle qui met à mal nos systèmes de santé, nos économies, nos progrès en matière d'équité et la progression du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au-delà de toute considération, nous nous retrouvons une fois de plus dans cet hémicycle historique à rappeler la fragilité de l'être humain et, en même temps, à reconnaître la grandeur d'une espèce humaine qui est capable de relever n'importe quel défi.

La maladie à coronavirus a fait brusquement irruption dans nos vies. Elle a changé nos vies quotidiennes et nos interactions et elle a emporté des êtres chers. Ce virus mortel a mis à l'épreuve nos émotions pour nous permettre de comprendre, aujourd'hui plus que jamais, à quel point l'étreinte d'un père et d'une mère a de la valeur, à quel point partager des moments en famille est important, et à quel point une rencontre amicale inattendue nous comble.

Cette fatalité a menacé notre éducation, notre santé et notre économie. La technologie, avec l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'informatique en nuage et les applications, nous révèle que les avancées du monde virtuel sont des chances pour le développement humain. La pandémie a mis en évidence nos forces ainsi que nos faiblesses.

Nous avons été témoins des failles du multilatéralisme s'agissant de répondre de manière équitable et articulée aux problèmes les plus graves. Les écarts entre les nations en matière de vaccination sont sans

précédent. Alors que certaines nations se procurent des doses supplémentaires pour un nombre de personnes équivalent à six ou sept fois leur population et annoncent également des troisièmes piqûres de rappel, d'autres n'ont pas distribué une seule dose qui fasse naître l'espoir au sein de leur population.

La pandémie a exacerbé d'autres crises dont les effets sont tout aussi menaçants. Nous sommes témoins des effets accrus des changements climatiques, de l'aggravation des inégalités causées par les récessions économiques et des crises migratoires provoquées par celles et ceux qui sont prêts à risquer leur vie pour trouver un emploi décent ou se nourrir, fuyant en même temps les dictatures et les régimes oppressants.

La pandémie a également eu des conséquences sur la consolidation de la paix et la réalisation des objectifs de développement durable. Cette réalité me permet de faire part à l'Assemblée de la réponse que la Colombie a apportée à ces défis mondiaux et de proposer des mesures que nous devons adopter ensemble, sans divisions, de manière équitable et en pensant sans restrictions à l'avenir de l'humanité.

Dans notre pays, nous avons affronté la pandémie selon trois approches : la santé, la fourniture de soins aux personnes les plus vulnérables et la relance économique. Nous avons progressé dans le Plan national de vaccination, qui couvre désormais au moins 70 % des citoyens colombiens. Nous avons rejoint le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, jouant un rôle de chef de file dans la région en coordination avec l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation panaméricaine de la santé. Aujourd'hui, j'appelle la communauté internationale à renforcer le multilatéralisme en matière de santé et à faire en sorte que les vaccins soient distribués de manière plus équitable. C'est notre devoir moral.

Si nous continuons de prendre du retard dans la distribution équitable de vaccins à toutes les nations, nous courons le risque, en tant qu'humanité, de voir apparaître de nouveaux variants plus agressifs. L'immunité mondiale exige la solidarité, afin d'éviter que certains ne s'accaparent les vaccins alors que d'autres sont dans le besoin.

En prenant soin des personnes les plus vulnérables, nous avons fait preuve de détermination et de créativité, inspirés par notre volonté de revenir sur la voie de la réalisation du Programme 2030. Nous pouvons dire avec fierté que c'est le Gouvernement colombien

qui a lancé le programme social le plus ambitieux de ce siècle, voire de notre histoire récente. Jusqu'en décembre 2022, nous maintiendrons un revenu de base d'urgence, appelé Revenu de solidarité, qui aide plus de 4 millions de ménages vulnérables et fournit un appui économique direct à plus de 25 % de notre population.

En outre, nous accordons une subvention à l'emploi protégeant plus de 4 millions de travailleurs du secteur formel, et nous avons mis en place un système de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée pour plus de 2 millions de ménages vulnérables, en corrigeant ses effets régressifs historiques. Ce programme social sans précédent s'accompagne du versement d'une prime de 25 % pour l'embauche de jeunes, équivalente à la sécurité sociale, et qui devient aujourd'hui une politique d'État, réaffirmée dans la mise en œuvre d'une véritable transformation sociale pérenne : une inscription gratuite permanente à l'université publique pour les étudiants les plus démunis et ceux de la classe moyenne émergente de notre pays.

Ces avancées, qui sont le fruit de nos efforts et de la responsabilité budgétaire, nous permettent de défendre les acquis sociaux. Nous avons réalisé la plus importante réforme sociale de ce siècle en Colombie et adopté la plus importante réforme fiscale, qui, en ce qui concerne la perception des recettes, atteindra 1,8 % de notre produit intérieur brut, renforçant ainsi la règle fiscale d'endettement et la réduction du déficit, et ouvrant clairement la voie à la stabilisation des finances publiques et à la mise en place d'un large filet de sécurité sociale. Cet effort collectif a été accompli sans populisme ni démagogie, tout en garantissant la compétitivité de nos entreprises.

Nos avancées dans les domaines de la santé, de la protection sociale et de la stabilité budgétaire s'inscrivent toutes dans le cadre de notre engagement pour la Colombie, notre programme de relance. Grâce aux investissements privés, publics et publics-privés, nous obtenons déjà des résultats sur le plan économique : le deuxième trimestre de cette année a sans aucun doute été notre meilleur trimestre en termes de croissance depuis le début du siècle. Nous sommes également en bonne voie d'enregistrer une croissance supérieure à 7 % en 2021, soit notre plus fort taux de croissance du siècle.

Ce New Deal colombien est la meilleure façon de se relever des effets délétères de la pandémie sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, il nous guide et nous rapproche de la réalisation des objectifs de développement durable.

Je lance aujourd'hui un appel mondial. Face à la menace de la COVID-19, bon nombre de pays émergents ont vu leur dette s'alourdir et leur déficit budgétaire se creuser. Nombre d'entre eux n'ont pas engagé les réformes budgétaires nécessaires pour couvrir les coûts de cette situation d'urgence et sont maintenant évalués par des agences de notation selon des normes et des critères antérieurs à la pandémie.

Compte tenu du niveau élevé de la dette des pays et des besoins existants, il faut trouver un consensus mondial, sous l'impulsion du Fonds monétaire international et des banques multilatérales de développement, pour fixer de nouveaux critères minimaux d'évaluation du risque budgétaire pendant la phase de redressement post-COVID-19. Faute de quoi, au vu du besoin d'endettement et de l'augmentation généralisée du coût du capital, nous pourrions assister à court terme à une crise de la dette susceptible d'entraîner de nouveaux reculs et un mouvement de récession à l'échelle mondiale.

Tous les enjeux et toutes les mesures sur lesquels nous nous penchons aujourd'hui interviennent également sur fond de la plus grande menace à laquelle l'humanité soit confrontée, à savoir la crise climatique. Face à ce défi, la Colombie agit avec détermination et s'engage sur le plan moral. Nous sommes un pays qui ne représente que 0,6 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone, mais qui est pourtant un des plus menacés par les effets des changements climatiques.

Pour agir, nous devons faire preuve de détermination et d'audace et montrer l'exemple. C'est pourquoi nous participerons à la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, en nous engageant à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 51 % d'ici à 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Nous avons déjà commencé à agir dans ce sens, comme en témoigne notre transition énergétique rapide, qui est déjà régie par une législation particulière. Grâce à cette législation, nous développons de manière exponentielle les énergies non conventionnelles et renouvelables, en vue de multiplier par 20 nos capacités disponibles par rapport au moment où notre gouvernement est entré en fonctions. Nous espérons également parvenir à une déforestation zéro d'ici à 2030, ce qui ira de pair avec le développement de l'économie circulaire, une exploitation efficace de l'hydrogène vert et, surtout, la défense inconditionnelle de l'Amazonie.

Notre marge de manœuvre budgétaire, qui est restreinte du fait des conséquences de la pandémie, deviendra pour beaucoup un obstacle à la réalisation de nos objectifs communs si nous ne mettons pas au point des outils mondiaux. Je propose donc à la communauté internationale d'établir, pendant un certain temps et avec le soutien du Fonds monétaire international, une règle selon laquelle toutes les dépenses et tous les investissements structurels liés à l'action climatique ne relèveraient pas des méthodes traditionnelles de calcul du déficit budgétaire.

Ces outils, ainsi que l'allègement ou l'annulation de la dette multilatérale en cas de progrès concrets en matière d'action climatique, doivent être appliqués dès que possible et sans conditions. Ces investissements urgents ne peuvent pas être retardés par des débats politiques internes résultant de divergences quant à l'allocation des ressources. Des mesures doivent être prises dès maintenant et sans délai. Notre région, l'Amérique latine et les Caraïbes, a besoin de plus de financement vert, ce qui nécessite de toute urgence la capitalisation de la Banque interaméricaine de développement et de la Société andine de développement. Ces mesures doivent être appliquées en parallèle avec d'autres outils.

La Colombie fait face à la pandémie, à la crise climatique et, dans le même temps, à la pire crise migratoire de la planète due aux millions de Vénézuéliens qui fuient la narcodictature et l'infamie. Notre collaboration avec l'ONU et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a permis d'accomplir des progrès considérables, comme l'octroi d'un statut de protection temporaire à 1,8 million de migrants vénézuéliens vivant dans notre pays.

Nous relevons ce défi alors que nous ne sommes pas un pays riche et que le coût budgétaire est énorme. Cette situation requiert que la communauté internationale débloque les fonds promis lors des conférences de donateurs. J'appelle donc les pays à se mobiliser à cet égard.

Je me dois ici de parler clairement : bien que le dialogue entre le Gouvernement intérimaire vénézuélien, qui incarne la résistance démocratique, et la narcodictature soit porteur d'espoir, il n'y a pas de place pour la naïveté. La seule issue véritable à cette situation est la convocation, dans les meilleurs délais, d'une élection présidentielle libre et transparente, sous observation internationale minutieuse. Toute solution qui perpétue la dictature honteuse et permet au régime de gagner du temps ne fera qu'exacerber la plus grande catastrophe humanitaire que notre continent ait jamais connue. Mettre

fin à la dictature est le seul moyen viable de garantir le bien-être du peuple vénézuélien. Tel doit être, avant tout, l'objectif de l'action internationale menée à cet égard.

Par ailleurs, la Colombie progresse dans la mise en œuvre de notre stratégie intitulée « La paix par le droit ». Même les conséquences de cette terrible pandémie de COVID-19 ne nous détournent pas de notre engagement à satisfaire la demande de notre peuple qu'il soit mis fin à la violence narcoterroriste. Le fragile Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, qui a été signé en 2016 avec le groupe terroriste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), a permis d'accomplir des progrès importants et aujourd'hui solides en ce qui concerne le processus de réintégration des personnes qui rejoignent la voie de la légalité, comme l'a constaté la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

Le Bureau du Médiateur de la Colombie a souligné que, grâce à notre engagement en faveur des programmes de développement territorial et à la priorité donnée aux zones les plus touchées par la violence, notre administration avait accompli plus de progrès au cours de ses trois années au pouvoir qu'au cours des 20 premiers mois de mise en œuvre de l'Accord final.

Dans ce contexte, nous nous apprêtons à réaliser notre plus grand investissement dans les routes tertiaires et à lancer la plus grande initiative d'attribution de parcelles de notre histoire. Nous progressons également dans la mise en œuvre d'un cadastre polyvalent, avec pour objectif de garantir l'équité dans l'achat de produits ruraux sans intermédiaire. Cela nous a permis de réaliser les plus grandes exportations de produits agricoles jamais enregistrées dans le pays.

Néanmoins, nous sommes toujours aux prises avec de multiples défis en raison des activités des dissidents des FARC, de l'Armée de libération nationale et d'autres groupes criminels qui ne se sont jamais engagés en faveur de la paix. Ils poursuivent leurs attaques contre les figures de la société civile, les défenseurs de l'environnement et les personnes en cours de réintégration.

Malgré les nombreux défis, notre politique La paix par le droit prouve que nous avons d'excellentes raisons d'être optimistes. Nous affichons le plus faible taux d'homicides de ces dernières décennies, de même que le nombre d'enlèvement le plus bas depuis qu'il existe des statistiques sur ces crimes odieux, sans pour autant perdre de vue que le trafic de drogue alimente la violence et que nous devons le combattre avec fermeté.

Nous avons saisi les plus grandes quantités de coca de l'histoire de la Colombie et éliminé manuellement une superficie record de cultures illicites.

Nous avançons avec détermination, mais c'est en agissant ensemble que nous devons changer la donne. En Colombie, plus de coca est synonyme de moins de paix et de moins de milieu naturel. Chaque gramme de coca consommé dans les pays qui alimentent la demande équivaut à un homicide et à un écocide en Colombie. Pour chaque hectare de coca planté, deux hectares de forêt tropicale sont détruits. Il est urgent de faire face à l'augmentation inquiétante de la consommation de stupéfiants dans le monde. L'heure est venue pour les membres de la communauté internationale d'assumer leur part de responsabilité.

La lutte contre la criminalité et le renforcement de notre politique La paix par le droit nécessitent que nous continuions à faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard de tout acte contraire à la Constitution et à la loi de la part des membres des forces publiques, et que nous poursuivions résolument les réformes structurelles de ces forces publiques afin qu'elles protègent partout et en toutes circonstances les droits de l'homme. Nos forces publiques sont patriotiques et engagées, et leur mandat est de toujours agir dans le respect de la Constitution, de la loi et des droits de l'homme.

De plus, les réalités auxquelles nous devons faire face exigent que nous renforçons constamment la démocratie pour contrer toute menace posée par la haine et la division sociale. Toutes les mesures prises pour bâtir une démocratie solide sont la garantie d'un avenir meilleur. En Colombie, les jeunes ont été durement touchés par la pandémie, mais aujourd'hui ce sont eux les fers de lance des grands débats sur l'action climatique, proposant des politiques et des actions collectives.

Nous avons signé un pacte avec les jeunes pour véritablement changer les politiques à leur intention. En décembre, les premières élections libres et populaires seront organisées pour former les conseils municipaux de la jeunesse. Ces élections sont sans précédent en Amérique latine et légitimeront les jeunes en tant que citoyens qui montrent concrètement la voie à suivre pour que les propositions l'emportent sur les protestations. Cela symbolise la grande détermination de la Colombie, et nous ne faillirons pas, car nous voulons que ces jeunes citoyens responsabilisés démontrent la capacité qui est la nôtre en matière de transformation démocratique.

C'est la dernière fois que je prends la parole devant l'Assemblée en ma qualité de Président de la Colombie. En 2018, j'avais présenté les grandes lignes de notre programme en matière de droit, d'entrepreneuriat et d'égalité (voir A/73/PV.8). Et en 2021, malgré la conjoncture imposée par la pandémie, nous avons démontré que nous poursuivons notre programme, qu'il s'est transformé en une politique d'État et qu'il se traduit dans les faits. Ainsi, la Colombie mène une campagne de vaccination à grande échelle. Elle se rapproche d'une reprise en toute sécurité. La Colombie va de l'avant grâce au plus grand budget social de son histoire. Elle avance dans la transition énergétique et l'action climatique. Elle progresse sur la base d'une approche fraternelle de la migration. Et la Colombie de la paix associée à la vérité, à la justice, aux réparations et à la non-répétition est elle aussi engagée sur une voie clairement tracée.

La Colombie mise aussi sur la parité des sexes au sein du Gouvernement. Et elle veut contribuer à la modernisation et à la réforme de cette grande instance multilatérale qu'est l'ONU afin que celle-ci soit plus proche des citoyens, plus présente à leurs côtés et plus en phase avec leurs besoins.

Nous savons que nous avons de nombreux défis et obstacles à surmonter, mais la Colombie est une grande nation qui analyse dans leur globalité les efforts à fournir pour devenir un exemple et favoriser le progrès. Cette Colombie a foi dans le multilatéralisme et elle appelle à une action commune. Cette Colombie résout les problèmes liés à la démocratie par des moyens démocratiques, elle fait face à l'adversité avec la certitude de la transformer en opportunité. Elle n'abandonne jamais et ne lâchera jamais prise, peu importe la tempête. La Colombie est faite de femmes et d'hommes foncièrement bons, honorables et travailleurs, qui sont aujourd'hui représentés à cette réunion mondiale au travers de ma personne pour dire que c'est maintenant qu'il faut agir contre les changements climatiques et en faveur d'une politique de la migration placée sous le signe de la fraternité, et que cela exige que nous soyons tous unis et que nous n'attendions pas plus longtemps.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le cheik Al Thani (*parle en arabe*) : J'ai le plaisir de féliciter S. E. M. Abdulla Shahid pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session et de lui souhaiter plein succès dans ses fonctions. Je remercie S. E. M. Volkan Bozkır pour les efforts qu'il a déployés à la tête des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session. J'adresse par ailleurs mes félicitations à S. E. M. António Guterres pour sa réélection au poste de Secrétaire général. Nous lui réaffirmons notre soutien dans l'accomplissement de sa mission.

La réunion d'aujourd'hui, qui se tient en présentiel plutôt que virtuellement sous le thème « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience », envoie un signal important en faveur du retour à une vie normale, sans pour autant renoncer aux gestes de protection et de prévention, après la période difficile que le monde a traversée en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a fait des millions de victimes et provoqué d'innombrables crises humanitaires, sociales et économiques.

Cette épreuve difficile à laquelle l'humanité continue d'être confrontée a révélé des failles et des vulnérabilités dans notre système de sécurité collective, et nous a inculqué par la même occasion de nombreux enseignements, parmi lesquels l'importance de trouver un équilibre entre les préoccupations relatives à la santé des individus et le maintien des circuits économiques pour préserver leurs moyens de subsistance. Elle a révélé également l'importance de la synergie entre le rôle indispensable de l'État sur son territoire, d'une part, et son rôle pour faire face aux enjeux transfrontières et respecter les engagements communs afin de surmonter les défis, les crises et les catastrophes, d'autre part.

Nous réaffirmons notre soutien à la réalisation des priorités énoncées pour cette session, tout en soulignant la nécessité de distribuer les vaccins de manière équitable, et de garantir leur accessibilité aux pays du Sud et

le traitement pour tous. Il faut aussi coordonner les efforts pour lutter contre une autre épidémie, celle des fausses nouvelles, des théories du complot et du scepticisme sans précédent concernant l'efficacité des vaccins, qui a également déferlé sur le monde pendant la pandémie et qui continue d'entraver la distribution vitale des vaccins alors même que la pandémie de COVID-19 perdure.

Je signale ici que l'État du Qatar a adopté une approche équilibrée et efficace pour lutter contre la pandémie et ses conséquences sur la santé et l'économie au niveau national. L'expérience a montré toutefois que le succès de cette lutte dépend des politiques et des capacités de l'État, notamment dans le domaine de la santé publique, mais aussi du degré de responsabilité des citoyens et de leur niveau de conscience.

Fort de son partenariat avec la communauté internationale pour faire face aux crises mondiales, l'État du Qatar n'a pas ménagé ses efforts pour apporter son soutien aux institutions internationales compétentes et se tenir aux côtés des pays touchés par la pandémie puisque nous avons continué de fournir des fournitures médicales et de répondre à d'autres besoins liés à la lutte contre la pandémie et ce grâce à Gavi, l'Alliance du Vaccin, au soutien de l'Organisation mondiale de la Santé et à l'initiative humanitaire visant à fournir des vaccins aux groupes les plus vulnérables et aux pays les plus nécessiteux.

La question des conflits est une source de préoccupation pour l'Organisation des Nations Unies et lui impose de nombreuses et lourdes charges depuis sa création. La région du Moyen-Orient constitue malheureusement la source d'une grande partie de ces charges. Par conséquent, le Qatar estime que contribuer au règlement pacifique des conflits est une de ses priorités, notamment en mettant en avant les concepts de sécurité collective, car il n'y a ni sécurité, ni stabilité, ni développement, ni vie humaine dans la dignité, en période de conflit.

Nous avons toujours eu à cœur d'instaurer un climat de paix, de stabilité et de coopération dans la région. À titre d'exemple, dans la région du Golfe, qui est notre environnement immédiat, nous avons à maintes reprises souligné l'importance du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, ainsi que notre détermination à régler tout différend par un dialogue constructif. La Déclaration d'Oula, publiée en janvier dernier par les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe, est venue concrétiser le principe de règlement des différends au moyen d'un dialogue fondé sur les intérêts communs et le respect mutuel. Et nous sommes convaincus que nous pourrions consolider ce consensus établi entre frères.

Par ailleurs, nous sommes persuadés que la solution aux différends et aux divergences de points de vue avec l'Iran réside uniquement dans un dialogue rationnel fondé sur le respect mutuel. Cette solution vaut également pour que l'Iran recommence à appliquer l'accord nucléaire. Je pense que personne n'a de solution de remplacement, pas même ceux qui s'opposent à un retour à l'application de l'accord.

Cette année a été marquée par de nombreuses violations israéliennes à Jérusalem-Est occupée, des agressions répétées contre des lieux saints islamiques et chrétiens, en particulier la sainte mosquée Al-Aqsa pendant le mois sacré du ramadan, et la réquisition des maisons de Palestiniens dans le cadre des politiques de judaïsation et de colonisation. Ces événements ont été suivis d'une escalade militaire dangereuse dans la bande de Gaza, qui a fait des centaines de victimes parmi les civils non armés et exacerbé la situation humanitaire qui y était déjà désastreuse.

La communauté internationale a la responsabilité de parvenir à un règlement pacifique, global et juste de la question palestinienne en établissant l'État palestinien sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, aux côtés de l'État d'Israël, et en mettant fin à l'occupation des terres arabes et en trouvant une solution équitable au problème des réfugiés. C'est ce sur quoi la communauté internationale s'est mise d'accord depuis des décennies, mais elle ne trouve pas le moyen de concrétiser cette décision malgré les risques que comporte le fait de laisser cette question sans règlement.

Du fait de ces attermoissements constants, de temps à autre, on voit apparaître des personnes qui croient que la question palestinienne pourrait passer au second plan dans l'agenda international, ou qu'on pourrait contourner cette question nationale profondément enracinée en mettant en avant des idées telles que l'amélioration de la situation économique de la population sous occupation, au lieu d'en finir avec ladite occupation.

Récemment, la question de l'expulsion des habitants de Cheik Jarrah et de Silwan, la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa par des colons, et les réactions de colère des Palestiniens, des Arabes et même au niveau international sont venues confirmer une fois de plus que la cause palestinienne occupe une place centrale et qu'il n'y a aucun moyen de la contourner.

La décision des Américains de se retirer de l'Afghanistan après des négociations avec les Taliban constitue un tournant très important pour ce pays. Il incombe au premier chef au peuple afghan, dans toutes ses composantes, et à la communauté internationale ensuite, d'œuvrer de manière systématique et résolue à un règlement politique global et de permettre à ce pays qui a longtemps souffert des ravages de la guerre de connaître la stabilité.

Comme les États Membres le savent, le Qatar n'a ménagé aucun effort pour aider à évacuer des milliers d'individus et de familles de différentes nationalités au cours des dernières semaines. C'était pour nous une obligation humanitaire. Mais la chose la plus importante que je voudrais souligner, c'est que nous étions convaincus que la guerre n'offre aucune solution, et qu'en fin de compte, il y aurait un dialogue. C'est sur cette base que nous avons agi en acceptant d'accueillir le bureau des Taliban lorsque nos partenaires internationaux nous ont demandé d'ouvrir et de favoriser un dialogue direct entre eux et les Taliban à Doha. Il s'est avéré que cette attitude était la bonne.

Nous continuerons, en collaboration avec nos partenaires internationaux, à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les gains tangibles qui ont été obtenus, dans le cadre du Processus de Doha, soient préservés, et que les parties respectent leurs engagements.

L'État du Qatar réaffirme avec fermeté qu'il faut protéger les civils, respecter les droits de l'homme, lutter contre le terrorisme et parvenir à une solution politique globale pour garantir la sécurité et la stabilité au peuple afghan. À cet égard, nous rappelons ici l'importance du soutien continu de la communauté internationale à l'Afghanistan à ce stade critique, et la nécessité de distinguer ce qui relève de l'action humanitaire et ce qui appartient au domaine des divergences politiques. Nous soulignons également la nécessité de poursuivre le dialogue avec les Taliban, car le boycott ne conduit qu'à la polarisation et à des réactions en chaîne, alors que le dialogue pourrait apporter des résultats positifs.

La situation en Afghanistan n'est pas une question de victoire ou de défaite, mais plutôt l'échec d'un système politique qu'on a voulu imposer de l'extérieur. Malgré les intentions, les efforts fournis et les fonds investis, ce système s'est effondré en Afghanistan après 20 ans. Le monde a tiré les conclusions qui s'imposaient à cet égard. Mais, les grandes puissances doivent éviter de tomber dans l'extrême inverse en abandonnant les obligations qui leur incombent s'agissant de

maintenir la paix internationale, de garantir l'application des conventions internationales et de protéger les civils des crimes de guerre. Il y a une différence entre imposer une tutelle à des pays et s'acquitter des devoirs découlant de l'application des résolutions et des conventions internationales. De plus, il est irrationnel que, d'une part, de grandes puissances imposent à d'autres pays, par la force des armes, le modèle de système politique qu'elles jugent appropriée, et refusent, d'autre part, de soutenir des pays qui ont atteint le système de gouvernement souhaité en suivant la volonté de leur peuple et sans ingérence extérieure.

Une décennie s'est écoulée depuis le début de la crise en Syrie, qui a commencé par un soulèvement pacifique et s'est transformée en une catastrophe humanitaire en raison de la guerre menée par le régime en place contre son peuple et des forces armées extrémistes qui en ont profité. Le prolongement de la crise en Syrie comporte des risques majeurs pour la Syrie elle-même et pour la paix et la sécurité dans la région et dans le monde, notamment celui de voir la menace terroriste s'exacerber.

La question syrienne ne doit pas être négligée et la communauté internationale ne doit pas ignorer les souffrances du peuple syrien, comme cela s'est produit récemment lors du bombardement de la ville de Deraa et d'autres villes. Il se pourrait qu'un jour nous nous souvenions de ces incidents avec beaucoup de regret.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre fin à cette crise au moyen d'une solution pacifique conformément au premier Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), en respectant toutes les dispositions de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et en préservant l'unité nationale, l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie.

Concernant la question libyenne, les évolutions positives dont la Libye a été témoin au cours de l'année écoulée incitent à un optimisme prudent. Le cessez-le-feu, la convocation du Forum de dialogue politique libyen, l'élection des représentants de l'autorité exécutive intérimaire et l'obtention par le Gouvernement intérimaire d'unité nationale de la confiance du Parlement sont autant d'évolutions positives. Nous appelons toutes les parties libyennes à préserver ces acquis, à garantir la pleine mise en œuvre de ce qui a été convenu sur les plans politique, économique et de la sécurité, à assurer le bon déroulement des élections et à œuvrer pour la réalisation de la réconciliation globale.

S'agissant de la crise au Yémen, où la guerre a conduit à une situation humanitaire tragique et à des risques de division pouvant, à leur tour, conduire au déclenchement d'autres conflits, l'État du Qatar affirme son attachement à l'unité et à l'intégrité territoriale du Yémen et assure sa position ferme selon laquelle la seule issue à la crise passe par la négociation entre les parties yéménites sur la base des résultats du dialogue national, de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

Ces jours-ci coïncident avec le cinquantième anniversaire de l'admission du Qatar à l'Organisation des Nations Unies le 21 septembre 1971. Au cours des cinq dernières décennies, les relations entre le Qatar et l'Organisation ont été caractérisées par une coopération étroite et l'établissement de partenariats exemplaires dans divers domaines. Le pari du Qatar sur les institutions internationales et la coopération multilatérale est un pari stratégique. Dans ce contexte, nous affirmons que nous continuerons à contribuer au soutien des organismes des Nations Unies et à honorer nos engagements sur les questions identifiées par la communauté internationale comme prioritaires à ce stade.

Nous sommes heureux que Doha soit la capitale de l'action multilatérale internationale dans notre région, qui a un besoin urgent du travail et des efforts des agences des Nations Unies et des institutions internationales, alors que leurs bureaux à Doha ont commencé à travailler et, dans ce contexte, nous attendons avec impatience l'ouverture prochaine de la Maison des Nations Unies à Doha.

En parlant de l'ONU et des enjeux mondiaux auxquels l'humanité tout entière est confrontée, et qui mettent en évidence la nécessité de son rôle, je me réfère ici à la participation de l'État du Qatar aux efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme et s'attaquer à ses causes en soutenant l'éducation, en luttant contre la pauvreté et le chômage chez les jeunes et en résolvant les conflits qui constituent également un générateur de terrorisme.

Je souligne aussi la dépendance croissante du monde vis-à-vis des technologies de l'information et des communications modernes dans tous les aspects de la vie, de l'éducation et même jusqu'à la sécurité et l'économie. Mais, d'un autre côté, le monde a ressenti les effets de l'utilisation abusive du cyberspace, notamment la pénétration de la sphère privée, le piratage international et la grave menace que cela fait peser sur la sécurité

et la stabilité de la communauté internationale. De ce fait, nous renouvelons notre appel à l'ONU pour qu'elle dirige le processus d'unification des efforts pour prévenir l'utilisation abusive des progrès scientifiques en matière de cybersécurité et qu'elle organise cet aspect vital sur la base des dispositions du droit international.

Le changement climatique reste l'un des défis les plus importants de notre époque, avec ses effets désastreux sur tous les aspects de la vie des générations actuelles et futures, ce qui nécessite la poursuite de nos efforts conjoints pour faire face à ces effets, et nous espérons que la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement à Glasgow (Royaume-Uni), sera un tournant vers la concrétisation de l'ambition de la communauté internationale.

À cet égard, nous notons que l'État du Qatar a placé le changement climatique au premier plan de ses priorités et continue de prendre les mesures nécessaires pour développer des technologies liées au changement climatique et aux énergies propres. Nous les présentons à cette conférence en novembre prochain.

M. Gastorn (Tanzanie), Vice-Président, assume la présidence.

En conclusion, notre responsabilité commune et le destin commun de l'humanité nécessitent l'attachement aux valeurs de partenariat dans les relations internationales pour réaliser l'intérêt de nos peuples et le bien de l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie, qui va présenter une allocution de la Présidente de la République slovaque.

M. Korcok (Slovaquie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter l'allocation préenregistrée de S. E. M^{me} Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République slovaque.

Une allocution vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/332).

Allocution de M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République portugaise.

M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rebelo de Sousa (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je félicite le Président de l'Assemblée générale de son élection, et lui exprime notre plein appui aux priorités qu'il a définies : se remettre durablement de la pandémie, faire respecter les droits de l'homme et revitaliser les organisations multilatérales, telle l'Organisation des Nations Unies. Je remercie le Président sortant, M. Volkan Bozkır, pour ce qui a été une session historique de l'Assemblée générale.

Comme je l'ai dit ici en juin, je félicite le Secrétaire général pour son premier mandat exemplaire. Je remercie l'Assemblée générale d'avoir su faire confiance à la bonne personne au bon moment. Je soutiens pleinement l'appel à un cessez-le-feu mondial, le processus de réforme de l'ONU et l'appel à l'action en faveur des droits humains. Je souscris également aux priorités choisies, une ONU 2.0 et un ordre du jour axé sur les personnes, pour faire face à la pandémie, rechercher la paix et la sécurité internationales, dynamiser l'action climatique, atteindre les objectifs de développement durable dans le cadre de la décennie d'action et de réalisations, garantir la primauté des droits humains, promouvoir l'égalité des sexes et relever les défis de la transformation numérique.

La pandémie, les crises économiques et sociales qui en ont résulté, et les récents événements en

Afghanistan sont autant d'éléments que nous ne pouvons et ne devons pas ignorer.

Premièrement, le monde est multipolaire. Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut faire face, seul ou avec seulement quelques partenaires, aux changements climatiques, aux pandémies, aux crises socioéconomiques, au terrorisme et à la désinformation, et ce tout en favorisant la circulation sûre et ordonnée des personnes, la protection des plus vulnérables et le respect des droits de l'homme.

Deuxièmement, la gouvernance d'un monde multipolaire nécessite un engagement et une entente entre les nations, ce qui implique le multilatéralisme.

Troisièmement, le multilatéralisme, face à des défis qui dépassent les frontières et requièrent des réponses communes, doit être fondé sur le droit international, les valeurs inscrites dans la Charte des Nations Unies et le renforcement des organisations internationales, à commencer par l'ONU et ses institutions spécialisées.

Quatrièmement, chaque fois que nous hésitons à emprunter la voie du multilatéralisme, chaque fois que nous remettons en question le droit international et le rôle des organisations internationales, nous échouons. Nous l'avons constaté dans le cadre de la riposte à la pandémie et aux crises émergentes, et dans la promotion de la paix et de la sécurité. Notre programme commun et les idées novatrices présentées dans le récent rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1) constituent notre meilleure feuille de route.

Cinquièmement, nous devons élargir, approfondir et accélérer les réformes au sein de l'ONU, dans les domaines de la gestion, de la paix et de la sécurité, et du système pour le développement. Nous devons également avancer dans la réforme du Conseil de sécurité afin que celui-ci reflète les réalités du XXI^e siècle, avec au minimum une représentation africaine parmi les membres permanents, ainsi qu'une représentation du Brésil et de l'Inde. Mais ces réformes nécessitent des moyens financiers supplémentaires. Affirmer le rôle de l'ONU tout en étant réfractaire aux réformes et en refusant les ressources que cela implique revient, dans la pratique, à affaiblir le multilatéralisme et à favoriser les situations de crise, ce qui entraîne des effets négatifs pour tout le monde.

Le Portugal a toujours été et sera toujours du côté du consensus qui permet de régler les crises. Le Portugal et l'Union européenne appuient le multilatéralisme, l'ONU, un ordre international fondé sur des

règles et les droits de l'homme. Le Portugal est déterminé à réformer l'Organisation mondiale de la Santé, à appuyer un traité international sur les pandémies et à faire des vaccins un bien public mondial. Le Portugal est également attaché au Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'allègement de la dette extérieure des pays les plus vulnérables et, en tant que pays champion, à la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

En 2022, le Portugal et le Kenya organiseront, à Lisbonne, la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans, un aspect essentiel de l'action climatique, et le Portugal est favorable à ce que le droit à un environnement sain soit internationalement reconnu.

Le Portugal participe à des opérations de maintien de la paix. Mon pays appuie le dialogue entre l'Union européenne et l'Afrique ainsi que l'action internationale pour la stabilisation du Sahel, la sécurité maritime dans le golfe de Guinée et la coopération avec le Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme.

Le Portugal n'a jamais changé de cap. Nous l'avons démontré durant notre présidence du Conseil de l'Union européenne, dans le cadre de notre participation à la Communauté des pays de langue portugaise, qui fête cette année son vingt-cinquième anniversaire, et par le rayonnement mondial de la langue portugaise, parlée par près de 300 millions de personnes. Nous l'avons également démontré par l'initiative audacieuse du Président Jorge Sampaio, décédé il y a quelques jours, qui a créé la Plateforme mondiale pour les étudiants syriens, désormais étendue aux réfugiés afghans. Nous ne changeons pas nos principes, et nous maintiendrons ce cap si l'on nous confie un mandat au Conseil de sécurité dans cinq ans.

Nous pensons que les préoccupations les plus urgentes de notre époque, telles que les changements climatiques, les pandémies, les crises socioéconomiques, les guerres et l'insécurité, ainsi que les migrations et les réfugiés, ne font que confirmer que l'isolationnisme, le protectionnisme, l'unilatéralisme, l'intolérance, le populisme et la xénophobie ne peuvent mener qu'à des impasses.

Le message du Secrétaire général est clair, réfléchi et tourné vers l'avenir. Il ne s'agit pas seulement d'un appel aux États Membres, mais d'un appel à tous les citoyens du monde. Il n'y a pas de planète B, ni pour le climat ni pour quoi que ce soit d'autre. Soit nous en sommes tous conscients, dans le monde entier, soit les

dirigeants politiques seront tentés d'oublier le problème, de retarder l'action, de chercher à gagner du temps et de perdre du temps. Vingt ans après le 11 septembre, six ans après l'Accord de Paris et un an et demi après le début de la pandémie, nous avons plus que jamais besoin d'un multilatéralisme efficace. Nous avons besoin d'actions, pas de mots. Il n'y a vraiment plus de temps à perdre.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République portugaise de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kirghizistan, qui va présenter l'allocation du Président de la République kirghize.

M. Kazakbaev (Kirghizstan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République kirghize.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/332).

Allocution de M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République de Lituanie.

M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Nausėda (*parle en anglais*) : Cette année marque un anniversaire singulier pour l'État lituanien indépendant. Il y a 30 ans, la République de Lituanie devenait un État Membre de l'ONU. Depuis le recouvrement de notre indépendance, en mars 1990, nous nous efforçons d'obtenir une reconnaissance internationale. Notre adhésion à l'ONU a fait de la Lituanie un membre à part entière de la communauté internationale. Elle nous a donné les moyens de rechercher la paix, de défendre les droits humains et de contribuer à un multilatéralisme efficace.

En 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies prit une décision importante en demandant le retrait total des forces militaires étrangères des territoires des États baltes (résolution 47/21). Il s'agissait d'une expression forte de solidarité internationale – le genre de solidarité dont nous avons souvent besoin aujourd'hui.

Ces dernières années nous ont montré qu'aucun pays n'est capable de faire face seul aux défis mondiaux. Ce sont les initiatives internationales qui nous permettent d'atténuer les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Ce combat n'est pas terminé, mais je pense que nous sommes sur la bonne voie ; celle d'une utilisation généralisée de vaccins sûrs et efficaces. Il nous faut un mécanisme mondial efficace qui permette de distribuer les vaccins et qui contribuera à protéger tout le monde, notamment les personnes les plus vulnérables.

La pandémie aggrave de manière alarmante la pauvreté et les inégalités dans le monde. Les écarts croissants en matière d'éducation, de sécurité sociale et de connectivité numérique divisent la population mondiale. De plus, en ce moment même, des millions de personnes ne savent plus où donner de la tête face à une infodémie dangereuse. Cette situation crée également beaucoup de souffrances et est à l'origine de nombreux décès prématurés.

Je tiens donc à féliciter l'ONU pour les efforts qu'elle déploie à cet égard, et notamment pour sa campagne « Verified », qui vise à lutter contre les informations fausses et trompeuses, qui représentent une menace de plus en plus grave pour nos sociétés. Pour lutter contre les différents types de manipulation, nous avons besoin d'une approche globale et de nouveaux moyens concrets permettant de mieux détecter, analyser et dénoncer les informations trompeuses.

Diverses formes de pression et d'attaques hybrides sont étroitement liées à la détérioration des conditions de sécurité dans de nombreuses régions du monde. Des régimes et des États autoritaires continuent d'accroître leur puissance militaire et d'intensifier leur

répression violente de l'opposition politique, des médias libres et de la société civile. Ces régimes ont démontré à maintes reprises qu'ils sont prêts à mettre en péril notre paix, notre sécurité et notre prospérité.

Nous n'acceptons pas que de tels comportements deviennent la nouvelle norme. C'est pourquoi la Lituanie appuie pleinement la protection des droits humains dans tous les pays. Lorsque des militants politiques ou des défenseurs des droits humains sont torturés ou tués, des enquêtes approfondies s'imposent.

Par ailleurs, nous déplorons les efforts déployés par la Russie pour exercer des pressions sur les juges et les procureurs lituaniens qui enquêtent sur l'affaire relative aux atrocités commises par l'armée soviétique d'occupation en Lituanie en 1991. La Lituanie appelle tous les États à ne pas exécuter les mandats d'arrêt internationaux qui s'y rapportent.

C'est également avec une profonde tristesse que je voudrais rappeler les événements survenus l'année dernière au Bélarus. Un véritable mouvement de protestation, qui a vu le jour après une élection présidentielle truquée, a été brutalement réprimé. Des organisations indépendantes de la société civile et des médias sont réduites au silence, des centaines de personnes sont détenues, rouées de coups et torturées. Les actes irresponsables des autorités bélarussiennes pourraient également avoir de graves répercussions sur la sécurité internationale.

Nous avons pu le constater lors du détournement et de l'atterrissage forcé d'un avion affrété par la compagnie Ryanair, le 23 mai, en violation flagrante du droit international. De tels actes doivent être considérés comme relevant du terrorisme parrainé par l'État. De plus, le régime bélarussien est en train de tester de nouvelles méthodes d'attaques hybrides. Depuis plusieurs mois, la Lituanie fait l'objet d'attaques hybrides sans précédent. Le Bélarus veut exercer des pressions politiques sur l'Union européenne en créant et en contrôlant artificiellement des flux migratoires irréguliers. La Lituanie condamne fermement cette tentative visant à semer la discorde et demande à l'ONU de prendre des mesures pour y faire face.

Nous devons tous lutter activement contre la traite des êtres humains, démanteler les modèles de fonctionnement des passeurs et dissuader les migrants de mettre leur vie en danger. Il faut engager un débat sérieux sur les moyens d'empêcher un pays d'instrumentaliser la migration clandestine pour faire pression sur un autre. Il faut indiquer clairement que les êtres humains ne doivent pas être utilisés comme des outils.

En outre, le Bélarus a récemment provoqué un nouveau scandale en lançant l'exploitation commerciale d'une centrale nucléaire dangereuse près de la frontière lituanienne. Le régime bélarussien, qui a fait fi de nombreux avertissements et n'a pas respecté les normes élémentaires internationales de sécurité, fait preuve, une fois de plus, d'un manque total de sens des responsabilités. Je pense que ce serait une erreur monumentale de traiter ces contrevenants sur un même pied d'égalité que les producteurs écologiques qui respectent les règles environnementales et de sécurité nucléaire. Régler le problème de la centrale nucléaire bélarussienne est d'une importance cruciale pour notre environnement, et il s'agit d'une question de sécurité pour tous les citoyens européens.

Cela fait maintenant sept ans que nous sommes témoins de l'agression militaire contre l'Ukraine, ainsi que de l'annexion et de l'occupation illégales de la Crimée. Ces actes constituent une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies, ainsi que des dispositions de l'Acte final d'Helsinki, et doivent être universellement condamnés.

Nous devons renforcer la politique de non-reconnaissance de l'occupation et de l'annexion de la Crimée. De même, il est particulièrement important de protéger les droits et les libertés de la population civile locale. Je salue les efforts déployés par l'Ukraine pour maintenir l'attention sur cette question en créant la Plateforme pour la Crimée. La Lituanie respecte le choix européen et euro-atlantique de l'Ukraine et continue de soutenir ses réformes en cette période difficile. En vue de consolider les efforts internationaux, nous avons co-organisé la conférence sur les réformes en Ukraine, qui s'est tenue à Vilnius en juillet.

En outre, nous sommes actuellement témoins de la détérioration de la situation des droits humains et des conditions de sécurité dans les régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali. Les actes d'agression commis par les forces d'occupation, notamment la « frontiérisation », les restrictions de mouvement et les détentions illégales, perturbent la vie de la population locale. Nous avons le devoir de demander des comptes à l'agresseur.

La communauté internationale pourrait également accorder une attention particulière à un règlement global du conflit en Transnistrie, sur la base de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République de Moldova à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

On nous rappelle constamment la nécessité de préserver l'ordre international fondé sur des règles. Notre devoir est de le transmettre aux générations suivantes, tout comme nous en avons hérité. Nous devons faire preuve de retenue en ce qui concerne les affaires internationales et honorer nos engagements et obligations. Le Traité « Ciel ouvert », le Document de Vienne, le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et de nombreux autres accords sont d'une importance capitale pour renforcer la confiance en matière de sécurité internationale. Les principes de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale doivent prévaloir face aux nouveaux défis.

Pour que l'ONU reste pertinente et forte, il faut un Conseil de sécurité efficace. Chaque cas d'inaction du Conseil de sécurité encourage l'agression et menace le système multilatéral. La Lituanie soutient donc résolument l'initiative tendant à limiter l'utilisation du veto au Conseil de sécurité lorsqu'il est question d'atrocités de masse, de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

En vertu de l'engagement fort de la Lituanie en faveur du programme international de défense des droits humains, nous sommes également candidats à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024. Si elle est élue, la Lituanie prêterait une attention particulière à la protection des défenseurs des droits humains, des droits de l'enfant, des droits des personnes en situation de handicap et des droits de l'homme dans les zones de conflit. Nous continuerons de défendre les droits des femmes et des filles, la liberté de réunion et d'association pacifiques et la liberté de religion et de croyance, et nous nous battons pour garantir l'accès à l'information et assurer la sécurité des journalistes.

Afin d'honorer ces promesses, la Lituanie s'appuiera sur l'expérience accumulée à la faveur de sa qualité de membre de divers organes de l'ONU. En tant qu'actuelle Présidente du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Lituanie est engagée dans des efforts internationaux visant à sauver la vie d'enfants et à défendre leurs droits. Pour contribuer au changement, la Lituanie a également présenté sa candidature au Conseil exécutif de l'UNESCO pour la période 2021-2025. Nous sommes prêts à promouvoir la mission et le mandat de l'UNESCO et à aider à rendre l'organisation plus efficace, réactive et prompte à trouver des solutions durables.

J'en viens maintenant au défi de notre époque : les changements climatiques.

Dans son récent rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique clairement qu'il nous reste peu de temps pour prendre les décisions nécessaires et de vraies mesures. La Lituanie souscrit sans réserve à l'appel du Secrétaire général António Guterres en faveur de mesures urgentes et audacieuses pour remédier à la triple crise de la perturbation climatique, de la perte de biodiversité et de la destruction de notre planète par la pollution. Il est crucial que chaque pays participe à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement à Glasgow, avec des propositions aussi ambitieuses que possible.

La Lituanie vise une transition rapide vers une économie résiliente et sans effet sur le climat et compte bien atteindre les objectifs fixés par l'Union européenne en la matière. Dans son programme national de gestion des changements climatiques, récemment adopté, la Lituanie s'est donné pour objectifs de réduire les émissions de 70 % par rapport à 1990 et de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050. Nous avons besoin du soutien général de la société pour que les efforts de décarbonisation soient efficaces.

Ils doivent faire advenir de vastes possibilités et d'importants avantages en ce qui concerne la croissance verte innovante, l'emploi, une meilleure qualité de vie, la santé publique et la biodiversité. Le passage des combustibles fossiles à l'énergie renouvelable est inévitable. Maintenant, la vraie question est de savoir qui en récoltera les fruits en premier. Très tôt, la Lituanie a parié sur la transformation numérique, avec des avancées dans les infrastructures modernes d'information et de communication, lançant ainsi la croissance rapide de son économie numérique. Nous entendons faire de même avec notre transformation verte.

Nous avons toujours partagé un seul et même monde, mais nous n'avons que récemment pris conscience de notre responsabilité commune. Nous savons à présent qu'il nous faut faire un effort. Nous devons bâtir activement notre avenir commun. Le temps de l'observation passive est révolu. Nous avons clairement besoin d'un nouveau contrat social ancré dans les droits humains, ainsi que d'une meilleure gestion de nos communs mondiaux. Comment peut-on accomplir tout cela ? Je crois qu'il faut une discussion honnête et ouverte. Notre succès dépend de notre aptitude à jeter des ponts de confiance entre les peuples et à faire qu'ils fonctionnent pour toute l'humanité. Nos espoirs, nos

idées courageuses et nos forces individuelles devraient être mis au service des efforts mondiaux. Construisons notre avenir ensemble.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Lituanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Gitanas Nausėda, Président de la Lituanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouzbékistan, qui va présenter une allocution du Président de l'Ouzbékistan.

M. Ibragimov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter l'allocution préenregistrée de S. E. M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan, à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Une allocution vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/322).

Allocution de M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République démocratique du Congo.

M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Tshisekedi Tshilombo : C'est avec un réel plaisir que nous retrouvons cette salle de l'Assemblée générale après un peu plus d'une année d'absence par suite de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), cette peste du XXI^e siècle qui secoue l'humanité, particulièrement par le nombre élevé de ses victimes, la destruction des économies des nations et l'aggravation de la pauvreté dans le monde.

Ces retrouvailles sont encourageantes. Elles permettent d'espérer davantage un retour à la vie normale dans nos pays et ce, grâce au génie de nos scientifiques et aux efforts communs de nos États, dans un élan de solidarité internationale remarquable. Nous devons accroître ces efforts et renforcer cet élan de solidarité pour vaincre définitivement la pandémie de COVID-19, relancer la croissance de nos économies et assurer un meilleur avenir aux populations de notre planète.

C'est pourquoi je salue le choix du thème pour cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale, à savoir : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ». Ce thème traduit bien notre détermination d'éradiquer la COVID-19 et notre désir de rétablir le destin commun par le multilatéralisme, sous la coordination d'une ONU à la hauteur des défis existentiels de l'humanité, notamment celui de la réalisation des objectifs du développement durable et inclusif.

La victoire contre la COVID-19 n'est possible et durable que si le combat demeure une affaire de tous et si nous atteignons un taux d'immunité collective suffisant pour l'ensemble de l'humanité. Pour sa part, l'Afrique n'a pas croisé les bras et n'entend point capituler devant une quelconque fatalité du destin. Au contraire, elle a mis en place une stratégie continentale commune contre la COVID-19. Dans ce cadre, elle a créé un fonds de réponse à la COVID-19, le Fonds COVID-19, et lancé une plateforme de fournitures médicales pour garantir à tous ses pays l'accès aux équipements et fournitures nécessaires.

L'Afrique a signé, le 28 mars 2021, par le canal de l'African Vaccine Acquisition Trust (AVAT), un accord pour l'achat de 220 millions de doses de vaccins, et certains pays africains ont initié le projet de création de l'Agence africaine des médicaments ; d'autres produisent déjà des vaccins sous licence. D'ici janvier 2022, le nombre de vaccins à distribuer dépassera, dans notre continent, les 25 millions de doses par mois. Des chercheurs africains de renommée mondiale en sciences médicales ont proposé une gamme de remèdes efficaces contre la maladie à coronavirus qui méritent d'être soutenus par notre organisation mondiale et les institutions scientifiques spécialisées. À ce sujet, je saisis cette occasion pour remercier tous les partenaires qui ont apporté leur appui aux efforts du continent dans la lutte contre cette pandémie.

Quoiqu'il en soit, tout en nous félicitant des progrès incontestables de la science médicale en ce qui concerne le dépistage du virus et l'invention du vaccin dans un temps record, il y a lieu de constater malheureusement que le mal est encore loin d'être éradiqué. La récurrence de la pandémie qui, comme une hydre, en est à sa troisième vague, plus virulente que les précédentes, notamment en Afrique et dans d'autres contrées du monde, inquiète et consume les espoirs suscités par ces avancées significatives. C'est pourquoi, pour renverser définitivement la tendance actuelle, les actions ci-après me paraissent urgentes.

Premièrement, il faut augmenter la capacité des tests dans les pays qui ne disposent pas des produits de laboratoires requis.

Deuxièmement, nous devons assurer un approvisionnement suffisant et rapide en médicaments et équipements nécessaires à la prise en charge des malades.

Troisièmement, il convient de généraliser la vaccination en approvisionnant en vaccins ceux qui ne les produisent pas et en les dotant de capacités de production locale. C'est ici le lieu de lancer un appel à la communauté internationale pour soutenir le projet de création de l'Agence africaine des médicaments.

Quatrièmement, il faut encourager la recherche médicale et accroître la coopération scientifique entre les institutions universitaires.

Et enfin cinquièmement, nous devons soutenir les politiques de réforme des structures sanitaires et élargir la couverture des soins de santé au plus grand nombre dans les pays en développement.

La COVID-19 n'est pas seulement destructrice de vies humaines. Elle est aussi un virus de l'économie mondiale qu'elle a plongée dans la récession, aggravant ainsi notamment la vulnérabilité et la dépendance des économies des pays pauvres, dont beaucoup sont africains. De plus, l'impact de la baisse généralisée des activités économiques a été particulièrement ressenti, en Afrique, par les populations les plus vulnérables, dont les femmes et les enfants, notamment par la perte d'emplois, la chute des revenus et les déperditions scolaires.

Aussi, en même temps que nous nous employons à extirper le coronavirus de la vie de nos populations, devons-nous nous atteler à relancer l'économie mondiale au risque de fragiliser davantage ces populations, de briser leur résilience et de compromettre pour longtemps le retour à la prospérité ainsi qu'à la normalité

sociale. Nous ne pouvons gagner cette bataille que dans le cadre d'un effort commun et sur la base d'une feuille de route définie ensemble. Ceci exige un partage des responsabilités et plus d'équité dans la complémentarité que commandent la mondialisation de nos économies et la globalisation des enjeux internationaux.

Dans le contexte actuel de la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19, les économies africaines ont grandement besoin de financements pour se redresser, cela d'autant plus que les efforts pour amortir le choc de la pandémie et limiter ses dégâts collatéraux se sont avérés nettement insuffisants comparativement aux pays nantis. Dès lors, la reprise qui s'amorce risque d'être inégale, creusant ainsi davantage les écarts entre l'Afrique et le reste du monde.

C'est pourquoi l'Union africaine salue toutes les initiatives portant sur le financement des économies africaines affectées par la COVID-19, notamment celles du Groupe des Vingt (G20) sur la suspension du service de la dette et le cadre commun pour la restructuration de la dette ; celle du Sommet de Paris sur le financement des économies africaines, du 18 mai 2021, qui a lancé l'idée d'un New Deal ; celle du quatrième Sommet du Pacte du G20 pour l'Afrique, aussi appelé Pacte avec l'Afrique ; celle de la vingtième reconstitution ambitieuse des ressources de l'Association internationale de développement ; et surtout, celle de la nouvelle allocation de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) pour répondre aux besoins de financement des économies des pays en difficulté par suite de la pandémie.

Toutefois, les 33 milliards de DTS alloués à l'Afrique dans ce cadre sont totalement insuffisants au regard de l'immensité de ses besoins de relance économique. C'est pourquoi il est nécessaire que l'ONU et ses États Membres appuient l'objectif du Sommet de Paris d'atteindre 100 milliards de DTS pour l'Afrique, grâce à la réallocation aux pays pauvres de 25 % de DTS alloués aux pays riches. Au demeurant, une partie de cette réallocation pourrait contribuer à l'augmentation du capital de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque mondiale.

Il est également souhaitable que ces ressources exceptionnelles concourent à promouvoir plus vigoureusement l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique, l'accès aux capitaux pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'économie verte. C'est dans cet état d'esprit que je demande un soutien massif des partenaires techniques et financiers de l'initiative de l'Alliance pour l'entrepreneuriat en Afrique annoncée lors du Sommet de Paris, qui tiendra sa réunion constitutive dans les prochaines semaines.

La République démocratique du Congo plaide pour l'accélération de la mise à disposition effective des ressources par le FMI, sans oublier l'impératif d'alléger la dette des pays africains et de matérialiser toutes les promesses faites à l'Afrique en compensation des sacrifices consentis afin de préserver l'humanité contre le réchauffement climatique. S'agissant particulièrement du réchauffement climatique, il convient de rappeler qu'il reste moins de six semaines avant la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et neuf années avant 2030.

Pour l'Afrique, l'année 2030 sera marquée par une baisse du produit intérieur brut pouvant atteindre 15 %, une réduction des rendements agricoles et une forte augmentation du risque d'inondation côtière et dans les pays insulaires. Pour faire face à ces impacts négatifs d'ici à cette échéance fatidique, le continent africain aura besoin de 30 milliards de dollars par an pour s'adapter. Ce montant devrait passer à environ 50 milliards de dollars d'ici 2040.

C'est pourquoi je lance un appel à la communauté internationale en général, et aux amis de l'Afrique en particulier, pour soutenir le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, dirigé par le Centre mondial pour l'adaptation et la BAD, programme qui entend mobiliser 25 milliards de dollars en cinq ans pour aider l'Afrique à supporter le choc des changements climatiques. Ainsi, au-delà des proclamations de foi et des bonnes déclarations d'intention, la relance de l'économie mondiale sera une réalité pour tous, et la solidarité internationale aura un contenu palpable, notamment pour les peuples africains.

L'Afrique n'a pas besoin d'aumône. Elle se bat pour conquérir des espaces de liberté et d'action dans un monde toujours en compétition, afin de se forger un destin meilleur et d'apporter davantage sa contribution au progrès général de l'humanité. L'Afrique a besoin de partenariats constructifs et gagnant-gagnant pour mettre en valeur ses fabuleuses richesses naturelles, se doter d'infrastructures de développement et améliorer les conditions de vie de ses populations. À l'évidence, l'atteinte de ces objectifs exige des institutions démocratiques fortes et stables, des politiques publiques adéquates, la bonne gouvernance et l'intégration régionale. Ni les capacités ni le dynamisme des populations, et encore moins les ressources naturelles, ne font défaut à l'Afrique pour ce faire.

Globalement, des progrès substantiels ont été accomplis au cours de ces deux dernières décennies, en termes de consolidation des processus démocratiques, de croissance économique et de lutte contre la pauvreté, en dépit de la contrariété impitoyable des relations internationales, ainsi que des conséquences néfastes des changements climatiques. Cependant, le fléau de l'insécurité provoquée par les cohortes de terroristes, de groupes armés, de mercenaires et de criminels de tous bords met à mal la stabilité institutionnelle de nos jeunes démocraties et annihile les efforts de nombreux dirigeants africains pour développer leurs pays.

En effet, si la lutte contre Daech a permis de remporter des victoires incontestables au Moyen-Orient, plus précisément en Iraq et en Syrie, en Afrique, par contre, Al-Qaida au Maghreb islamique et autres groupes affiliés à Daech gagnent du terrain chaque jour davantage. Le Mali, le Niger, le Nigéria, le Cameroun, le Tchad et le Burkina Faso subissent régulièrement les attaques meurtrières de Daech et des jihadistes de Boko Haram. Depuis 2017, le nord-est du Mozambique est victime d'attaques armées récurrentes des salafistes jihadistes de Ansar al-Sunna, qui ont déjà causé au moins 2 600 morts.

L'intégrisme islamiste a atteint l'est de la République démocratique du Congo, qui en paie un lourd tribut dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema. Des jihadistes qui y opèrent sous le couvert des Forces démocratiques de libération du Rwanda et du mouvement Forces démocratiques alliées/Madinat Tawheed Muwaheedina tuent mes compatriotes et pillent massivement les produits miniers et agricoles de mon pays.

En avril dernier, des terroristes et des mercenaires venus de la Libye ont plongé l'Afrique dans une profonde tristesse en lui arrachant brutalement l'un de ses grands dirigeants, le maréchal Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, lâchement abattu au front pour défendre la souveraineté de son peuple et la vie de ses concitoyens. Du haut de cette tribune des Nations Unies, je salue, au nom du peuple congolais, la bravoure et l'engagement de cette figure historique pour protéger l'Afrique contre le terrorisme.

L'Afrique refuse de servir de base arrière au terrorisme international, raison pour laquelle certains dirigeants africains, comme ceux du Groupe de cinq pays du Sahel, se sont organisés pour mutualiser leurs forces contre cet ennemi commun. Pour traduire la volonté et la détermination farouche du peuple congolais et de ses dirigeants de participer activement à l'éradication du terrorisme,

qui non seulement détruit les nations et compromet l'avenir de la démocratie dans le monde, mais aussi étend de plus en plus ses tentacules en Afrique, la République démocratique du Congo a adhéré à la coalition mondiale contre le terrorisme comme quatre-vingtième membre. Mon pays se félicite de la décision prise par la réunion de la coalition tenue à Rome, le 28 juin dernier, de créer en son sein un groupe de travail sur le terrorisme en Afrique.

Le paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre premier de la Charte des Nations Unies dispose clairement que l'un des buts de la création de l'Organisation des Nations Unies est de « maintenir la paix et la sécurité internationales ». De nos jours, la paix et la sécurité internationales sont largement tributaires de la stabilité interne des États Membres.

C'est pourquoi, lorsque des États africains sont déstabilisés ou menacés de déstabilisation, notamment par le terrorisme, l'ONU a le devoir de les soutenir activement dans leur combat héroïque pour le bien-être de l'humanité, au-delà des déclarations de compassion et d'intentions peu suivies d'effets sur le terrain.

Si la communauté des nations minimise le danger que représente la propagation du djihadisme en Afrique et si elle n'adopte pas une stratégie globale et efficace pour éradiquer ce fléau, les plaies ouvertes dans la zone saharienne et en Afrique centrale et australe continueront à se métastaser jusqu'à faire jonction pour devenir une menace réelle pour la paix et la sécurité internationales.

Aussi, la République démocratique du Congo soutient la mise en œuvre d'une stratégie mondiale contre le terrorisme reposant sur les piliers ci-après : l'adoption de politiques sécuritaires concertées, le renforcement des moyens des États, notamment par la mutualisation des ressources et l'échange d'informations sécuritaires, le respect des droits de l'homme et la prévention.

Dans le cadre de la prévention justement, il est essentiel de souligner qu'en sus du traitement sécuritaire impliquant les services d'intelligence et d'action, nous devons promouvoir le traitement socioéconomique en amont centré sur l'éducation, l'emploi des jeunes et la lutte contre la pauvreté pour extirper durablement le terrorisme de nos sociétés. Tant que les injustices et les inégalités entre les nations et les individus persisteront dans le monde, le terrorisme trouvera toujours un terrain fertile pour son émergence et sa propagation.

Les peuples africains et leurs dirigeants sont suffisamment conscients de ce que le développement de leur continent relève de leur responsabilité exclusive et dépend de l'intégration de leurs pays respectifs dans une zone de libre-échange. Celle-ci devra, en effet, favoriser les mouvements des personnes et des biens, ainsi que la complémentarité des intelligences, des énergies et des projets.

La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) procède de cette prise de conscience, de la volonté des Africains de consolider leur indépendance économique et d'un impératif de développement de l'Afrique dans un monde où les pauvres n'ont droit qu'à la commisération et au mépris. Réussir la ZLECAf, c'est-à-dire la rendre effective et la transformer en un vaste marché de plus d'1 milliard de consommateurs, devient ainsi un enjeu et un défi majeurs, aussi bien pour les dirigeants que pour les élites africaines au cours de ce XXI^e siècle. En République démocratique du Congo, nous sommes convaincus que l'Afrique gagnera cet enjeu et relèvera ce défi puisqu'elle en a les moyens et la détermination.

Les principaux instruments de cette grande ambition d'intégration africaine sont notamment la réalisation des projets régionaux et continentaux prioritaires inscrits dans l'Agenda 2063, la conclusion de partenariats entre les États africains, la mise en œuvre des politiques internes incitatives à l'investissement privé, notamment par l'amélioration du climat des affaires, la diversification et l'industrialisation des économies nationales, et le règlement pacifique des différends entre États dans le cadre des institutions et mécanismes propres au continent, selon l'option levée par l'Union africaine qui veut qu'aux problèmes africains, il y ait des réponses africaines.

C'est sur la base de cette option, de la Charte des Nations Unies et du principe de subsidiarité que, depuis mon accession à la présidence en exercice de l'Union africaine, je m'emploie à faciliter le règlement du différend qui divise l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie sur l'opérationnalisation du Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne, construit par l'Éthiopie sur le Nil Bleu.

À cet effet, j'ai pris les initiatives suivantes : l'organisation des négociations de Kinshasa en avril dernier et les consultations directes avec les plus hautes autorités des trois pays par moi-même, lors de ma tournée diplomatique du mois de juin dans leurs capitales respectives. Cette démarche a permis d'identifier les quelques points qui nécessitent encore une harmonisation entre les parties pour conclure un accord juste et

contraignant, prenant en compte les intérêts de chacune d'elles et favorisant un climat de confiance mutuelle indispensable pour que ce grand barrage devienne un instrument d'intégration économique régionale et de solidarité entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan. Ces points ont été communiqués aux trois pays et, dans un proche avenir, les discussions vont reprendre.

Je demeure confiant, car non seulement les dirigeants des trois pays sont déterminés à régler leur différend par le dialogue dans le cadre de l'Union africaine, mais aussi ils ne cessent de renouveler leur confiance en la facilitation de l'Union. Je saisis cette opportunité pour les en remercier et rassurer les observateurs, ainsi que tout État ou institution accepté par les parties, que leur accompagnement sera le bienvenu.

Ces derniers temps, des crises politiques ont éclaté dans quelques États en Afrique. Ces crises ne peuvent pas occulter les énormes progrès accomplis par la majorité des pays africains en matière de démocratie et de bonne gouvernance. Je voudrais rassurer la communauté des nations que le processus de démocratisation reste irréversible en Afrique. Les soubresauts du moment ne sont que les avatars d'un processus démocratique laborieux, certes, mais qui se construit avec le temps et pierre par pierre. Les peuples africains ne toléreront plus des régimes militaires ou autocratiques. C'est ainsi que le peuple congolais poursuit sa noble et exaltante lutte contre la dictature, l'autocratie et les antivaleurs qui structurent encore notre agir.

Dans ce cadre, dès mon accession à la magistrature suprême, j'ai entrepris des actions et des réformes politiques et économiques profondes. Je me suis farouchement opposé à toutes velléités de perpétuer le règne des antivaleurs fondé sur la prédation et les violations des droits humains, ce qui a conduit aux ajustements institutionnels de décembre 2020 et du premier trimestre de cette année, à la grande satisfaction de mes compatriotes, qui n'ont jamais cessé de réclamer le changement radical de la gouvernance de notre pays.

Au plan économique, la République démocratique du Congo est entrée en programme avec le Fonds monétaire international au mois de juin dernier et bénéficie de l'assistance de la Banque mondiale pour réaliser des grands projets sociaux et des infrastructures de base. À la faveur de la mise en œuvre de réformes courageuses, la croissance économique s'est accélérée pour dépasser 5% l'an, l'inflation s'est décélérée et la monnaie nationale, le franc congolais, s'est stabilisée sur le marché des changes.

Puisque l'amélioration des recettes internes est une de nos priorités, le Gouvernement de la République démocratique du Congo conduit, depuis mon avènement à la tête du pays, une politique rigoureuse de lutte contre la corruption, les détournements de deniers publics et l'impunité. Les résultats sont déjà perceptibles avec l'augmentation substantielle des recettes depuis le second trimestre de cette année.

Par ailleurs, nous ne cessons de sillonner l'Afrique et le monde pour réchauffer la coopération multilatérale et bilatérale et inviter les investisseurs en République démocratique du Congo, afin de créer des richesses et des emplois en faveur de notre jeunesse. Aussi, le Gouvernement de la République a-t-il déjà conclu des accords de partenariat avec plusieurs pays et groupes d'investisseurs privés. Nous sommes déterminés à raffermir davantage ce retour de la confiance en notre pays.

Cependant, une lourde hypothèque pèse sur ces acquis encourageants et risque d'entraver la marche victorieuse du peuple congolais vers son bien-être : c'est l'insécurité dans le nord-est de la République démocratique du Congo, en proie, depuis deux décennies, à des attaques meurtrières et aux razzias récurrentes d'une multitude de groupes armés, au sein desquels se trouvent des terroristes islamistes. Il n'est un secret pour personne que ces attaques ont causé des milliers de morts et de déplacés, des viols de femmes et des violations massives des droits de l'homme.

Face à la persistance de ce cancer qui mine le pays dans le nord-est et aux difficultés rencontrées par les troupes de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) sur le théâtre des opérations, j'ai décidé de proclamer, conformément à l'article 85 de la Constitution, l'état de siège, pour mettre fin à l'insécurité dans une des régions stratégiques de la République démocratique du Congo. En vertu de ce régime constitutionnel d'exception, les Forces armées de la République démocratique du Congo, assument la totalité de la responsabilité de la gestion administrative et sécuritaire des provinces concernées, en même temps qu'elles mènent des opérations militaires.

Grâce à l'état de siège, des avancées importantes ont été réalisées, notamment la neutralisation de plusieurs centaines de miliciens ; les redditions de nombreux éléments de ces groupes armés ; la récupération d'armes et de munitions par les Forces armées de la République ; le démantèlement de plusieurs réseaux

de trafics illicites d'armes, de munitions, de minerais et de ravitaillement des groupes armés en produits divers ; la récupération de nombreuses localités de l'est du pays qui étaient jadis occupées par des rebelles ; la libération de nombreux otages autrefois détenus par les groupes armés, dont les ADF ; la réouverture de certains axes routiers importants qui étaient jadis sous le contrôle des forces négatives ; et la réduction sensible des incursions contre la population civile.

Ces résultats constituent une opportunité à capitaliser en nous mobilisant tous, communauté internationale, dirigeants et peuple congolais, afin d'en finir, une fois pour toutes, avec le cycle infernal de la violence imposé par les forces négatives qui écument le nord-est de la République démocratique du Congo et de consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands Lacs. C'est pour cette raison que le Gouvernement de la République démocratique du Congo maintient et amplifie la pression sur les groupes armés et leurs complices et que l'état de siège ne sera levé que quand les circonstances qui l'ont motivé disparaîtront.

En outre, il est essentiel que l'application à la République démocratique du Congo des mesures de notification préalable au Comité des sanctions de l'ONU, imposées par le paragraphe 5 de la résolution 1807 (2008) du Conseil de sécurité, pour toute importation d'effets militaires par le Gouvernement de mon pays, ou toute prestation d'assistance, conseils ou formations liés aux activités militaires des Forces armées et de sécurité de la République démocratique du Congo, soit levée, et ce, d'autant plus que le Gouvernement a la mission constitutionnelle d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national.

Il faut également que des sanctions sévères et exemplaires soient prises contre tous les réseaux mafieux, qu'il s'agisse de pays de transit ou de destination, ou encore contre les multinationales qui exploitent illégalement les minerais de mon pays et alimentent en échange les groupes armés en armes et munitions, pérennisant ainsi le conflit en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.

Il faut en outre que le retrait de la MONUSCO soit progressif, responsable et ordonné, conformément à la résolution 2556 (2020) du Conseil de sécurité de l'ONU. En application de cette résolution, un Comité conjoint RDC-MONUSCO élargi à d'autres agences des Nations Unies et à la société civile, a été constitué pour définir la stratégie à élaborer et la feuille de route du retrait définitif de la MONUSCO de la République

démocratique du Congo. Le Gouvernement de mon pays souscrit au Plan de transition pour le retrait échelonné, responsable et durable de la MONUSCO, élaboré par ce Comité conjoint, en collaboration avec la société civile.

Pendant la période de transition qui expire en 2024, la République démocratique du Congo attend des Nations Unies et du Conseil de sécurité qu'ils donnent tous les moyens nécessaires à la MONUSCO et à sa brigade d'intervention rapide, afin qu'elles remplissent leurs mandats et missions respectifs, conformément à la résolution précitée. Il s'agit de s'assurer que les troupes y déployées aient les capacités et les moyens requis, y compris la formation nécessaire répondant aux exigences de la réalité sur le terrain et de la guerre asymétrique que mènent actuellement les groupes armés et les terroristes, dont l'existence en République démocratique du Congo ne peut être contestée.

En République Démocratique du Congo, comme partout ailleurs au monde, sans la sécurité et la paix durable, rien ne peut se construire. La sécurité et la paix sont des conditions *sine qua non* du progrès des nations. Le peuple congolais en a besoin pour sa prospérité et la construction de sa démocratie, encore fragile. C'est pourquoi je consacre toute mon énergie et attache le plus grand intérêt à la fin de l'insécurité, des massacres et des pillages et à l'instauration d'une paix durable dans l'ensemble de la République démocratique du Congo, ce qui contribuera davantage à l'organisation d'élections libres, transparentes, inclusives et crédibles prévues en 2023.

Je ne saurai terminer mon intervention sans rappeler, une fois de plus, la sempiternelle problématique de la réforme de l'ONU et de la représentation de l'Afrique au sein de son conseil de sécurité. On ne l'aura jamais assez répété. Il s'agit d'une question d'efficacité de l'ONU et de justice à rendre à un continent, mieux, à un pan entier de l'humanité, dont le rôle ne cesse de s'accroître chaque jour davantage dans la conduite des affaires internationales. En vérité, la revitalisation de l'ONU retenue pour nos discussions au cours de cette session est aussi à ce prix. Les Nations Unies commettraient une faute politique grave en restant toujours dans la rationalité des rapports de force issus de la guerre mondiale de 1940-45, il y a 76 ans.

À ce sujet, je réitère la Position commune africaine arrêtée par les chefs d'État et de gouvernement, contenue dans le Consensus d'Ezulwini et dans la Déclaration de Syrte. Il s'agit de représenter l'Afrique par deux sièges supplémentaires dans la catégorie des membres non permanents et de deux autres dans celle des membres

permanents, avec les mêmes droits, y compris celui de veto, et les mêmes privilèges et obligations que ceux des membres permanents actuels.

Au nom du peuple congolais, je souhaite plein succès aux travaux de la soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République démocratique du Congo de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, qui va présenter une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Abdollahian (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter l'allocation préenregistrée de S. E. M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

Une allocution vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe IV et voir A/76/332).

Le Président assume de nouveau la présidence.

Allocution de M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili

Le Président (*parle en anglais*) :

Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères du Chili, qui va présenter l'allocation du Président de la République du Chili.

M. Allamand (Chili) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration du Président de la République du Chili, S. E. M. Sebastián Piñera Echenique, qui s'adressera à l'Assemblée générale à l'occasion du débat général de sa soixante-seizième session depuis notre capitale, Santiago du Chili.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Chili.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe V et voir A/76/332).

Allocution de M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Moon Jae-in (*parle en coréen ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Alors que je me trouve à nouveau devant les membres l'Assemblée générale, deux ans après ma dernière intervention dans cette enceinte, je me rappelle vivement cette précieuse vie quotidienne normale que nous avons perdue. J'espère que sous la direction de M. Shahid, qui assume la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, la communauté internationale mettra en commun son expérience et travaillera en partenariat pour faire face aux crises mondiales.

Au cours des cinq dernières années, le Secrétaire général Guterres a travaillé sans relâche pour revitaliser et réformer l'Organisation des Nations Unies. Je lui adresse mes sincères félicitations pour la reconduction de son mandat et lui assure mon respect. Je suis persuadé qu'il progressera davantage dans les domaines clés qui lui tiennent le plus à cœur, tels que les opérations de maintien de la paix, la riposte aux changements climatiques et les objectifs de développement durable. J'espère que la session de cette année transmettra aux peuples du monde un message d'espoir, pour leur dire que nous sortirons victorieux de la pandémie et de la crise climatique et que nous parviendrons à un développement durable.

Par nature, les humains construisent et vivent ensemble au sein de communautés. En recourant à l'intelligence collective et à l'entraide au sein de ces communautés, l'humanité a triomphé d'innombrables

maladies infectieuses et a vécu en coexistence. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sera également surmontée par l'amour de l'humanité et par la solidarité, et l'ONU sera au cœur de cette entreprise.

Dans notre lutte contre le coronavirus, les frontières ont été franchies pour partager des informations génomiques, des vaccins ont été conçus avec succès grâce à une collaboration étroite, et des traitements sont également en train d'être mis au point à un rythme rapide. Pour triompher de la COVID-19, nous devons éliminer les obstacles. Les horizons de nos vies et de nos pensées se sont étendus des villages aux pays et des pays à la planète entière. Je crois que nous sommes à l'aube d'une ère de communauté mondiale.

À l'heure de la communauté mondiale, nous nous employons les uns les autres et travaillons les uns avec les autres. Nous mettons en commun notre expérience et nous agissons ensemble. Jusqu'à présent, les pays aux économies avancées et les pays les plus puissants ont occupé les devants de la scène internationale. Mais à partir de maintenant, pour parvenir au développement durable, toutes les nations seront appelées à avancer main dans la main, avec les meilleurs objectifs et approches possibles. L'ONU, pivot de cette coopération et de cette action, sera appelée à jouer un rôle plus important que celui qu'elle joue actuellement.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, qui ont connu le fléau de deux guerres mondiales, aspiraient à établir un ordre pour la paix dans le monde. L'ONU est maintenant invitée, alors qu'elle inaugure cette ère de communauté mondiale, à recommander un nouvel ensemble de règles et d'objectifs. Pour favoriser une coopération mutuellement bénéfique dans le cadre de l'ordre multilatéral, l'ONU doit devenir une institution qui renforce la confiance entre les nations. Elle doit être une institution qui fédère les engagements et les capacités de la communauté des nations pour stimuler l'action. La République de Corée participera activement à l'ordre international de solidarité et de coopération dirigé par l'ONU.

En tant qu'État nouvellement indépendant après la Seconde Guerre mondiale, la Corée a pu instaurer une démocratie et une économie forte, avec l'appui de l'ONU et de la communauté internationale. Aujourd'hui, la Corée, membre responsable de la communauté internationale, est déterminée à intensifier ses efforts pour aider les pays à prospérer ensemble et à faire une place les uns aux autres. La Corée sera le premier pays à proposer une vision de partenariat et de coexistence qui puisse être partagée par les pays développés et les pays en développement.

L'une des tâches les plus urgentes dont doit s'acquitter la communauté mondiale est de parvenir à un relèvement inclusif après la crise du coronavirus. Les familles à faible revenu, les personnes âgées et les autres groupes vulnérables ont été les plus exposés à la menace du virus. La pandémie a mis en évidence les problèmes socioéconomiques qui s'étaient accumulés au fil des ans. La pauvreté et la faim se sont aggravées. Des revenus aux emplois en passant par l'éducation, les écarts entre les sexes, les classes sociales et les pays se sont creusés. Depuis des années, l'ONU appelait déjà à faire reculer ces inégalités et avait tracé les grandes lignes du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il incombe désormais à tous les Membres de l'ONU d'œuvrer avec plus de vigueur à la réalisation des objectifs de développement durable. La Corée sera aux côtés d'autres pays pour aider tous les peuples, dans tous les pays, à vivre sans avoir peur du coronavirus. Nous honorerons l'engagement que nous avons pris de verser 200 millions de dollars au système de garantie de marché du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Mon pays, l'un des centres mondiaux de production de vaccins, s'efforcera d'assurer un approvisionnement équitable et rapide en vaccins contre la COVID-19. Par ailleurs, la Corée sera à l'avant-garde des efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable.

Afin de vaincre la pandémie et de faire un nouveau bond en avant, nous poursuivons la politique du « New Deal coréen ». Nous renforçons notamment l'emploi et les filets de protection sociale et nous augmentons, dans le cadre du « New Deal », nos investissements dans le capital humain afin de parvenir à un relèvement inclusif qui donne la priorité aux personnes. Les données d'expérience que nous avons recueillies dans le cadre du « New Deal coréen » seront partagées avec le reste du monde. Pour aider les pays en développement à progresser ensemble dans la réalisation des objectifs de développement durable, la Corée prévoit d'augmenter son aide publique au développement, en particulier dans les domaines de l'énergie verte, de la technologie numérique et des soins de santé, des domaines pour lesquels la demande a augmenté pendant la pandémie.

La communauté mondiale doit également s'atteler à la tâche urgente de répondre à la crise climatique. En ce moment même, notre planète se réchauffe, et ce, plus vite que prévu. La communauté des nations doit œuvrer de manière plus concertée en faveur de la neutralité carbone. L'année dernière, la Corée s'est

engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et a légiféré sur sa vision et présenté un cadre de mise en œuvre en promulguant la loi-cadre sur la neutralité carbone et la croissance verte. D'ici le mois prochain, nous mettrons la dernière main à notre scénario de neutralité carbone pour 2050 et nous dévoilerons notre contribution renforcée pour 2030 déterminée au niveau national à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en novembre.

Nous avons fermé les centrales électriques alimentées au charbon plus tôt que prévu et interrompu le financement public de la nouvelle production d'énergie à partir du charbon à l'étranger, et des efforts sont en cours pour accélérer la production d'énergie nouvelle et renouvelable. La neutralité carbone ne peut être atteinte que si chaque pays s'engage dans des efforts de coopération continue, et les plans d'action doivent également être durables. Dans le cadre du « New Deal », la Corée transforme son engagement en faveur de la neutralité carbone en occasions de développer de nouveaux secteurs et de créer des emplois. De nombreuses entreprises coréennes se joignent volontairement à la campagne RE100 et augmentent leurs investissements dans l'hydrogène et d'autres énergies nouvelles et renouvelables, tout en faisant progresser la gestion environnementale, sociale et de la gouvernance ainsi que la neutralité carbone avec plus de vigueur.

Pour sa part, le Gouvernement soutiendra fermement le secteur privé en matière de développement technologique et d'investissement. La Corée augmentera son aide publique au développement dans le domaine du climat et créera un fonds d'affectation spéciale pour la nouvelle donne écologique, pour appuyer les travaux de l'Institut mondial de la croissance verte et partager ses technologies et ses capacités en vue d'atteindre la neutralité carbone.

Nous serons prêts à aider les pays en développement à renforcer leur capacité de faire face à la crise climatique. De plus, après avoir accueilli à Séoul le sommet du Partenariat pour la croissance verte et les objectifs mondiaux 2030, qui a galvanisé l'engagement mondial en faveur de l'action climatique, la Corée souhaite accueillir la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2023. Nous aspirons à jouer un rôle plus actif dans l'application stricte de l'Accord de Paris.

Le rêve le plus ardent de la communauté mondiale est de vivre dans la paix et la sécurité. Suite à la création de l'ONU, les relations internationales sont passées d'un paradigme fondé sur la concurrence et les conflits à un système fondé sur la coexistence et la prospérité partagée. L'ONU s'est attelée à remplacer la paix incomplète maintenue par l'équilibre des forces par une paix durable ancrée dans la coopération, promouvant ainsi la liberté pour l'ensemble de l'humanité.

La Corée reste pleinement engagée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour instaurer une paix totale et durable dans la péninsule coréenne. Dans l'optique d'une péninsule coréenne dénucléarisée et prospère, le Gouvernement de la République de Corée ne cesse de promouvoir le processus de paix dans la péninsule coréenne. En outre, avec l'appui de la communauté internationale, nous avons franchi des étapes historiques : la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule coréenne, la Déclaration conjointe de Pyongyang de septembre 2018 et l'accord militaire issu du sommet intercoréen, ainsi que la Déclaration de Singapour issue du sommet États-Unis-Corée du Nord. La paix dans la péninsule coréenne commence toujours par le dialogue et la coopération. J'appelle à une reprise rapide du dialogue entre les deux Corées et entre les États-Unis et la Corée du Nord. J'espère que la péninsule coréenne illustrera le rôle important que jouent le dialogue et la coopération pour promouvoir la paix.

Il y a deux ans, j'ai déclaré dans cette même salle que la tolérance zéro concernant la guerre, la garantie de sécurité mutuelle et la prospérité des deux pays étaient les trois principes à respecter pour régler les questions relatives à la péninsule coréenne (voir A/74/PV.3). L'année dernière, j'ai proposé de signer une déclaration mettant fin à la guerre dans la péninsule coréenne. Plus que toute autre chose, une déclaration de fin de guerre serait un point de départ décisif pour l'avènement d'une nouvelle ère de réconciliation et de coopération dans la péninsule coréenne.

Aujourd'hui, j'exhorte de nouveau la communauté des nations à mobiliser ses forces en vue de la signature d'une déclaration de fin de guerre dans la péninsule coréenne, et je propose que les trois parties, les deux Corées et les États-Unis, ou les quatre parties, les deux Corées, les États-Unis et la Chine, se réunissent et déclarent que la guerre dans la péninsule coréenne est terminée. Lorsque les parties impliquées dans la guerre de Corée feront front commun et proclameront la fin de

la guerre, je suis convaincu que nous pourrons réaliser des progrès irréversibles en matière de dénucléarisation et ouvrir une ère de paix totale.

Cette année, nous célébrons un événement important : le trentième anniversaire de l'adhésion simultanée de la Corée du Sud et de la Corée du Nord à l'ONU. À la suite de leur adhésion conjointe à l'ONU, les deux Corées ont reconnu qu'elles étaient deux nations distinctes avec différents systèmes et idéologies. Cependant, le but n'a jamais été de perpétuer la division. Ce n'est que lorsque nous nous reconnaissons et nous nous respectons mutuellement que nous pouvons nous engager sur la voie des échanges, de la réconciliation et de l'unification. Lorsque les deux Corées et les nations voisines œuvreront de concert, la paix sera fermement établie dans la péninsule coréenne et la prospérité sera promue dans toute l'Asie du Nord-Est. On parlera alors de modèle de la péninsule coréenne, où la paix est instaurée grâce à la coopération.

Pour sa part, la Corée du Nord doit être prête à s'adapter aux changements qui s'imposent à l'ère de la communauté mondiale. J'espère que la communauté internationale, aux côtés de la Corée, sera toujours prête et disposée à tendre la main à la Corée du Nord dans un esprit de coopération. Nous devons répondre aux appels des membres des familles séparées, qui sont déjà âgés, et nous empresser de faciliter leurs retrouvailles.

Lorsque la Corée du Sud et la Corée du Nord collaboreront dans le cadre d'instances régionales, telles que l'Initiative de coopération pour la sécurité sanitaire en Asie du Nord-Est, nous pourrons lutter plus efficacement contre les maladies infectieuses et les catastrophes naturelles. J'espère qu'en tant que communauté liée par un destin commun dans la péninsule coréenne et membres de la communauté internationale, la Corée du Sud et la Corée du Nord uniront leurs forces. Je m'efforcerai sans relâche de construire une péninsule coréenne qui favorise la prospérité partagée et la coopération jusqu'au dernier jour de mon mandat.

La situation récente en Afghanistan nous rappelle de manière brutale le rôle essentiel que joue l'ONU dans la promotion de la paix et des droits humains. La Corée accueillera la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix en décembre. La Corée profitera de cette occasion pour encourager une coopération plus étroite au sein de la communauté internationale, pour que les missions de maintien de la paix des Nations Unies soient plus sûres et plus efficaces.

La Corée augmentera également sa contribution aux initiatives de l'ONU en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Nous nous portons candidats à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Nous sommes prêts à jouer un rôle actif dans la pérennisation de la paix et dans l'épanouissement des générations futures. Je compte sur la coopération et le soutien des États Membres à cet égard.

Même dans les heures les plus sombres de son histoire et face à l'adversité, l'humanité n'a jamais perdu espoir en l'avenir. C'est en nous faisant mutuellement confiance et en travaillant main dans la main que cet espoir est devenu réalité. Même face à la crise de la COVID-19, nous semons de nouveau les graines de l'espoir. Pour reconstruire en mieux, nous rassemblons nos meilleurs atouts. Si l'humanité ne fait qu'un et ne perd jamais de vue le présent, nous serons certainement en mesure de construire un avenir meilleur. Alors que l'humanité entre dans une nouvelle ère, celle de la communauté mondiale, je compte sur l'ONU pour montrer la voie à suivre dans un esprit de solidarité et de coopération.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (*parle en turc ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Au nom de ma nation et en mon nom propre, je salue chaleureusement les membres de l'Assemblée générale. J'espère que la soixante-seizième session de l'Assemblée générale sera bénéfique pour nos pays et l'ensemble de l'humanité.

Je suis très heureux d'être de nouveau dans la salle de l'Assemblée générale, après deux ans, et de m'adresser à ses membres. Au cours des deux dernières années, l'humanité a connu des moments difficiles. Nous avons perdu 4,6 millions de personnes, dont des amis, des membres de famille et des proches, à cause de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), considérée comme la pire crise sanitaire de ces 100 dernières années. En dépit de tous les efforts déployés et des progrès accomplis dans le domaine de la vaccination, nous continuons de subir les répercussions négatives de la pandémie.

Tel est le contexte dans lequel se tient la soixante-seizième session de l'Assemblée générale. Je suis convaincu que les messages de solidarité et de coopération que nous véhiculerons ici permettront non seulement de soutenir la lutte contre la pandémie, mais aussi d'accroître l'espoir de milliards de personnes qui vivent des moments particulièrement éprouvants.

L'Assemblée générale doit être renforcée afin que la communauté internationale puisse contribuer plus efficacement à la résolution des problèmes mondiaux. Je souhaite saisir la présente occasion pour remercier M. Volkan Bozkır, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, pour le travail fructueux qu'il a accompli dans ce sens. Je suis convaincu que M. Abdulla Shahid, qui a récemment assumé la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, portera ce flambeau vers de plus hauts sommets. La Turquie continuera de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent afin que l'Assemblée générale puisse mener à bien ses activités de la manière la plus efficace possible.

À cette occasion, je félicite M. Guterres, qui a été reconduit dans ses fonctions de Secrétaire général pour un second mandat, et je lui souhaite un succès continu.

Il est extrêmement approprié que le thème de l'Assemblée générale de cette année soit « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ». Tout d'abord, je voudrais mentionner un fait, aussi douloureux qu'il puisse être à entendre. Pendant la pandémie, qui nous a rappelé une fois de plus que l'humanité est une grande famille, nous avons malheureusement échoué au test de solidarité. Cela a été particulièrement vrai pour les pays en développement et les couches pauvres de la population, qui ont été abandonnées à leur sort face à la pandémie. La structure déformée du système mondial, qui crée des difficultés au lieu de trouver des solutions,

aggrave les problèmes et les laisse non réglés, est aussi quelque peu responsable de l'augmentation des pertes en vies humaines enregistrées partout dans le monde.

À l'heure où des millions de personnes ont perdu la vie et où des dizaines de millions de personnes souffrent sous l'emprise du virus, c'est une honte pour l'humanité que le nationalisme vaccinal perdure sous diverses formes. Il est clair que la coopération et la solidarité internationales sont les seuls moyens de surmonter une catastrophe mondiale telle que la pandémie de COVID-19. Il est impossible pour un pays de survivre seul en toute sécurité avant que tous les pays ne soient libérés de la pandémie. Nous espérons que la volonté manifestée à l'Assemblée générale constituera un point décisif dans la compréhension de cette situation.

Outre l'importance d'une coopération mondiale pendant la pandémie, nous avons eu l'occasion d'observer le niveau élevé atteint dans le domaine des sciences médicales. Nous avons été fiers de constater que le premier vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé a été mis au point par deux scientifiques d'origine turque vivant en Allemagne. Dès le premier jour, la Turquie s'est efforcée de partager les ressources dont elle dispose avec ses amis et frères et sœurs du monde entier, conformément à son credo « permettre aux individus de vivre pour que l'État puisse vivre ».

Tout en fournissant le meilleur service de santé à nos citoyens, nous avons également envoyé de l'aide médicale à 159 pays et 12 organisations internationales. Je saisis cette occasion pour informer les membres que, dans un avenir proche, nous offrirons notre vaccin national, le Turkovac, pour que l'humanité entière puisse en bénéficier. Nous soutenons les initiatives visant à renforcer l'Organisation mondiale de la Santé et à élaborer une convention sur la lutte contre les pandémies. De plus, nous insistons sur le fait qu'un équilibre raisonnable doit être établi entre la protection de la santé publique et la poursuite de la vie sociale et économique.

Les événements dont nous avons été témoins nous rappellent certaines réalités. Les joies, les peines, les souffrances, les réussites, les problèmes et les solutions, nous les avons en partage. Lorsque l'on agit dans une logique de fait accompli, c'est l'humanité tout entière qui en paie le prix, et pas seulement les pays développés.

Récemment, en Afghanistan, nous avons fait le douloureux constat qu'on ne peut régler des problèmes en imposant des méthodes qui ne tiennent pas compte de la situation sur le terrain ou du tissu social d'un pays.

Le peuple afghan a été abandonné aux conséquences de l'instabilité et des conflits qui durent depuis plus de quatre décennies. Quel que soit le processus politique, l'Afghanistan a besoin de l'aide et de la solidarité de la communauté internationale. Nous espérons que la paix, la stabilité et la sécurité seront établies dans le pays dès que possible et que le peuple afghan sera soulagé. La Turquie continuera de remplir son devoir fraternel envers le peuple afghan en cette période difficile.

Dix années se sont écoulées depuis le début de la tragédie humanitaire en Syrie, qui a entraîné la mort de centaines de milliers de personnes et le déplacement de millions d'autres sous le regard du monde entier. Mon pays a accueilli près de 4 millions de Syriens, et sur le terrain, nous luttons également contre les organisations terroristes qui ont plongé la région dans le sang et les larmes. Nous sommes le seul allié de l'OTAN à avoir combattu directement Daech et à avoir vaincu cette organisation terroriste.

Grâce à notre présence sur le terrain, nous avons pu mettre un terme aux massacres et aux atrocités du nettoyage ethnique commis par les branches de l'organisation terroriste du Parti des travailleurs du Kurdistan présent en Syrie. Grâce à nos efforts, et au prix de nos martyrs, nous avons pu assurer le retour en toute liberté de 462 000 Syriens dans les zones où nous avons garanti la sécurité. De même, notre présence à Edleb a permis de sauver la vie de millions de personnes et d'éviter qu'elles ne soient déplacées.

La communauté internationale ne peut pas permettre que la crise syrienne dure 10 ans de plus. Nous devons faire preuve d'une volonté plus ferme pour trouver une solution politique au problème, sur la base de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et d'une manière qui répondra aux attentes du peuple syrien.

Nous nous félicitons de la prolongation de 12 mois du mécanisme des Nations Unies pour l'aide humanitaire fournie au nord-ouest de la Syrie via la Turquie. Nous espérons que l'approche conciliante affichée par rapport à cette question fera également des émules afin de faire avancer le processus politique et de garantir le retour librement consenti, dans la dignité et en toute sécurité des demandeurs d'asile.

Je tiens à réaffirmer ici à la tribune de l'Assemblée qu'il est inacceptable d'établir une quelconque distinction entre les organisations terroristes de la région et d'employer ces organisations comme des sous-traitants

sur le terrain. Les actes de terrorisme perpétrés dans divers pays du monde au cours des dix dernières années montrent que le terrorisme n'est pas seulement notre ennemi commun, mais celui de toute l'humanité. Nous resterons engagés dans notre lutte contre les organisations terroristes qui menacent l'intégrité territoriale de la Syrie et notre sécurité nationale.

Dans mon pays, à l'exception des Syriens, plus d'un million de migrants vivent sous différents statuts. En raison des faits nouveaux survenus en Afghanistan, il se pourrait que nous devions faire face à un afflux de migrants qui en sont originaires. En tant que pays qui a préservé la dignité humaine pendant la crise syrienne, nous n'avons plus la capacité d'accueillir davantage de migrants. Sur la base du partage équitable des charges et des responsabilités, il est grand temps que toutes les parties prenantes jouent leur rôle dans cette situation. Il convient désormais d'afficher une attitude ferme à l'encontre de ceux qui violent la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et le droit international humanitaire.

Grâce à notre fort appui à la légitimité internationale en Libye, un cessez-le-feu a été déclaré, puis le Conseil de la présidence et le Gouvernement d'unité nationale ont été mis en place. Nous continuerons de soutenir les efforts déployés par le Gouvernement d'unité nationale pour fournir des services publics, unifier toutes les institutions et organiser des élections dans les meilleurs délais. Je demande à nouveau à la communauté internationale de se tenir aux côtés du Gouvernement légitime, qui représente toutes les régions de la Libye.

Le conflit israélo-palestinien est un problème de la plus haute importance qui alimente l'instabilité et menace la paix et la sécurité dans notre région. Tant que la persécution du peuple palestinien durera, il n'y aura pas de paix et de stabilité durables au Moyen-Orient. Pour cette raison, les politiques d'occupation, d'annexion et d'implantation illégale doivent absolument et immédiatement cesser. Nous continuerons de nous élever contre la violation du statut international de Jérusalem, qui repose sur la résolution 181 (II), adoptée en 1947, et contre les violations du caractère sacré du Haram el-Charif et des droits du peuple palestinien. Il faut au plus tôt relancer le processus de paix et raviver la solution des deux États. L'établissement d'un État palestinien indépendant et contigu, avec Jérusalem pour capitale, sur la base des frontières de 1967, reste l'un de nos principaux objectifs.

Des mesures importantes ont été prises récemment pour promouvoir la stabilité dans le Caucase. En exerçant son droit à l'autodéfense, l'Azerbaïdjan a mis fin à l'occupation de son territoire, laquelle est l'objet de diverses résolutions du Conseil de sécurité qui ne sont pas appliquées depuis des années. Ce fait nouveau a également permis d'ouvrir de nouvelles possibilités de paix durable dans la région. Nous sommes déterminés à soutenir toutes les mesures positives prises par les parties concernées.

Nous attachons de l'importance à la protection de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, y compris la Crimée, dont nous ne reconnaissons pas l'annexion.

S'agissant de l'intégrité territoriale de la Chine, nous pensons vraiment que des efforts s'imposent pour protéger les droits fondamentaux des Turcs ouïghours de confession musulmane.

Nous sommes toujours en faveur d'un règlement du problème qui se pose au Cachemire depuis 74 ans, par un dialogue entre les parties et dans le cadre des résolutions pertinentes de l'ONU.

Nous sommes également favorables à ce que les musulmans rohingya, qui vivent dans des conditions difficiles dans des camps du Bangladesh et du Myanmar, regagnent leur patrie sur la base du volontariat, de façon permanente, en toute sécurité et dans la dignité.

Une solution équitable et durable à la question de Chypre passe nécessairement par une approche réaliste et axée sur les résultats. Le dirigeant d'un seul des deux peuples de l'île, que l'ONU considère comme égaux, peut prendre la parole devant l'Assemblée générale. Il n'est pas juste que l'autre dirigeant ne puisse pas faire entendre sa voix dans cette instance. Toute solution doit réaffirmer l'égalité souveraine et le statut international égal des Chypriotes turcs, qui sont les copossesseurs de l'île. J'appelle ici la communauté internationale à aborder les vues des Chypriotes turcs avec l'esprit ouvert et sans préjugé.

Le maintien d'un climat calme en Méditerranée orientale est dans notre intérêt commun. Nous espérons que les problèmes relatifs à la délimitation des frontières maritimes seront réglés dans le cadre du droit international et de relations de bon voisinage. À cette fin, nous devons d'abord abandonner la mentalité qui veut que la Turquie, pays qui a le littoral le plus long en Méditerranée orientale, soit complètement ignorée dans la région. Notre proposition d'organiser une conférence

pour le dialogue et la coopération en Méditerranée orientale, à laquelle tous les acteurs de la région participent, tient toujours.

De même, nous estimons que les problèmes qui se posent en mer Égée doivent être réglés au moyen d'un dialogue bilatéral.

Nous restons également déterminés à rejoindre l'Union européenne.

Nous sommes par ailleurs pleinement solidaires du continent africain et de l'Union africaine, compte tenu de la solidité de nos liens profondément ancrés avec l'Afrique, qui remontent à des siècles. Dans cet esprit, nous poursuivons nos efforts pour l'organisation en Turquie, dans la période à venir, du troisième sommet sur le partenariat entre la Turquie et l'Afrique.

Avec notre initiative « L'Asie nouvelle », nous consolidons la position unificatrice de la Turquie entre l'Europe et l'Asie. De même, nous attachons une grande importance au développement de nos relations avec la région de l'Amérique latine et des Caraïbes par l'intermédiaire d'instances bilatérales et multilatérales. La Turquie continuera d'appuyer toutes les mesures prises en vue de faire advenir un monde plus sûr, pacifique, prospère et équitable pour tous.

Alors qu'elle abrite des millions d'espèces vivantes sur son sol, la Terre attend seulement de nous que nous respections l'équilibre de la nature en retour de cette générosité. Malheureusement, dans sa quête de progrès et de développement tout au long de l'Histoire, l'humanité a exploité imprudemment les ressources qu'offre la Terre. À la fin de ce processus, qui dure depuis des siècles, nous sommes maintenant face à des menaces entièrement causées par les humains, qui échappent à l'équilibre de la nature. Les problèmes, que nous pouvons classer sous des rubriques comme les changements climatiques, la pollution atmosphérique, l'insécurité hydrique et alimentaire et la perte de biodiversité, ont atteint des extrêmes tels que l'avenir de l'humanité en devient incertain.

Parmi ces problèmes, nous devons nous concentrer en particulier sur les changements climatiques. En plus d'être un problème environnemental, ils auront des conséquences irréparables et mèneront à l'incertitude. Les gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux, qui ont augmenté de 50 % par rapport à l'ère préindustrielle, font littéralement monter la température mondiale. Nous faisons l'expérience de phénomènes inhabituels : inondations en Asie et en

Europe, ouragans en Amérique, sécheresses en Afrique, incendies dans le bassin méditerranéen, pluies sur le pic du Groënland et chutes de neige dans les déserts.

Non seulement ces catastrophes font des dégâts sur l'environnement et l'écosystème, mais ils menacent également la vie et les biens des gens. Dans beaucoup d'endroits, les habitants se préparent collectivement à partir ailleurs – à migrer. Or, le monde n'a pas encore trouvé de solution au problème des réfugiés propre aux régions enclines aux conflits, comme la Syrie et l'Afghanistan. Au moment où nous parlons, nous ne savons pas comment gérer la migration de centaines de millions de personnes due à des facteurs tels que la sécheresse, les pénuries de nourriture et les phénomènes météorologiques.

Le plus grand impact des changements climatiques se fera sentir sur les populations vivant dans le centre des grandes villes. Par exemple, la ville de New York, où nous nous trouvons, a récemment connu des jours très difficiles à cause d'ouragans géants qui se sont succédé en l'espace de deux semaines, causant des précipitations comme on n'en voit que tous les 500 ans. Les dommages causés par les pluies en Europe occidentale n'ont pas encore été réparés. Bien que la Turquie trouve dans ce domaine des solutions éminemment rapides et efficaces, nous avons nous aussi eu notre lot de jours difficiles.

Une part importante des infrastructures mondiales est le produit des deux derniers siècles de progrès humain. Il n'est pas possible de faire face aux ramifications des changements climatiques avec les infrastructures existantes. La hausse persistante des températures à l'échelle mondiale et les prévisions concomitantes de précipitations plus intenses doivent nous pousser à adopter de nouvelles approches. Par exemple, l'aménagement urbain doit désormais prendre en considération les incidences des changements climatiques.

Notre monde est confronté à un autre danger. Les forêts, qui sont parmi les puits de carbone les plus importants, sont aujourd'hui menacées d'extinction en raison de l'utilisation des terres, d'une part, et des incendies, d'autre part.

Nos mers sont également touchées par la hausse des températures. La dilatation de l'eau et la fonte des glaciers ont entraîné une hausse du niveau de la mer de 20 centimètres au cours des 100 dernières années, soit l'élévation la plus rapide au cours des trois derniers

millénaires. Si des mesures efficaces ne sont pas prises et que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, on estime que le niveau de la mer augmentera de plus d'un mètre d'ici la fin du siècle. Face à une telle hausse, un grand nombre de villes côtières et d'États insulaires seraient complètement anéantis. Bien entendu, cette situation s'accompagnerait également de nouvelles vagues migratoires massives.

Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que tous ces problèmes sont dus à une hausse des températures de seulement 1,1°C. Imaginez ce qui se passerait si cette augmentation atteignait 1,5°C, 2°C ou plus.

Face à tous ces événements, les États du monde se sont réunis en 2015 pour lutter contre les changements climatiques et ont conclu l'Accord de Paris, dont l'objectif est de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C d'ici le milieu du siècle. Les tendances actuelles montrent toutefois que cet objectif ne pourra pas être atteint si des précautions ne sont pas prises.

Pour cette raison, c'est avant tout aux pays dont il est bien connu qu'ils sont à l'origine des problèmes qui ont conduit aux changements climatiques d'assumer cette responsabilité. S'il est vrai que nous pouvons lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) à l'aide des vaccins que nous avons mis au point, nous ne trouverons jamais une solution fabriquée en laboratoire pour lutter contre les changements climatiques.

Pour cette raison et pour faire face aux changements climatiques, nous ne manquons aucune occasion de répéter notre slogan, à savoir que le monde ne se limite pas à cinq pays. Les pays qui ont causé le plus de dommages à la nature, à l'atmosphère, à l'eau, aux sols et à la Terre, et ceux qui ont exploité sauvagement les ressources naturelles, doivent également apporter les plus grandes contributions à la lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui, aucun pays ne peut se permettre de déclarer qu'il ne paiera pas sous prétexte qu'il est plus puissant, comme c'était le cas par le passé. Les changements climatiques toucheront l'ensemble de l'humanité de la même manière. Tout le monde est logé à la même enseigne : Européens, Asiatiques, Américains, Africains, riches et pauvres. Il est de notre devoir à tous de prendre des mesures pour faire face à cette énorme menace en partageant équitablement cette charge et en nous acquittant dûment et rapidement de nos obligations.

Pour sa part, la Turquie agit dans cet esprit. Nous sommes parmi les premiers pays à avoir signé l'Accord de Paris. Cependant, nous ne l'avons pas encore ratifié en raison des injustices liées à ce partage de charges et d'obligations. Dans cette salle de l'Assemblée générale, je voudrais annoncer au monde entier la décision que nous avons prise suite aux progrès qui ont été réalisés récemment dans ce cadre. Nous prévoyons de soumettre l'Accord de Paris à notre Parlement pour approbation le mois prochain, dans le cadre de la contribution prévue déterminée au niveau national et conformément aux mesures positives qui seront prises. Nous envisageons d'achever le processus de ratification de l'Accord, qui contient des cibles de neutralité carbone, avant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow. Nous considérons ce processus, qui entraînera des changements radicaux dans nos politiques d'investissement, de production et d'emploi, comme l'un des principaux éléments de notre vision pour 2053.

Bien entendu, nous avons également pris d'autres mesures pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons élaboré le plan d'action nécessaire à l'harmonisation avec le pacte vert pour l'Europe, que nous avons lancé le mois dernier. Grâce au projet zéro déchet, qui est dirigé par la Première Dame, mon épouse, S. E. M^{me} Emine Erdoğan, notre taux de recyclage a augmenté de neuf points en trois ans. Nous avons étendu la superficie de nos puits de carbone en faisant passer notre patrimoine forestier de 20,8 millions d'hectares à environ 23 millions d'hectares. Nous avons porté à 53 % la part des ressources énergétiques renouvelables dans notre capacité de production d'électricité. Nous avons encouragé les mesures qui permettront de restructurer notre industrie en favorisant des activités de production plus propres pour un avenir meilleur. Nous sommes déterminés à intensifier ces efforts si nous recevons l'appui financier nécessaire. La Turquie n'est indifférente à aucun problème, aucune crise ni aucun appel à l'échelle mondiale et jouera également son rôle en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais réaffirmer notre conviction qu'il est possible de bâtir un monde plus juste, malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Dans cette optique, nous continuons de considérer l'Organisation des Nations Unies comme le seul cadre permettant de résoudre les problèmes qui concernent l'ensemble de l'humanité. La nouvelle Maison de la Turquie, qui est située juste

en face du bâtiment où nous nous trouvons et que nous avons inaugurée hier, témoigne de notre confiance dans le système des Nations Unies. La Turquie, qui est l'un des cinq pays dotés des plus grands réseaux diplomatiques, est très présente sur le terrain et à la table des négociations pour trouver des solutions judicieuses et justes concernant de vastes zones géographiques.

Ensemble, nous pouvons bâtir un monde de paix, de stabilité, de prospérité et de bonheur. Je salue une fois de plus les participants au nom de mon pays et je souhaite à l'Assemblée générale plein succès au cours de sa soixante-seizième session. Tous mes vœux de bonne santé à tous les participants.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Guy Parmelin, Président de la Confédération suisse

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

M. Guy Parmelin, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Guy Parmelin, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Parmelin : Pendant l'essentiel de ma vie professionnelle, j'ai été vigneron. La viticulture m'a enseigné la patience, la persévérance et la confiance. Une vigne met des années à croître et à produire. L'amélioration des cépages est une science subtile pour produire les meilleurs vins. Il faut respecter la nature et s'adapter aux conditions naturelles.

Pourquoi est-ce que je parle de cela ici, dans le sanctuaire des Nations Unies ? La pandémie de COVID-19 est un peu à l'image de la grêle ou du gel qui peuvent soudainement ravager les vignes : imprévue et déstabilisante. Les bons vignerons vivent avec ce risque et savent se relever de tels coups du sort.

La pandémie est une catastrophe humaine, sociale et économique, dont les effets se font également ressentir sur la paix et la sécurité internationales. Nos pensées vont à toutes les victimes, directes et indirectes. Les leçons à tirer de ces événements nous font réaliser qu'il faut anticiper les prochaines crises, nous préparer à y faire face et faire preuve de solidarité afin de bâtir un monde résilient. Trop souvent, nous nous laissons emporter par des visions à court terme et la perspective de gains rapides. Il nous faut retrouver le sens de l'anticipation et la conscience qu'il y a toujours des coups du sort. Quel sera le prochain ? Les scientifiques nous alertent et identifient les menaces à venir. Ils nous livrent aussi des informations et des données comme éléments de solution. La bonne gestion de ces données est primordiale.

C'est pourquoi la Suisse est fière d'accueillir le prochain Forum mondial des Nations Unies sur les données à Berne en octobre. Les risques, nous les connaissons, il faut nous y préparer et investir dans la prévention. Il faut se donner les moyens pour y parvenir. La recherche, l'éducation et la formation professionnelle, tout particulièrement celle des filles et des femmes, doivent être au centre afin de développer l'accès au savoir, de promouvoir l'innovation et de rendre l'action possible. Plus largement, l'accès au savoir et au savoir-faire nous donne les clés pour anticiper et préparer notre avenir. Lorsque la grêle ou le gel frappent, les vignerons suisses s'entraident, ils font appel aux assurances auxquelles ils ont cotisé. Lorsqu'une crise touche des régions entières, voire la planète, la solidarité doit être mondiale et les solutions communes.

L'ONU est le lieu où les connaissances et les ressources sont mises en commun. L'Organisation elle-même est une leçon tirée des crises passées. Continuons à défendre un multilatéralisme fondé sur des règles. La Suisse œuvre pour une Organisation des Nations Unies efficace et efficiente, et soutient les réformes visant à améliorer la prévention des conflits, à renforcer le système onusien de développement et à moderniser les méthodes de gestion. La Suisse a beaucoup à apporter pour relever les défis auxquels le monde est confronté. Vingt ans après avoir rejoint l'ONU, nous sommes prêts à contribuer aux travaux du Conseil de sécurité pour la période 2023-2024.

La pandémie de COVID-19 a accentué les tendances protectionnistes existantes et mis en évidence les défis relatifs à la résilience des chaînes de production et d'approvisionnement mondiales. Ainsi, des politiques

visant à la relocalisation ou au contrôle des investissements ont le vent en poupe. Avec l'accélération continue de nos processus économiques, rendue possible par l'évolution technologique et la numérisation, nos sociétés sont devenues complexes. Comme les intempéries et incendies de ces derniers mois dans le monde nous l'ont douloureusement rappelé, le fait que le climat soit bouleversé sous l'influence de l'homme est une réalité, et son action met aussi sous pression la biodiversité de notre planète. Les rivalités entre puissances vont en s'aggravant et des conflits armés sévissent sur presque tous les continents. Le droit international humanitaire et les droits de l'homme sont quotidiennement violés, semant aujourd'hui déjà les graines des conflits de demain.

Il est de notre responsabilité de trouver des réponses avant que nous ne soyons au pied du mur. Avec le Programme 2030, nous avons déjà le cadre dont nous avons besoin pour parvenir à ce but. Face à ces défis, la Suisse souhaite souligner cinq points.

Premièrement, afin de pouvoir vaincre la pandémie, nous devons nous assurer que la vaccination soit accessible à toutes et tous dans le monde. La Suisse s'engage pour un accès équitable et abordable aux vaccins, traitements et diagnostics. Elle contribue, entre autres, à Gavi, l'Alliance du Vaccin, et soutient le système de garantie de marché du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (COVAX-AMC), destiné aux pays à revenu faible ou intermédiaire, à la hauteur de 155 millions de dollars. État hôte de plusieurs organisations internationales dans le domaine de la santé, dont l'Organisation mondiale de la Santé, la Suisse met à disposition des ressources et s'engage pour des réformes qui permettent une action efficace dans ce domaine.

Deuxièmement, la crise a révélé l'interdépendance de nos sociétés modernes et l'importance des chaînes de valeur internationales, notamment pour la prestation de biens essentiels. Nous devons renforcer leur résilience sans recourir à des mesures protectionnistes menaçant la reprise économique mondiale. Le cadre juridique qui préside aux échanges internationaux doit s'atteler à renforcer la sécurité juridique et la prévisibilité aussi en temps de crise. L'Organisation mondiale du commerce a ici un rôle central à jouer.

Troisièmement, l'évolution technologique et la numérisation offrent des solutions à nombre de défis auxquels nous sommes collectivement confrontés. La Suisse travaille étroitement avec le monde universitaire et le secteur privé afin de développer des approches

technologiques innovantes pour les projets de développement et de lutte contre la pauvreté. Les risques existent cependant. Le monde virtuel n'est pas une zone de non-droit. Au sein de l'Assemblée générale, la Suisse s'implique pour la promotion d'une conduite étatique responsable et l'application du droit international dans le cyberspace. Elle participe également aux efforts de lutte contre la cybercriminalité. Genève joue un rôle de centre mondial pour la politique numérique et la mise en réseau des acteurs impliqués.

Quatrièmement, prenons le changement climatique au sérieux. Comme le montre le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, intitulé *Changement climatique 2021 : les éléments scientifiques*, les actions humaines peuvent encore déterminer l'évolution du climat à venir. Je serai personnellement présent à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow, pour réaffirmer l'engagement suisse à mettre en œuvre, efficacement et de manière uniforme, l'Accord de Paris sur le climat. Au niveau national, la Suisse s'est engagée à la neutralité climatique d'ici 2050. Elle met en œuvre des initiatives concrètes, avec par exemple la réalisation de projets d'infrastructures favorisant le transfert de la route au rail. J'appelle tous les pays à viser la neutralité climatique au plus tard d'ici 2050 et à soumettre des objectifs climatiques ambitieux pour 2030. De même, la Suisse s'engage pour la préservation de la biodiversité.

Cinquièmement, dans un monde polarisé, il est plus important que jamais de revenir au dialogue. Avec la Genève internationale, la Suisse, fidèle à sa tradition, offre une plateforme neutre propice aux échanges. Au début de cette année, elle a notamment accueilli le Forum de dialogue politique interlibyen, qui a abouti à la nomination d'une autorité exécutive unifiée – une première pour le pays depuis 2014 – chargée de préparer des élections nationales. La Suisse est très préoccupée par la détresse de la population afghane. Elle salue la conférence humanitaire sur l'Afghanistan convoquée par le Secrétaire général la semaine dernière à Genève. La Suisse s'efforce également de promouvoir le droit international, y compris humanitaire, pour éviter les conflits ou en réduire les effets. La Suisse est fière d'avoir rédigé son rapport sur la mise en œuvre du droit international humanitaire. J'appelle tous les États Membres de l'ONU à faire de même. De tels rapports permettent aux États d'établir un bilan de leurs bonnes pratiques et des défis à surmonter.

La grêle ou le gel continueront à ravager parfois les vignes de mon pays. Notre monde sera encore à l'avenir confronté à des crises. Donnons-nous seulement les moyens d'y faire face ensemble, dans un esprit de coopération et de solidarité. Mettons-nous au travail en vue d'un monde toujours mieux éduqué, plus innovant, plus résilient et plus juste. Inspirons-nous de l'œuvre éphémère *World in Progress II* de l'artiste Saype actuellement exposée sur la pelouse Nord. Prenons exemple sur ces deux enfants, qui construisent le monde tel qu'ils l'ont imaginé. Et cultivons ce monde qui est le nôtre comme j'ai appris à prendre soin de ma vigne.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Guy Parmelin, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, qui va présenter l'allocation du Président de la République populaire de Chine.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : C'est un honneur pour moi de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République populaire de Chine.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VI et voir A/76/332).

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour cette séance. La 4^e séance plénière pour poursuivre le débat général se tiendra immédiatement après la levée de la présente séance.

La séance est levée à 15 h 35.

Annexe I**Allocution de M^{me} Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque**

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Chères et chers collègues, Excellences,

Mesdames et Messieurs,

J'éprouve un certain optimisme à l'idée qu'au moins certaines et certains d'entre vous puissent se retrouver en personne après deux années compliquées marquées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) – un optimisme lié au fait que la science peut apporter et apporte effectivement des solutions et que, si nous respectons les recommandations scientifiques, nous surmonterons les défis à venir.

De fait, la situation s'est beaucoup améliorée depuis un an. Les vaccins balisent clairement la voie pour sortir de la pandémie, mais là où les scientifiques ont réussi – avec le séquençage du virus ou la production de vaccins sûrs –, les politiques sont toujours en échec.

Il y a un an, nous avons fait certaines promesses et mis en commun nos ressources. Plus de 5 milliards de doses de vaccin ont été administrées à travers le monde, mais près de 75 % d'entre elles l'ont été dans 10 pays seulement. Cinquante pays affichent un taux de vaccination inférieur à 5 %, et la moitié d'entre eux un taux d'à peine 1 %. Il s'agit là d'un échec politique qui se reflète en temps réel sur la scène mondiale.

L'égoïsme vaccinal ne fera que retarder la fin de la pandémie et permettra à de nouvelles mutations plus mortelles de se développer. La solidarité devrait être pour nous un principe contraignant, et non une option. Les vaccins doivent être accessibles à toutes et à tous, et la Slovaquie continuera à soutenir le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

Même si nous nous rapprochons de la victoire sur la COVID-19, ne nous efforçons pas de reprendre nos vieilles habitudes simplement parce que nous le pouvons. Le souvenir des réalités du passé doit s'accompagner d'une réflexion sur leur bien-fondé.

Le Secrétaire général Guterres a indiqué à juste titre que nous disposons de *Notre Programme commun*. La Slovaquie souscrit pleinement aux priorités énoncées dans ce rapport.

En termes simples, la tâche commune qui nous incombe est de sauver notre planète. Si, auparavant, la Terre se contentait de murmurer, aujourd'hui elle hurle son incapacité à nous supporter plus longtemps, l'humanité étant devenue un fardeau trop lourd à porter. Il ne suffit pas de promettre aujourd'hui de sauver la planète et de laisser nos successeurs s'en occuper plus tard.

Nous hésitons depuis si longtemps que nous sommes à court de générations de dirigeants politiques qui peuvent discourir mais ne font rien. C'est à nous d'agir aujourd'hui.

Pour sauver notre planète, il nous faut intensifier notre action face à la crise climatique. Les conclusions du récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sont peut-être choquantes mais elles ne font qu'énoncer des faits. En moins de six mois, nous avons été en mesure de conclure un accord sur une fiscalité équitable à l'échelle mondiale. De même, nous devons parvenir à un accord pour empêcher les fuites de carbone au niveau mondial. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement à Glasgow, doit donner le ton en vue d'une adaptation beaucoup plus rapide et d'une réduction radicale des émissions.

La Slovaquie entend réduire ses émissions de 55 % à l'horizon 2030 et deviendra neutre sur le plan climatique d'ici à 2050, à l'instar du reste de l'Union européenne. En 2023, le charbon ne sera plus utilisé pour produire de l'électricité ou de la chaleur. Dans les années à venir, nous consacrerons près de 6 % de notre produit intérieur brut à la relance économique, et un tiers de cette somme sera dédié à notre transition écologique.

Rien de tout cela ne sera facile. La Slovaquie est le premier producteur de voitures par habitant au monde. Une mobilité propre, ainsi que des batteries plus écologiques mises au point et produites à l'échelle locale permettront de décarboniser les transports, en Slovaquie et ailleurs. Nous sommes prêts à partager nos solutions, et à nous inspirer des meilleures pratiques d'autres pays.

Nous devons dissocier la croissance économique des dommages que nous causons à la planète, et soutenir les personnes les plus touchées, qui sont obligées de quitter leur foyer à cause des inondations ou de la sécheresse ou qui perdent leur emploi lorsque nous fermons les usines les plus polluantes. Le Fonds vert pour le climat doit être dûment financé et accessible.

Au sommet de Kunming, nous devons toutes et tous jouer le rôle qui nous est dévolu pour protéger la biodiversité. En Slovaquie, la moitié du territoire des parcs nationaux sera libre de toute intervention humaine d'ici à 2025. Dans 10 ans, les trois quarts de nos parcs nationaux seront dans ce cas.

Excellences,

Si nous ne mettons pas fin au réchauffement de la planète, les générations futures en subiront les conséquences. Notre échec nuira au multilatéralisme et attisera la violence.

Sauver notre planète, c'est donc aussi défendre l'état de droit et un ordre international fondé sur des règles, tant dans notre pays qu'au-delà de nos frontières. La violation de ces règles met tout le monde en danger, et pas uniquement les personnes directement touchées en Ukraine, en Syrie, au Myanmar ou dans la région du Sahel.

Le Conseil de sécurité a pour principale responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous sommes trop souvent témoins de son incapacité à agir. La cessation des violences et la garantie d'un accès humanitaire ne doivent pas être marchandées, elles doivent être notre priorité absolue.

Nous devons renforcer la résilience de nos propres démocraties et soutenir celles et ceux qui exigent le respect de leurs droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression ou de réunion. Ces droits ne font pas partie d'un menu à la carte proposé aux gouvernements. Les citoyennes et citoyens doivent pouvoir les exercer librement, que ce soit au Bélarus, où 650 personnes sont poursuivies en justice pour des motifs politiques, comme la sociologue Valeria Kostyugova, en Crimée occupée, ou encore au Venezuela, en Russie ou au Xinjiang.

Distingués membres de l'Assemblée,

L'évolution de la situation en Afghanistan et les enseignements à en tirer figureront à juste titre en bonne place dans notre ordre du jour. Cette réflexion s'impose. Cependant, il nous faut également fournir d'urgence une aide humanitaire aux Afghans, dont 40 % sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Ces 20 dernières années, les filles et les femmes d'Afghanistan ont pu exercer leurs droits légitimes. Ils ne doivent pas leur être retirés. De concert avec la Première Ministre islandaise, la Première Ministre néo-zélandaise et d'autres femmes politiques de premier plan, nous avons lancé un appel à appuyer les filles et les femmes afghanes. Je vous invite à unir vos forces pour que cet appel se traduise par des actions concrètes.

Mon dernier point concerne l'inclusion. Nous ne pourrons pas sauver notre planète si nous laissons de côté les populations vulnérables que sont les femmes, les filles ou les minorités. La pandémie silencieuse que constitue la violence fondée sur le genre peut se révéler fatale pour la santé de nos sociétés. Nos stratégies à long terme, si remarquables soient-elles, demeureront lettre morte si nous n'y associons pas les jeunes.

Pour conclure, permettez-moi de rappeler les paroles que le pape François a adressées à nos jeunes durant sa récente visite en Slovaquie : « Ne vous laissez pas emprisonner par la tristesse ou le découragement résigné de ceux qui disent que jamais rien ne changera ».

Nous pouvons changer le monde qui nous entoure pour le rendre meilleur. Commençons tout de suite.

Je vous remercie.

Annexe II

Allocution de M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize

[Original : russe]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de féliciter M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, et de lui souhaiter plein succès dans ses importantes fonctions. Je tiens également à remercier M. Volkan Bozkır, de la Turquie, pour ses efforts en tant que Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session. Le Kirghizistan adhère au thème du présent débat, qui englobe l'ensemble des questions les plus pressantes à l'ordre du jour international.

Mesdames et Messieurs,

Il y a 30 ans, le Kirghizistan a acquis sa souveraineté et est devenu un participant et un sujet à part entière du droit international. Notre peuple multiethnique a célébré très récemment, le 31 août, le trentième anniversaire de l'indépendance de notre république.

Je pense que beaucoup d'entre vous seront d'accord avec moi pour dire que la principale réalisation de notre république, au cours d'une période relativement courte au regard de l'histoire, est d'avoir fait prévaloir la démocratie en tant que modèle pour le développement de l'État et d'une société civile forte. Je tiens à assurer l'Assemblée que nous ne nous écarterons pas de la voie de la démocratie. C'est ce qu'exige notre peuple épris de liberté.

Nous commémorerons bientôt l'anniversaire des événements bien connus survenus en octobre 2020 dans notre pays, qui ont marqué le début d'une nouvelle ère de son histoire moderne. En un an, nous sommes parvenus à rétablir la stabilité sociopolitique et socioéconomique et à gagner la confiance de la société. Les résultats de l'élection présidentielle et du référendum constitutionnel ont également été reconnus par la communauté internationale, notamment par les observateurs du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Nous nous préparons aux prochaines élections de notre parlement national, prévues pour le 28 novembre. J'invite les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales à envoyer leurs observateurs. Nous veillerons à ce que toutes les conditions soient réunies pour qu'ils puissent s'acquitter pleinement de leur travail, en toute sécurité. Nous espérons que d'ici la tenue des élections, la situation épidémiologique dans notre pays sera revenue à la normale.

Monsieur le Secrétaire général,

Le 2 mars 2022, nous célébrerons également le trentième anniversaire de l'adhésion du Kirghizistan à l'Organisation des Nations Unies. Tout au long des 30 dernières années, notre république a joué le rôle d'un État Membre actif, pleinement

attaché aux buts et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et fervent défenseur du renforcement de l'autorité et du rôle de l'ONU dans les affaires internationales, lesquelles ont malheureusement été marquées par des tensions et des conflits au cours des dernières décennies. Notre pays est déterminé et toujours disposé à contribuer aux efforts déployés à l'échelle internationale pour régler les problèmes qui sont communs à l'humanité. Ce sont ces considérations qui ont conduit le Kirghizistan à se porter candidat au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025 et à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2027-2028. J'appelle tous les États Membres à nous apporter leur soutien dans ces élections.

L'année prochaine, nos distingués voisins de la région, avec lesquels nous partageons une histoire commune et ce qui, j'en suis convaincu, sera un avenir commun, célébrerons eux aussi le trentième anniversaire de leur admission à l'Organisation des Nations Unies. Je tiens à souligner que dans les relations qu'il entretient depuis des siècles avec ses voisins, le Kirghizistan a toujours privilégié le dialogue sur un pied d'égalité, la coopération mutuellement bénéfique et le règlement de tous les désaccords par la seule voie de la négociation. Compte tenu de l'importance de cette date, nous proposons d'organiser un sommet Asie centrale-ONU en 2022 afin qu'ensemble, nous puissions faire le point des résultats de la coopération mutuelle et définir des plans conjoints en vue d'assurer le développement et la sécurité de l'Asie centrale à l'avenir. Nous proposons d'organiser ce sommet durant la prochaine réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale. J'invite le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général à envisager d'inclure leur participation à cette manifestation dans leur programme de travail de l'année prochaine.

Mesdames et Messieurs,

De par leur situation géographique, les États d'Asie centrale jouent le rôle de pont entre les axes est-ouest et nord-sud, et ce, depuis des temps immémoriaux, de l'époque de la Grande Route de la soie à nos jours. Notre région est sans conteste en passe de devenir l'un des plus importants carrefours commerciaux du monde, malgré son manque d'accès direct à la mer. Les pays d'Asie centrale ne cessent d'étendre leur réseau de routes et de chemins de fer internationaux, créant des centres logistiques et des terminaux de transport.

Pour sa part, le Kirghizistan poursuit activement le développement de ses infrastructures de transport routier qui font partie intégrante du réseau de transport international. Ainsi, nous terminerons sous peu la construction d'une nouvelle autoroute nord-sud. Nous participons également au projet ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan et appuyons la modernisation de l'infrastructure ferroviaire en Eurasie. Le Kirghizistan est déjà en mesure de garantir des délais et des coûts satisfaisants pour la livraison de marchandises en transit entre les pays de l'Union économique eurasiatique, l'Asie centrale, la République populaire de Chine et l'Union européenne vers les ports maritimes de Karachi, Bandar Abbas et de la mer Noire. J'invite les entreprises internationales du secteur de la logistique à travailler avec nous dans le cadre d'une coopération aux multiples facettes, notamment dans le domaine du transport multimodal.

Toutefois, j'appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait que la mise en œuvre fructueuse des projets d'investissement et des nouveaux corridors de transport ne procurera pas tous les avantages possibles si les obstacles au franchissement des frontières nationales persistent. À cet égard, nous appuyons la création de conditions propices au transport international et à la prévention des retards dans le trafic

de marchandises entre États, ainsi que l'élimination des obstacles à la coopération économique et la simplification des procédures de franchissement des frontières et de transit entre pays et régions.

Chères collègues, chers collègues,

Je ne saurais passer sous silence nos préoccupations face aux événements survenus récemment en Afghanistan. Nous sommes en mesure de donner à 500 jeunes Afghans la possibilité d'étudier dans nos universités, ainsi que de fournir une aide humanitaire aux citoyens dans le besoin, en particulier les membres de l'ethnie kirghize vivant dans le Petit et le Grand Pamirs d'Afghanistan. Au vu de l'évacuation des organismes de l'ONU qui est en cours en Afghanistan, le Kirghizistan propose de les accueillir temporairement à Bichkek. Je demande au Secrétaire général de prendre notre proposition en considération. Dans le même temps, la question de la sécurité en Asie centrale constitue à nouveau un enjeu majeur en raison de la situation qui prévaut actuellement en Afghanistan. Nous espérons que la stabilité sociale et politique ainsi que l'ordre public y seront rétablis le plus rapidement possible.

Pour sa part, le Kirghizistan ne ménage aucun effort pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, en appliquant consciencieusement les dispositions de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les recommandations de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Ainsi, le Kirghizistan a déjà mis en place un système de renseignements préalables concernant les voyageurs et un système de dossiers passagers pour suivre les mouvements des terroristes à l'échelle internationale. Nous comptons également sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies et des États intéressés pour rapatrier nos citoyens, femmes et enfants, de Syrie.

Parallèlement, nous recommandons d'intensifier les efforts internationaux non seulement dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, mais aussi contre les groupes de la criminalité transnationale organisée impliqués dans des activités illégales telles que le trafic de drogue et d'armes, la traite d'êtres humains, le blanchiment d'argent et le cyberspace. Dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, le Kirghizistan œuvre à la création d'un centre de lutte contre la criminalité organisée internationale à Bichkek.

D'une manière générale, nous considérons que les organismes régionaux qui relèvent du Chapitre VIII de la Charte devraient jouer un rôle majeur pour faire face aux défis et aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité internationale et prévenir les conflits. De son côté, le Kirghizistan, en tant que membre ou participant, collabore pleinement aux travaux de la Communauté des États indépendants, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Mesdames et Messieurs,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est devenu un grave défi pour l'humanité, faisant un nombre considérable de victimes, mettant à rude épreuve et comme jamais auparavant les systèmes de santé nationaux et provoquant une récession de l'économie mondiale. Nous espérons que la mise au point continue de médicaments et de traitements nous permettra bientôt de vaincre une fois pour toutes ce virus maléfique. Il est essentiel de veiller à ce que ce savoir-faire médical en matière d'antiviraux soit par la suite mis à la disposition de tous.

En ce qui concerne la situation dans notre pays, je tiens à souligner que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé de notre population, en particulier le personnel médical. La vaccination des citoyens bat son plein, et nous menons une campagne d'éducation sociale sur la vaccination. Nous disposons déjà de vaccins en provenance de divers fabricants mondiaux, et je saisis cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude aux dirigeants de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan et de la Suède, qui nous ont fourni des vaccins dans le cadre d'une action humanitaire bilatérale et dans le cadre du Mécanisme COVAX de l'Organisation mondiale de la Santé pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

La pandémie de maladie à coronavirus est également l'une des raisons pour lesquelles le Kirghizistan n'a pas été en mesure de réaliser les objectifs de développement durable en temps voulu et dans leur intégralité. Nous n'avons eu d'autre choix que de détourner les fonds destinés aux objectifs de développement durable pour lutter contre la pandémie et rembourser la dette extérieure. À cet égard, nous appelons les prêteurs bilatéraux et multilatéraux à appuyer les initiatives destinées à alléger la dette extérieure au profit de projets vitaux de développement durable au Kirghizistan. Ces projets visent avant tout à préserver l'intégrité de notre écosystème montagneux sans équivalent, sa diversité biologique et ses glaciers, qui se détériorent rapidement en raison des changements climatiques. Malheureusement, le Kirghizistan a été la proie d'investisseurs peu scrupuleux qui, en quête de profits substantiels et abusant de la confiance du public, n'ont pas pris les précautions nécessaires pour que leurs activités ne nuisent pas à l'environnement. Conformément à nos législations nationales, les autorités kirghizes ont mis un terme à ces activités illégales, mais elles ont ensuite été contraintes de remédier elles-mêmes à leurs conséquences sur l'environnement, notamment en veillant à ce que les déchets dangereux soient éliminés en toute sécurité et en assurant la gestion des décharges et des parcs à résidus.

Depuis 30 ans, le Kirghizistan défend activement, sur la scène internationale, les intérêts des États montagneux sans littoral afin de remédier aux problèmes de développement durable et aux incidences des changements climatiques. À notre initiative, dans sa résolution 53/24, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2002 Année internationale de la montagne ; le premier Sommet mondial sur la montagne s'est tenu à Bichkek cette même année ; et le quatrième Forum mondial de la montagne a été organisé en 2018. À la présente session de l'Assemblée générale, nous lancerons, au nom du Groupe des Amis des pays montagneux, une initiative visant à déclarer à nouveau l'année 2022 Année internationale de la montagne, à approuver un programme quinquennal de développement durable pour les régions montagneuses et à convoquer un sommet mondial Bichkek+25 en 2027.

Monsieur le Secrétaire général,

Ces dernières années, notre environnement et la population de notre pays ont commencé à ressentir très sérieusement les retombées négatives des changements climatiques. Nous ne manquerons pas d'exprimer notre vision et notre position à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow. Toutefois, permettez-moi de profiter de cette importante tribune pour formuler quelques remarques. L'adaptation aux changements climatiques est l'une des priorités et l'un des problèmes majeurs du pays montagneux qu'est le Kirghizistan. Nous estimons qu'il est essentiel de protéger et de valoriser les zones forestières montagneuses car, au-delà de leur fonction naturelle d'absorption du dioxyde de carbone, elles jouent un rôle extrêmement important

dans la conservation des ressources en eau. À cet égard, nous sommes favorables à l'élaboration et à l'adoption, sous les auspices de l'ONU, d'un programme spécial axé sur les forêts de montagne et leur préservation, leur restauration et leur boisement.

Comme je l'ai indiqué précédemment, les glaciers, rivières et écosystèmes de montagne riches en biodiversité du Kirghizistan, qui sont vieux de plusieurs siècles, sont également menacés de disparition. Cette année, à l'UNESCO, nous lancerons un projet de résolution sur la préservation des glaciers, tout en continuant à œuvrer avec des partenaires internationaux pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 75/271, intitulée « La nature ne connaît pas de frontières : la coopération transfrontière en tant que facteur clef de la préservation, de la restauration et de l'exploitation durable de la biodiversité », présentée par le Kirghizistan et adoptée cette année par l'Assemblée générale. Nous constatons déjà des résultats encourageants. Ainsi, grâce aux efforts conjoints des pays de son aire de répartition et des organisations internationales, nous sommes parvenus à empêcher l'extinction d'un animal des plus nobles, le léopard des neiges.

Dans le même temps, le Kirghizistan s'efforcera d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. L'économie kirghize évolue progressivement vers un modèle plus écologique, avec la mise en service d'un nombre croissant de sources d'énergie neutres en carbone, en particulier des centrales hydroélectriques. Afin de garantir sa sécurité énergétique, le Kirghizistan entend mettre progressivement en œuvre sur son territoire un certain nombre de projets de construction de centrales hydroélectriques, qui constituent des sources d'énergie respectueuses de l'environnement. L'accès à des services énergétiques modernes, propres et abordables dans les pays en développement est essentiel pour réaliser les objectifs de développement mondiaux inscrits au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous estimons qu'en mettant en œuvre des projets de centrales hydroélectriques au Kirghizistan, nous pourrions répondre aux besoins en énergie hydroélectrique des pays d'Asie centrale et, ainsi, créer des conditions propices au développement durable de l'ensemble de notre région. J'invite les investisseurs à se joindre aux efforts de coopération mutuellement bénéfiques dans le domaine de l'hydroélectricité, notamment ceux fondés sur les principes du partenariat public-privé, dans l'esprit de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Pour résumer, je tiens à souligner que le Kirghizistan compte sur une attention, un appui et une assistance particuliers de la part de la communauté mondiale, de l'ONU et des institutions financières internationales pour régler les problèmes auxquels sont confrontés les écosystèmes des pays montagneux, en particulier ceux sans littoral. À cet égard, nous pensons que le moment est venu de créer, au sein du système des Nations Unies, un fonds mondial d'affectation spéciale pour aider les pays montagneux à mettre en œuvre des programmes axés sur le développement durable, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, les forêts de montagne et la biodiversité, la prise en charge des catastrophes naturelles et l'appui aux communautés de montagne.

Monsieur le Secrétaire général,

Pour terminer, je tiens à rappeler que la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences socioéconomiques, la réalisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques doivent demeurer les priorités absolues des actions et efforts

menés de concert par la communauté internationale. Il est fondamental que nous veillions à ce que personne, pays montagneux en développement sans littoral compris, ne soit laissé pour compte.

Dans nos efforts conjoints pour remédier aux défis et menaces d'aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies a vu son rôle s'accroître considérablement. À cet égard, j'exhorte chacune et chacun d'entre nous à appuyer pleinement l'Organisation et à la consolider, dans le but de régler collectivement les problèmes mondiaux, dans l'intérêt du développement durable.

Je vous remercie de votre attention.

Annexe III**Allocution de M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan**

[Original : russe]

Monsieur le Président Abdulla Shahid,

Monsieur le Secrétaire général António Guterres, Mesdames et Messieurs les chefs de délégation, Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à féliciter sincèrement M. Guterres pour sa reconduction au poste de Secrétaire général.

L'humanité se trouve aujourd'hui à un tournant de son développement, marqué par un changement radical dans la nature des relations internationales. Les menaces transnationales pesant sur la paix, la sécurité et le développement durable s'aggravent, les changements climatiques s'intensifient, les flux migratoires massifs augmentent et les valeurs traditionnelles se perdent. Je suis fermement convaincu que, dans cette situation difficile, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont un rôle de plus en plus important à jouer. Dans ces processus fondamentaux, liés au destin du monde entier, c'est l'ONU qui est appelée à conserver un rôle de premier plan, en insufflant un nouvel élan, d'un point de vue qualitatif, à ses activités. Nous appuyons les efforts déployés par le Secrétaire général en vue de renforcer la solidarité et l'unité du système des relations internationales et d'accroître l'efficacité et la transparence des activités de l'Organisation.

Chères collègues, chers collègues,

Aujourd'hui, notre attention se porte toujours sur les conséquences sociopolitiques et socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), devenue une catastrophe planétaire. Nous souscrivons pleinement à l'approche adoptée par l'ONU, qui consiste à créer des chances équitables pour l'accès aux vaccins et leur distribution, selon le principe qui veut que « personne ne soit laissé de côté ». Je saisis cette occasion pour remercier nos partenaires étrangers de l'assistance concrète qu'ils nous ont apportée dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Nous sommes favorables à un renforcement du rôle de coordination de l'Organisation mondiale de la Santé, en vue de lutter efficacement contre les pandémies et de garantir la reconnaissance internationale des résultats de la vaccination. Le projet de code sur les engagements volontaires des États lors d'une pandémie, élaboré par la République d'Ouzbékistan et distribué en tant que document officiel de l'Assemblée générale, représente notre contribution concrète à ce travail.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, les réformes démocratiques ambitieuses et dynamiques qui ont été menées dans notre pays ces dernières années sont devenues irréversibles. Notre transformation démocratique est fondée sur la garantie et la protection des droits et libertés fondamentaux et des intérêts légitimes. Nous prenons des mesures déterminées pour garantir la liberté d'expression et des médias, la liberté de religion et de conviction, l'égalité des sexes et l'harmonie interethnique. Pour la première fois de son histoire, l'Ouzbékistan a été élu au Conseil des droits de l'homme. Afin de garantir la poursuite de nos réformes, nous avons élaboré notre stratégie pour un nouvel Ouzbékistan. L'essence de cette stratégie réside dans le renforcement du rôle des institutions de

la société civile, la protection des droits de l'homme, la réduction de la pauvreté, la garantie d'une source de revenus pour chaque citoyen et un développement durable de l'environnement. Notre principal objectif est de devenir un pays avec un revenu par habitant supérieur à la moyenne, d'ici à 2030. Il convient de souligner que cette ambition correspond aux objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous proposons d'organiser à Tachkent une conférence internationale consacrée à l'étude des problèmes de la relance économique mondiale et des meilleures pratiques pour faire reculer la pauvreté au lendemain de la COVID-19. Il est de notoriété publique que notre pays a organisé avec succès la Conférence mondiale sur les droits de la jeunesse consacrée à l'engagement des jeunes dans l'action mondiale. Nous poursuivons nos efforts en ce sens en accueillant le Forum mondial sur l'éducation dans la ville antique de Samarkand, en Ouzbékistan, dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme qui s'y tiennent régulièrement.

Chères amies, chers amis,

Nous continuerons à l'avenir de renforcer le nouveau climat politique marqué par l'entente et le respect mutuels, les relations de bon voisinage et les partenariats stratégiques dans la région d'Asie centrale. Notre tâche principale est de faire de l'Asie centrale une région prospère en développement constant qui soit aussi un espace de confiance et d'amitié. C'est pourquoi nous estimons prioritaire de renforcer notre coopération avec les régions voisines et autres régions proches. Nous avons pris l'initiative d'œuvrer en faveur de l'adoption d'une résolution spéciale de l'Assemblée générale portant sur le renforcement de la connectivité mutuelle entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud.

Je tiens à souligner une fois de plus que l'Afghanistan fait partie intégrante de l'Asie centrale. Toutefois, il n'est pas seulement dans notre intérêt à nous, pays voisins de l'Afghanistan, que la paix et la tranquillité y soient instaurés : c'est aussi dans l'intérêt du monde entier. L'Ouzbékistan a toujours aidé le peuple afghan par tous les moyens possibles. Nous avons récemment ouvert la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan et avons repris les livraisons de biens essentiels vers ce pays, tels que les denrées alimentaires, les produits pétroliers et l'électricité.

Dans la période difficile que nous traversons, nous ne pouvons pas abandonner l'Afghanistan à son sort et le laisser seul face à ses immenses problèmes. Comme l'Assemblée le sait, nous avons proposé l'année dernière, du haut de cette tribune, de créer un comité d'action permanent sur l'Afghanistan au sein de l'ONU. Je suis fermement convaincu qu'il faut renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies sur la question afghane et que sa voix doit plus que jamais se faire entendre.

Les menaces, les conflits et les défis transnationaux croissants à l'échelle planétaire nécessitent de resserrer encore la coopération internationale. La conférence internationale qui se tiendra à Tachkent, en novembre de cette année, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption du Plan d'action conjoint de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies contribuera assurément à cet objectif. À l'occasion de cette rencontre, organisée avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la signature d'un programme régional pour les pays d'Asie centrale pour la période 2022-2025 permettra de jeter des bases solides pour les travaux dans ce domaine. Dans le prolongement de nos efforts, nous voulons œuvrer avec l'ONUDC à l'élaboration d'un plan d'action commun de lutte contre la drogue qui réunirait les pays d'Asie centrale et d'Asie du Sud.

Chères collègues, chers collègues,

L'Ouzbékistan s'intéresse de près aux enjeux de la lutte contre les changements climatiques, de la protection de l'environnement et de la préservation de la biodiversité. C'est notre devoir en tant qu'êtres humains envers les générations actuelles et futures.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma profonde reconnaissance aux États Membres, qui ont adopté à l'Assemblée générale de mai cette année la résolution 75/278, déclarant la région de la mer d'Aral une zone d'innovations et de technologies écologiques.

Nous avons la ferme volonté d'atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques et prenons des mesures concrètes pour passer à des sources d'énergie renouvelable. Plus précisément, d'ici à 2030, nous prévoyons de doubler l'efficacité énergétique de notre économie, de porter à 25 % la part des sources d'énergie renouvelable et de développer des moyens de transport écologiques. D'ici 2025, nous prévoyons de mettre en service de nouvelles centrales solaires et éoliennes dotées d'une capacité totale de 2 900 mégawatts. En 2022, dans la ville de Noukous, située dans la région de la mer d'Aral, nous comptons organiser avec l'ONU un forum international de haut niveau sur l'énergie verte.

Nous sommes favorables à l'adoption, dès que possible, d'un cadre mondial en faveur de la biodiversité et sommes prêts à organiser dans notre pays l'une des réunions des Parties à la Convention sur la diversité biologique. De surcroît, afin d'examiner dans le détail les priorités de la politique environnementale mondiale, nous proposons d'accueillir la sixième session de haut niveau de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement en Ouzbékistan, sous les auspices de l'ONU, en 2023. Ce sera l'occasion pour les participants de découvrir par eux-mêmes la situation difficile de la région de la mer d'Aral, devenue l'épicentre d'une catastrophe écologique en raison de l'assèchement de la mer d'Aral, et ils pourront en tirer leurs propres conclusions. Nous voulons également lancer une initiative à l'Assemblée afin d'élaborer une charte mondiale de l'environnement destinée à jeter les bases d'une nouvelle politique environnementale pour l'ONU.

Mesdames et Messieurs,

L'Ouzbékistan est prêt à conclure des partenariats à long terme, multidimensionnels et mutuellement avantageux avec chaque pays et organisation mondiale de la planète.

Je ne doute pas que nous allons continuer à renforcer notre étroite coopération en vue d'assurer un développement sûr et durable et de bâtir un avenir prospère.

Je vous remercie de votre attention.

Annexe IV

Allocution de M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran

[Original : farsi, interprétation en anglais assurée par la délégation]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Louange à Dieu, Seigneur des Mondes, que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa famille et ses compagnons !

Monsieur le Président,

Je souhaite, à l'entame de mon propos, vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-seizième session.

Mesdames et Messieurs,

L'Iran est le pays de la culture et de la civilisation. Le pays du savoir et de la spiritualité. Le pays de la persévérance et de l'indépendance. Le peuple iranien est monothéiste et patriote. Il a son identité propre et aime explorer le monde.

Pendant des centaines d'années, notre nation a préservé son droit à l'autodétermination et à la liberté contre les hégémonistes et a fait de son pays le plus progressiste dans le système politique fondé sur les élections en Asie de l'ouest. La révolution islamique a en effet représenté un grand pas en avant pour l'atteinte des idéaux nationaux et islamiques des Iraniens, notamment la liberté, l'indépendance et la démocratie religieuse.

En tant que Président élu du grand peuple d'Iran, j'ai l'honneur d'être son représentant pour transmettre au monde entier le message de rationalité, de justice et de liberté qui sont les trois principes les plus fondamentaux de la vie de l'homme d'aujourd'hui. Mais ces trois principes que toutes les religions abrahamiques ont en commun ne permettent pas d'atteindre l'objectif qui les sous-tend sans spiritualité.

La liberté et la justice, deux mots sacrés et innocents à l'acception trop large pour pouvoir être définis, sont très difficiles et complexes à mettre en pratique. La liberté signifie le droit de penser, de décider et d'agir pour tous les êtres humains. La paix et la sécurité durable sont liées à l'administration de la justice et, fondamentalement, les prophètes divins sont apparus pour que les peuples puissent réclamer justice et exercer leurs droits. La justice et la liberté ne sont possibles que lorsque les droits de toutes les nations sont respectés. De fait, toute violation des droits des nations conduit, plus que toute autre chose, à mettre en danger la paix et la sécurité mondiales.

Mesdames et Messieurs,

Cette année, deux événements ont marqué l'histoire : le premier date du 6 janvier, lorsque le Congrès des États-Unis a été pris d'assaut par le peuple, et le second s'est produit en août lorsque les avions américains ont abandonné le peuple afghan. Du Capitole à Kaboul, un message clair a été envoyé au monde entier : le système hégémonique américain n'a aucune crédibilité, pas plus à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du pays.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans notre région, c'est l'échec lamentable non seulement des hégémonistes et de l'idée d'hégémonie, mais aussi du projet d'imposer une identité occidentalisée. Cette prétention à l'hégémonie a mené à des

effusions de sang et à l'instabilité et, au bout du compte, à la défaite et la fuite. Les États-Unis ne quittent pas aujourd'hui l'Iraq et l'Afghanistan de leur propre volonté ; ils en sont chassés. Dans le même temps, c'est aux peuples opprimés, de la Palestine et la Syrie au Yémen et à l'Afghanistan, ainsi qu'aux contribuables américains, qu'il revient de payer pour cette absence de rationalité.

Le monde d'aujourd'hui se moque de savoir s'il s'agit de « l'Amérique d'abord » ou si « l'Amérique est de retour ». Si la rationalité l'emportait dans l'esprit des décideurs, ils se rendraient compte que la persévérance des nations est plus forte que le pouvoir des superpuissances. Au cours de la décennie écoulée, les États-Unis ont commis l'erreur de changer leur « mode de guerre » contre le monde au lieu de changer leur « mode de vie ». Une mauvaise trajectoire ne peut pas être couronnée de succès si l'on se contente de changer de méthode.

Les sanctions sont pour les États-Unis la nouvelle façon de livrer la guerre aux nations du monde. Les sanctions contre la nation iranienne n'ont pas commencé avec le programme nucléaire de mon pays ; elles sont même antérieures à la Révolution islamique puisqu'elles remontent à 1951, année de la nationalisation du pétrole en Iran, laquelle a conduit à un coup d'État militaire, soutenu par les Américains et les Britanniques, contre le Gouvernement iranien de l'époque, qui avait été élu par le peuple. Les sanctions, en particulier les sanctions qui visent des médicaments en pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), sont des crimes contre l'humanité.

Le Coran présente la destruction de la nature et de l'humanité comme un attribut essentiel des tyrans. La République islamique d'Iran propose que soit déclarée interdite toute forme de restriction ou de perturbation, causée par des sanctions, dans l'offre de services sanitaires ou environnementaux, qui sont deux enjeux humanitaires. De surcroît, au nom de la nation iranienne et des millions de réfugiés que mon pays accueille, je voudrais condamner la persistance des sanctions illégales imposées par les États-Unis, particulièrement celles relatives aux articles humanitaires, et exiger que ce crime organisé contre l'humanité soit gravé dans les mémoires comme l'incarnation et la réalité de ce que les États-Unis appellent les droits humains.

Malgré son désir, exprimé dès le départ, d'acheter et d'importer des vaccins contre la COVID-19 auprès de sources internationales fiables, la République islamique d'Iran a dû faire face à des sanctions médicales inhumaines. C'est pourquoi, depuis le tout début, nous nous sommes attachés à produire des vaccins de façon durable dans notre pays.

En plus de technologies nucléaires et satellitaires pacifiques, l'Iran est le centre médical de la région et de nombreux médecins et scientifiques iraniens, à l'instar d'Avicenne, sont des phares qui illuminent l'histoire de l'humanité. Les connaissances utiles à l'humanité ne peuvent être soumises à des sanctions. Nous avons réussi à produire nous-mêmes du combustible pour le réacteur de recherche de Téhéran, qui fabrique des produits radiopharmaceutiques à l'intention de plus d'un million de patients atteints de cancer en Iran. Nous avons également réalisé des progrès remarquables dans le secteur des biotechnologies et des cellules souches, et ce, en dépit de toutes les sanctions. Et aujourd'hui, malgré toutes les sanctions qui ciblent les droits humains, nous comptons parmi les pays qui produisent des vaccins contre la COVID-19.

Favoriser la coopération entre les pays du monde sur les questions de santé, et plus particulièrement sur les vaccins, c'est aider l'esprit d'humanité et les principes fondés sur le rapport divinité-humanité dans les relations internationales. La COVID-19 a fait sortir le monde entier de sa torpeur, et elle vient nous rappeler une fois de plus que tous les êtres humains dépendent les uns des autres pour leur sécurité. Les crises

qui secouent les sociétés humaines, sous la forme notamment de la violence, de la pauvreté, du chômage, de la corruption morale et économique, de l'effondrement des structures familiales, des guerres régionales, du terrorisme organisé et des phénomènes environnementaux, sont toutes le fruit d'un manque d'attention aux principes de rationalité, de justice et de liberté.

Mesdames et Messieurs,

La pensée stratégique de la République islamique d'Iran est ancrée dans les idées du fondateur de la Révolution islamique, le regretté imam Khomeini (que son âme repose en paix), ainsi que dans les principes authentiques de l'islam véritable, à savoir la rationalité, la prudence et la réflexion. Elle est à l'origine de la résistance conforme aux intérêts nationaux des pays. Parler des droits des nations sans parler des obligations de leurs gouvernements empêche la réalisation de leurs droits, car l'indépendance d'une nation réside dans sa liberté. La Révolution islamique défend ce type de liberté et, par conséquent, fait obstacle à l'extrémisme. Et telle est la nature du véritable pouvoir de la République islamique d'Iran, qui est bonne envers tous.

La République islamique d'Iran est une source d'inspiration et, en tant que telle, la puissance qui en émane apporte la sécurité. Le modèle de maintien de la sécurité de la République islamique d'Iran repose sur la création de mécanismes intrarégionaux, grâce à une diplomatie qui s'est détournée et libérée de toute ingérence extérieure.

Notre politique a toujours été de nous employer à préserver la stabilité et l'intégrité territoriale de tous les pays de la région. Sans la puissance et le rôle de l'Iran aux côtés des gouvernements et des peuples de Syrie et d'Iraq, et sans l'abnégation des martyrs que sont Abou Mehdi el-Mouhandis et le général Qassem Soleymani, Daech serait aujourd'hui le voisin méditerranéen de l'Europe. Et il va sans dire que la vague de l'extrémisme ne s'arrêtera pas avec Daech.

Ce nouvel appétit à créer des divisions dignes de la guerre froide n'aidera pas à améliorer la sécurité des êtres humains en isolant des pays indépendants. Des actes arbitraires ne permettront pas de mettre fin au terrorisme, car le terrorisme puise ses racines dans diverses crises, comme celles qui touchent l'identité et l'économie. Le vide de sens et de spiritualité de la vie moderne, tout comme l'expansion de la pauvreté, de la discrimination et de l'oppression, ont favorisé la montée du terrorisme. La hausse constante du terrorisme d'origine locale en Occident atteste de cette amère vérité. Plus amère encore est la récupération du terrorisme comme instrument de politique étrangère, parce qu'on ne peut pas lutter contre le terrorisme en recourant à deux poids, deux mesures. On ne peut pas créer un groupe terroriste comme Daech quelque part et prétendre le combattre ailleurs.

Après avoir demandé la grâce de Dieu Tout-Puissant, la solution aux hostilités et aux conflits dans notre région réside dans les points suivants.

Il faut permettre à la volonté des nations de présider à leur propre destinée en se référant aux résultats des votes publics. Mais pour que cette idée se concrétise, deux conditions préalables et fondamentales doivent être remplies : premièrement, les agressions et l'occupation émanant de l'étranger doivent cesser et, deuxièmement, une coopération sincère doit unir les gouvernements dans la lutte contre le terrorisme.

La présence militaire des États-Unis en Syrie et en Iraq est le plus grand obstacle à l'instauration de la démocratie et de la volonté des nations. La liberté ne tient pas dans les paquetages des soldats étrangers qui arrivent dans la région.

Si un gouvernement ouvert, auquel participent effectivement tous les groupes ethniques, n'émerge pas pour diriger l'Afghanistan, la sécurité ne sera pas rétablie dans ce pays. Et, tout comme l'occupation, le paternalisme est voué à l'échec.

La crise humanitaire au Yémen est très préoccupante et le monde doit sortir de son silence face aux crimes contre l'humanité. La solution : mettre un terme rapidement et sans condition à l'agression du Yémen, ouvrir des voies pour l'acheminement de l'aide humanitaire et faciliter des échanges constructifs entre les groupes yéménites.

Le régime d'occupation sioniste est à l'origine du plus vaste terrorisme d'État, qui a pour projet le massacre des femmes et des enfants à Gaza et en Cisjordanie. Aujourd'hui, un blocus total a fait de Gaza la plus grande prison au monde. Le prétendu « accord du siècle » a échoué, comme tous les autres accords imposés aux Palestiniens. Il n'y a qu'une seule solution : organiser un référendum ouvert à la participation de tous les Palestiniens, de toute religion et de toute appartenance ethnique, musulmans, chrétiens et juifs. Cette solution, proposée par le Guide suprême de la République islamique d'Iran il y a de nombreuses années, est désormais inscrite au répertoire des documents officiels de l'ONU.

Monsieur le Président,

Le monde entier, y compris les Américains eux-mêmes, a aujourd'hui reconnu que le projet d'opposition au peuple iranien, qui s'est traduit par la violation du Plan d'action global commun, puis par la « pression maximale » et le retrait arbitraire d'un accord internationalement reconnu, a totalement échoué.

Toutefois, la politique d'« oppression maximale » est toujours d'actualité. Nous ne voulons rien de plus que ce qui nous revient de droit. Nous exigeons l'application des règles internationales. Toutes les parties doivent rester fidèles dans les faits à l'accord nucléaire et à la résolution de l'Organisation des Nations Unies. Quinze rapports publiés par l'AIEA ont attesté du respect par l'Iran de ses engagements. En revanche, les États-Unis ne se sont pas encore acquittés de leur obligation, à savoir la levée des sanctions. Ils ont porté atteinte à cet accord, s'en sont retirés et ont imposé encore plus de sanctions à mon peuple.

Les États-Unis ont cru à tort que nous en serions dévastés et désespérés, mais notre persévérance a porté ses fruits, comme elle le fera toujours, car la résistance intelligente et dynamique de la République islamique d'Iran découle de notre rationalité stratégique. Et nous ne croyons pas aux promesses faites par le Gouvernement des États-Unis.

La politique stratégique de la République islamique d'Iran interdit la production et le stockage d'armes atomiques, conformément au décret religieux de Son Éminence, le Guide suprême, et les armes nucléaires n'ont pas leur place dans notre doctrine de défense ou notre politique de dissuasion. La République islamique estime utiles les pourparlers qui ont pour objet la levée de toutes les sanctions oppressives.

Tout en défendant résolument l'ensemble de ses droits et les intérêts de son peuple, l'Iran tient à une coopération et à une convergence politiques et économiques à grande échelle avec le reste du monde. J'aspire à de bonnes interactions avec tous les pays du monde, en particulier avec nos voisins, et je leur serre la main chaleureusement.

Une nouvelle ère s'est ouverte.

La République islamique d'Iran est prête à jouer son rôle pour qu'advienne un monde meilleur. Un monde où abondent la rationalité, la justice, la liberté, la moralité et la spiritualité.

Merci à tous de votre attention.

Que la paix et la miséricorde d'Allah soient avec vous.

Annexe V**Allocution de M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili**

[Original : espagnol]

Nous vivons une époque qui marquera les générations futures. Celles et ceux d'entre nous qui ouvrons aujourd'hui l'Assemblée générale ont une mission à remplir et une responsabilité envers ces générations futures. Les décisions ou omissions d'aujourd'hui détermineront la trajectoire de l'humanité pour les prochaines décennies.

Nous sommes au cœur de la pire pandémie de ces 100 dernières années. À cela s'ajoutent une grave crise climatique, une crise sociale et économique majeure et l'érosion des institutions démocratiques. De plus, il y a un multilatéralisme sous tension et la nécessité urgente de réformer l'architecture internationale.

Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter de déplorer la situation. Bien au contraire, l'époque exige de nous un diagnostic serein et, surtout, la sagesse, la volonté et le courage de prendre les mesures efficaces et urgentes qui s'imposent à nous.

PANDÉMIE DE MALADIE À CORONAVIRUS (COVID-19) : Triomphe de la science, échec de la politique

Monsieur le Président,

Malgré les avertissements répétés des milieux scientifiques qui nous disaient que les pandémies étaient des menaces latentes, la communauté internationale et les États ont choisi de faire la sourde oreille. La pandémie de maladie à coronavirus nous a donc pris par surprise : sans mécanismes d'alerte rapide, sans systèmes de partage d'informations, avec des systèmes de santé fragiles, même dans les pays les plus développés, qui n'ont pas toujours pu prendre en charge tous les malades, et, ce qui est le plus grave, sans vaccins ni médicaments pour lutter contre la COVID-19.

Les personnels soignants du Chili et du monde entier ont travaillé sans relâche et sans hésitation pour répondre à l'urgence, mettant leur propre vie en danger pour protéger la nôtre. Je tiens aujourd'hui à rendre un hommage appuyé à leur dévouement et leur abnégation, ainsi qu'à leur professionnalisme, leur persévérance et leur résilience.

La pandémie nous a montré que, lorsqu'on libère les forces de l'innovation, de la technologie et de la créativité, nous pouvons accomplir des prouesses inimaginables. En l'espace de 10 mois seulement, nous sommes passés d'un virus duquel nous ne savions rien à une série de vaccins sûrs et efficaces pour le combattre. C'est une prouesse inédite dans l'histoire de l'humanité. Rappelons-nous que l'approbation du vaccin contre la fièvre typhoïde a pris plus de 130 ans, et que les vaccins contre la tuberculose et la dengue sont apparus respectivement 45 et 110 ans après l'émergence de ces maladies. Nous avons bel et bien assisté au triomphe de la science.

Ce triomphe contraste néanmoins avec l'échec de la politique, puisqu'aujourd'hui encore, si certains pays ont de quoi vacciner plusieurs fois leur population, d'autres pays ne disposent pas des vaccins ou du matériel nécessaire pour protéger leur population.

La science a triomphé, mais la politique a échoué. En science, c'est la coopération qui a primé, alors qu'en politique, c'est l'individualisme. En science, le partage des informations s'est imposé, alors qu'en politique, c'est l'opacité. En science, le travail d'équipe a prévalu, alors qu'en politique, ce sont les efforts isolés. De cet échec, nous devons également tirer les enseignements.

Le premier de ces enseignements est l'humilité, car le monde entier s'est soudainement retrouvé à genoux devant un ennemi microscopique. Le deuxième est la solidarité, pour accompagner et aider les plus vulnérables. Le troisième est la collaboration, indispensable pour résoudre les problèmes mondiaux. Et le quatrième est la volonté d'écouter la voix de la science et les avis des spécialistes.

Au Chili, en appliquant ces principes, nous avons construit le réseau de protection sanitaire, qui nous a permis d'associer les systèmes de santé public et privé, de tripler le nombre de lits disponibles dans les unités de soins intensifs et de prendre en charge les patients en fonction de leurs besoins, indépendamment de leur situation sociale et économique.

Nous avons également développé très tôt notre réseau de diagnostic, qui compte aujourd'hui 180 laboratoires capables de réaliser environ 90 000 tests de réaction en chaîne par polymérase par jour et plus de 21 millions au total.

Un pilier essentiel de notre stratégie a été l'identification précoce des laboratoires internationaux les plus prometteurs pour le développement des vaccins. Sur la base de critères scientifiques et sans considérations politiques, et en ayant pris la ferme décision de signer rapidement des accords et des contrats, nous avons pu nous procurer les vaccins nécessaires pour protéger la vie et la santé de toute notre population.

Aujourd'hui, près de 90 % de la population cible du Chili dispose d'un schéma vaccinal complet, et nous avons déjà commencé à vacciner les enfants et à administrer des injections de rappel aux personnes qui sont vulnérables.

Aux moments les plus critiques de la pandémie et lorsque les fournitures se faisaient rares, nous avons collaboré en faisant don de médicaments et d'une partie de notre stock de vaccins pour faciliter la vaccination du personnel soignant d'autres pays d'Amérique latine. Dans le même esprit, avec l'Organisation mondiale de la Santé et plus de 50 pays, nous appuyons un traité pour la préparation et la riposte aux pandémies.

Personne ne peut garantir que de telles pandémies ne se reproduiront pas, mais nous devons nous assurer que lorsque cela arrivera, nous serons mieux préparés.

CRISE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE : Sensibilité aux besoins et responsabilité des décisions

Monsieur le Président,

La pandémie a également provoqué une crise sociale et économique sans précédent, qui a entraîné d'immenses pertes de revenus et d'emplois pour les familles, la faillite de nombreuses entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises, et une montée de la pauvreté et la précarisation des classes moyennes.

La crise a aussi entraîné une croissance exponentielle des déficits budgétaires et de l'endettement public et privé, qui menacent la stabilité macroéconomique. Ces maux frappent le plus durement les pays et les milieux les plus vulnérables, et notamment les femmes, aggravant les disparités fondées sur le genre.

Certaines causes de cette situation existaient déjà avant la pandémie : une guerre commerciale entre les grandes puissances, un regain du protectionnisme et un affaiblissement du libre-échange fondé sur des règles.

Une fois posé ce diagnostic clair, il est essentiel que les décisions de politique publique reposent sur des politiques macroéconomiques, budgétaires et monétaires sérieuses et responsables et que l'on poursuive la libéralisation du commerce, en intégrant

les nouvelles technologies fruits de la révolution numérique, qui feront la différence entre ceux qui embarquent dans le train du progrès et ceux qui le regardent passer depuis la gare.

La pandémie et la révolution numérique se sont mutuellement influencées. Incontestablement, les progrès des technologies numériques nous ont permis de mieux faire face à la pandémie. Par exemple, il serait difficile d'imaginer comment nous aurions réagi à la pandémie sans certaines avancées technologiques récentes telles que le service numérique d'accès à l'hôpital, « Hospital Digital », l'accès en ligne aux services de police, « Comisaría Virtual », et le réseau d'accès aux services publics chiliens, « Chile Atiende ». Dans le même temps, la pandémie a accéléré l'implantation de la société numérique, qui a modifié nos façons de travailler, d'apprendre, de nous informer et d'interagir en société ; des changements qui sont là pour rester.

Le Chili fait de son mieux pour monter dans ce train. Nous nous appuyons pour cela sur des accords de libre-échange avec d'autres pays, lesquels représentent plus de 90 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Cet important réseau d'intégration, associé à des années de responsabilité budgétaire et monétaire, nous a permis de proposer un des plus importants programmes d'assistance sociale au monde pendant la pandémie, à hauteur de 20 % de notre PIB.

Le système de protection sociale que nous avons mis en place a permis de réaliser plus de 35 milliards de dollars en transferts directs, un coup de pouce et un soulagement pour les petites et moyennes entreprises et pour quelque 16 millions de citoyens.

Ces mesures nous ont permis de rétablir l'activité économique et les niveaux d'investissement qui existaient avant la pandémie. Après une chute de 5,8 % l'année dernière, notre économie connaîtra cette année une croissance d'environ 10 %. Nous sommes également parvenus à récupérer 1,9 million d'emplois, soit 80 % du total des pertes d'emplois.

CRISE ENVIRONNEMENTALE : La crise environnementale n'a pas connu de quarantaine

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 nous a contraints à restreindre nos libertés et à décréter des quarantaines. Mais les changements climatiques, eux, n'ont pas été placés en quarantaine. Leur progression se poursuit implacablement. Ils se montrent plus rapides et avec des effets plus graves que prévu. Le pire dans tout cela, c'est que certaines conséquences des changements climatiques sont déjà irréversibles. En réalité, il ne s'agit plus de changements climatiques ; nous sommes déjà bel et bien confrontés à une crise climatique.

La science, à travers le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, a parlé de façon claire et limpide. Les citoyens nous demandent, comme un impératif moral, de changer le cours de l'histoire. Et la technologie nous donne les outils nécessaires pour éviter une apocalypse environnementale.

L'heure n'est plus aux diagnostics. Il est temps d'agir, avec une volonté forte et un sentiment d'urgence. Nous avons une responsabilité historique, aussi bien envers les générations actuelles que celles à venir. Nous sommes la dernière génération qui peut empêcher la crise climatique actuelle de se transformer en apocalypse environnementale.

Le Chili est un petit pays, qui représente moins de 0,25 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Mais nous sommes déterminés à assumer nos responsabilités et à faire notre part dans cette guerre contre la crise climatique.

Pour y parvenir, nous avons accéléré la décarbonation de notre bouquet énergétique. D'ici à 2025, nous aurons fermé les deux tiers de nos centrales électriques alimentées au charbon et d'ici à 2040, elles le seront toutes. De plus, nous agissons pour qu'en 2030, 70 % de notre panier énergétique repose sur des énergies propres et renouvelables, part qui augmentera pour atteindre près de 100 % en 2050.

Comme preuve de cet engagement, je peux annoncer aux États Membres qu'en 2021, nous avons mis en service plus de capacité de production d'énergie solaire et éolienne au Chili que nous n'en avons jamais installé dans toute notre histoire.

Mais réduire notre empreinte carbone ne suffit pas. Nous devons être plus ambitieux et parvenir à ce que nos efforts de production d'énergies propres et renouvelables dépassent nos frontières et aident d'autres pays à atteindre leurs propres objectifs de décarbonation. À cet effet, nous développons l'hydrogène vert, une énergie propre et renouvelable dont le procédé de production exploite les atouts de notre géographie : le rayonnement solaire élevé et constant de nos déserts et les vents forts qui soufflent en permanence sur la Patagonie. La nature nous offre ainsi la possibilité de produire plus de 70 fois l'énergie dont nous avons besoin aujourd'hui, en évitant dans le même temps de rejeter des millions et des millions de tonnes de CO₂ par an. L'hydrogène vert est l'énergie de demain, que nous produisons au Chili aujourd'hui.

À ces initiatives s'ajoutent :

Premièrement : l'électrification de notre système de transports publics. Aujourd'hui, en dehors de la Chine, Santiago est la ville qui compte le plus grand nombre de bus électriques au monde.

Deuxièmement : la protection des océans et de leur biodiversité, avec notamment la première zone marine protégée en haute mer et une zone marine protégée dans l'Antarctique.

Troisièmement : la protection des forêts, avec par exemple la plantation de plus de 230 000 hectares de forêts en 10 ans, en privilégiant les espèces indigènes.

Enfin, quatrièmement, l'économie circulaire, qui passe notamment par l'interdiction d'utiliser des sacs et d'autres produits en plastique, et par la transition d'une culture du jetable à une culture du recyclable.

À chaque génération sa mission. Empêcher que la crise climatique ne vire à l'apocalypse environnementale est la mission de notre génération. Il s'agit là d'une question de vie ou de mort, car la survie même de l'espèce humaine sur la planète Terre est en jeu. Nous ne pouvons pas oublier que 99 % des espèces qui ont existé autrefois ont aujourd'hui disparu. Nous ne voulons pas que l'espèce humaine s'ajoute à cette sombre liste.

L'histoire, nos enfants, nos petits-enfants et les générations suivantes nous jugeront non pas sur nos bonnes intentions, mais sur nos comportements, nos actes et nos résultats face à ce défi.

L'ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE : une nouvelle menace

Monsieur le Président,

Ces dernières années, les démocraties ont souffert d'une détérioration constante et progressive. Tous les indices internationaux attestent de cette situation regrettable. Un seul diagnostic est posé, mais les raisons en sont multiples.

En Amérique latine, aux raisons habituelles, à savoir la faiblesse de la croissance économique, la pauvreté endémique, la persistance des inégalités, la corruption et l'inefficacité de l'État, s'ajoutent la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) et d'autres maladies tout aussi toxiques et mortelles pour les sociétés démocratiques et éprises de liberté, comme le virus du populisme, le cancer de la polarisation et la peste de la fragmentation politique.

Le virus du populisme circule par les promesses démagogiques et fantaisistes de solutions que l'on sait impossibles à tenir. Et, en échange d'une éphémère satisfaction immédiate, il finit toujours par sacrifier l'avenir en nuisant au progrès, aux institutions démocratiques et à l'état de droit.

La polarisation, elle, ne laisse aucune place aux accords et aux compromis. Ce véritable cancer s'attaque au tissu social, contamine les institutions et nourrit l'intolérance dans toutes les sphères de la vie en société.

Enfin, il y a la fragmentation, qui est une tendance à une politique au service d'identités et de causes individuelles ou concernant de petits groupes, ce qui rend impossible l'articulation et la prise en compte des différentes visions et demandes sociales, et entrave le consensus et la gouvernabilité.

Une nouvelle menace à la démocratie est également apparue dans notre région, et elle ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur. Pendant de longues années, les menaces ont pris la forme d'opérations militaires ou d'actes subversifs pour évincer du pouvoir les autorités légitimes et démocratiquement élues. Aujourd'hui, la menace principale provient de gouvernements élus démocratiquement, autrement dit des gouvernements dotés d'une légitimité constitutionnelle qui manigancent pour rester au pouvoir indéfiniment, supprimer l'indépendance des autres branches du Gouvernement, monopoliser les organes chargés de superviser les processus électoraux et écraser l'opposition, ce en quoi ils exercent ouvertement un pouvoir illégal.

Il y a 32 ans, le Chili a connu une transition démocratique exemplaire. Au cours des trois dernières décennies, nous avons connu une croissance économique et un développement humain élevés, la pauvreté et les inégalités ont baissé, et ce dans le respect des libertés et droits fondamentaux de tous les citoyens.

Le Chili n'est toutefois pas à l'abri de telles menaces. Les troubles sociaux de 2019 ont été marqués par des revendications sociales légitimes, mais également par une vague de violence irrationnelle, inédite et inacceptable.

Malgré les difficultés, conformément à sa longue et belle tradition démocratique, le Chili est parvenu à canaliser ces troubles sociaux et ces revendications légitimes en un processus pacifique, légal et démocratique conforme à sa Constitution et à l'état de droit parce qu'il est convaincu que le remède aux maux susmentionnés est plus de démocratie et une démocratie plus efficace.

Aujourd'hui, à l'issue d'un référendum transparent et participatif, nous avons élu démocratiquement une assemblée constituante, qui est composée à parts égales d'hommes et de femmes et au sein de laquelle sont représentés nos peuples autochtones. L'Assemblée devra proposer une nouvelle constitution aux citoyens, et celle-ci sera approuvée ou rejetée par les citoyens lors d'un référendum.

La majorité des Chiliens espèrent que l'Assemblée proposera le texte d'une nouvelle constitution qui, en améliorant et en rectifiant tout ce qui doit l'être, renforcera

l'équité et la justice sociale, protégera nos libertés et reflétera notre tradition nationale et les valeurs de notre société.

ARCHITECTURE INTERNATIONALE : Le besoin urgent de réforme

Monsieur le Président,

Un autre défi consiste à déterminer si les institutions existantes qui forment l'architecture internationale se sont adaptées à la nouvelle réalité mondiale et sont aptes à relever les défis actuels et futurs.

Depuis la création des organisations internationales actuelles au milieu du siècle dernier, le monde a radicalement changé. La mondialisation, la révolution technologique et numérique et l'émergence d'une société du savoir et de l'information ont considérablement modifié la manière dont nous vivons, travaillons et apprenons ainsi que nos relations avec les autres. La colonne vertébrale des organisations multilatérales, elle, n'a pas évolué.

Les institutions internationales doivent faire l'objet de remaniements importants et être restructurées en profondeur.

Les organisations internationales doivent combiner deux principes : la plus large participation possible par souci de légitimité et un système de prise de décisions qui n'est pas dévoyé par les antagonismes, les vetos, les blocages ou un consensus extrêmement difficile à obtenir. Nous devons élaborer de nouveaux mécanismes pour trouver le bon équilibre entre ces deux éléments. L'action multilatérale est essentielle pour protéger la démocratie et la sécurité, réaliser le développement et le bien-être de nos peuples, protéger l'environnement et lutter contre les pandémies.

Dans le même temps, le grand public doit être au fait de ses procédures, débats et décisions et la nomination de ses représentants doit être claire pour garantir un fonctionnement transparent. Après tout, il n'existe pas de meilleur gendarme qu'un éclairage public et pas de meilleur désinfectant que le soleil.

FEMMES/AFGHANISTAN

Je ne puis terminer mon propos sans réfléchir à ce que signifie le triomphe du régime des Talibans pour les femmes et les filles qui devront vivre sous son joug.

Monsieur le Président,

La société afghane traverse une période très difficile. Toutefois, la situation des femmes afghanes est particulièrement dangereuse. Aujourd'hui, maintenant, en cet instant précis, ceux qui dans un passé récent leur refusaient l'éducation, leur imposaient des mariages forcés, garantissaient l'impunité des auteurs d'atteintes sexuelles contre elles et les privaient de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux sont de retour au pouvoir – eux qui estiment que le monde des femmes doit être soumis et résigné.

L'agression que subissent les femmes en Afghanistan est une agression contre les femmes du monde entier. Sachant cela, nous ne pouvons pas, l'ONU ne peut pas, rester les bras croisés, paralysée par des contraintes bureaucratiques ou des divisions politiques au sein du Conseil de sécurité.

Nous devons travailler de manière unie pour les protéger et rétablir pleinement leurs libertés et leurs droits. La cause des femmes afghanes est celle de l'humanité tout entière.

PAROLES FINALES : la contribution du Chili à la communauté internationale

Je voudrais terminer mon allocution en me félicitant de la contribution du Chili à la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est la pierre angulaire de notre civilisation, et de ses efforts actifs pour promouvoir la démocratie, les libertés et les droits de l'homme dans le monde entier. Nous sommes également fiers de notre contribution à la conservation de l'Antarctique, la plus grande réserve d'eau douce et le dernier bastion cristallin de la planète, à la protection des océans et à la lutte contre les changements climatiques.

Et nous sommes fiers aussi d'accueillir plus de 70 % de la capacité mondiale en matière d'observation astronomique et d'être des pionniers dans la recherche et le développement de l'hydrogène vert, une énergie propre qui sera essentielle pour lutter contre la crise climatique.

Le Chili est et restera une nation libre et accueillante, dotée d'une âme noble et solidaire, qui surmontera les difficultés et conservera son identité grâce à la sagesse, à la modération, à la détermination et au courage de son peuple.

Le Chili continuera d'honorer tous ses engagements internationaux et de contribuer à l'édification d'un monde meilleur pour les générations futures. Le Chili restera également un pays dans lequel il fait bon naître, grandir, fonder une famille, travailler et vieillir dans un climat de liberté, de justice et de paix.

Merci.

Annexe VI

Allocution de M. Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine

[Original : chinois]

Monsieur le Président,

L'année 2021 est une année tout à fait exceptionnelle pour le peuple chinois. Elle marque le centenaire de la fondation du Parti communiste chinois. Elle marque également le cinquantenaire du rétablissement de la République populaire de Chine dans son siège légitime à l'ONU, un événement historique qui sera solennellement commémoré en Chine. Nous continuerons de travailler activement pour porter notre coopération avec l'ONU à un niveau plus élevé et apporter une contribution toujours plus grande à la noble cause de l'ONU.

Monsieur le Président,

Il y a un an, lors des réunions de haut niveau consacrées au soixante-quatrième anniversaire de l'ONU, les dirigeants des différents pays du monde ont publié une déclaration, s'engageant à lutter dans la solidarité contre la maladie à coronavirus (COVID-19), à relever ensemble les défis, à défendre le multilatéralisme, à renforcer le rôle de l'ONU et à bâtir un avenir commun pour les générations actuelles et futures.

Depuis un an, le monde a fait face à des changements et à une pandémie jamais connus depuis un siècle. Dans tous les pays du monde, les peuples aspirent plus que jamais à la paix et au développement, avec un appel plus fort à l'équité et à la justice et une détermination plus ferme à poursuivre la coopération gagnant-gagnant.

Actuellement, la COVID-19 continue de sévir dans le monde et la société humaine a profondément changé. Notre monde est entré dans une période de turbulences et de transformations nouvelles. Tout homme politique responsable doit répondre aux questions de notre époque et faire un choix historique avec confiance, courage et sens de l'engagement.

Premièrement, nous devons vaincre la COVID-19 et gagner ce grand combat, crucial pour l'avenir de l'humanité. L'histoire de la civilisation humaine est aussi une histoire de lutte contre les pandémies. C'est toujours en surmontant les défis que l'humanité a réalisé un développement et des progrès plus grands. Malgré la férocité de la COVID-19, nous finirons par en triompher.

Nous devons placer le peuple et la vie humaine au-dessus de tout et protéger la vie, la valeur et la dignité de chacun. Nous devons travailler dans le respect de la science, adopter une attitude fondée sur les données scientifiques et suivre les lois de la science. Nous devons à la fois bien appliquer les mesures sanitaires de routine contre la COVID-19 et assurer la gestion des urgences, et faire progresser en même temps la lutte sanitaire et le développement socioéconomique. Il est nécessaire de renforcer la réponse coordonnée au niveau international pour réduire autant que possible les risques de transmission transfrontalière.

Les vaccins sont une arme puissante contre le virus. J'ai souligné à plusieurs occasions la nécessité de faire des vaccins un bien public mondial et d'en assurer l'accessibilité et le caractère abordable pour les pays en développement. L'urgence, c'est d'assurer une distribution juste et équitable des vaccins à l'échelle mondiale.

Cette année, la Chine s'efforcera de fournir au total 2 milliards de doses au monde. En plus du don de 100 millions de dollars fait au Mécanisme COVAX, la Chine fera don de 100 millions de doses supplémentaires à d'autres pays en développement cette année. La Chine continuera d'apporter son soutien et de participer au travail d'identification scientifique des origines du virus dans le monde, et elle s'oppose fermement à toute forme de manipulation politique de cette question.

- Deuxièmement, nous devons relancer l'économie et promouvoir un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain. Le développement est crucial pour le bonheur du peuple. Face aux graves impacts de la COVID-19, nous devons œuvrer ensemble à orienter le développement mondial vers une nouvelle phase de croissance équilibrée, coordonnée et inclusive. À cette occasion, je voudrais proposer une initiative pour le développement mondial.
- Il faut accorder la priorité au développement. Nous devons accorder une place prioritaire au développement dans le cadre macropolitique mondial et renforcer la coordination des politiques entre les principales économies du monde pour assurer la continuité, la stabilité et la viabilité des politiques. Nous devons bâtir des partenariats mondiaux pour le développement marqués par plus d'égalité et d'équilibre, promouvoir la synergie entre les différents processus de coopération multilatérale pour le développement, et accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Il faut placer le peuple au cœur de nos préoccupations. Nous devons garantir et améliorer le bien-être de la population et protéger et promouvoir les droits de l'homme à travers le développement, et œuvrer à un développement pour le peuple, par le peuple et au profit du peuple, de manière à renforcer son sentiment de bonheur, de satisfaction et de sécurité et à réaliser le plein épanouissement de l'homme.
- Il faut œuvrer au bénéfice de tous. Nous devons porter une grande attention aux besoins particuliers des pays en développement, soutenir les pays en développement, notamment ceux qui sont fragiles et en grande difficulté, par la suspension de la dette, l'aide au développement et d'autres moyens, et veiller à régler le problème du déséquilibre et de l'insuffisance du développement au sein des différents pays et entre eux.
- Il faut promouvoir le développement par l'innovation. Nous devons saisir les opportunités historiques offertes par la nouvelle révolution scientifique et industrielle pour accélérer la conversion des acquis scientifiques et technologiques en forces productives réelles, créer un environnement ouvert, impartial, équitable et non discriminatoire pour le développement des sciences et technologies, explorer de nouveaux moteurs de croissance économique pour l'après-COVID-19, et réaliser main dans la main un développement rapide et vigoureux.
- Il faut veiller à la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature. Nous devons améliorer la gouvernance environnementale mondiale, lutter activement contre les changements climatiques et construire un avenir partagé pour l'homme et la nature. Il faut accélérer la transition verte et réaliser une reprise et un développement verts. La Chine s'efforcera d'atteindre le pic de ses émissions de dioxyde de carbone avant 2030 et de réaliser la neutralité carbone avant 2060. Ces objectifs nécessitent des efforts ardues, et la Chine y consacra toutes ses forces. La Chine soutiendra vigoureusement le développement des énergies vertes et à faibles émissions de carbone dans les pays en développement. Elle ne construira plus de nouveaux projets de centrales à charbon à l'étranger.

- Il faut adopter des mesures concrètes. Nous devons accroître les investissements dans le développement, promouvoir en priorité la coopération sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la riposte sanitaire et les vaccins contre la COVID-19, le financement du développement, les changements climatiques et le développement vert, l'industrialisation, l'économie numérique, l'interconnexion et dans d'autres domaines. Il faut accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et construire une communauté d'avenir partagé pour le développement mondial. La Chine a annoncé l'octroi dans les trois ans à venir d'aides supplémentaires de 3 milliards de dollars pour épauler les autres pays en développement dans la lutte contre la COVID-19 et la reprise du développement socioéconomique.

Troisièmement, nous devons renforcer la solidarité et mettre en pratique le concept des relations internationales marquées par le respect mutuel et la coopération gagnant-gagnant. Un monde de paix et de développement, c'est un monde où coexistent des civilisations aux formes variées et des voies différentes vers la modernisation.

La démocratie n'est pas la propriété exclusive d'un quelconque pays, mais un droit de tous les peuples. L'évolution récente de la situation internationale prouve une fois de plus que l'intervention militaire extérieure et la prétendue transformation démocratique ne conduisent qu'à des conséquences désastreuses. Nous devons travailler énergiquement pour faire rayonner les valeurs communes de l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté, et rejeter les mentalités des blocs exclusifs et du jeu à somme nulle.

Les différends et les problèmes, difficiles à éviter, doivent être traités par la voie du dialogue et de la coopération sur la base de l'égalité et du respect mutuel. Le succès d'un pays ne signifie pas forcément l'échec d'un autre, et notre monde est suffisamment grand pour permettre à tous les pays de se développer et de connaître la prospérité. Nous devons préconiser le dialogue et l'inclusion, et rejeter le conflit et l'exclusion, construire un nouveau type de relations internationales caractérisées par le respect mutuel, l'équité, la justice et la coopération gagnant-gagnant, élargir les convergences d'intérêts, et trouver le terrain d'entente le plus grand possible.

La nation chinoise transmet et poursuit les concepts de paix, de bonne entente et d'harmonie. Jamais la Chine n'a envahi ou opprimé d'autres nations ni n'a prétendu à l'hégémonie, et elle ne le fera jamais. Elle est depuis toujours un bâtisseur de la paix mondiale, un contributeur au développement dans le monde, un défenseur de l'ordre international et un fournisseur de biens publics. Elle continuera d'offrir de nouvelles opportunités au monde par son développement.

Quatrièmement, nous devons améliorer la gouvernance mondiale et pratiquer le véritable multilatéralisme. Il n'y a qu'un seul système international, celui centré sur l'ONU, qu'un seul ordre international, celui fondé sur le droit international, et qu'un ensemble de règles, les règles fondamentales régissant les relations internationales basées sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

L'ONU doit porter haut l'étendard du véritable multilatéralisme et servir de plateforme essentielle où tous les pays travaillent ensemble à préserver la sécurité universelle, à partager les fruits du développement et à orienter l'avenir du monde. L'ONU est invitée à assurer un ordre international stable, à augmenter la représentation et le droit à la parole des nombreux pays en développement dans les affaires internationales et à jouer un rôle de chef de file dans la promotion de la démocratie et de l'état de droit dans les relations internationales. Elle doit faire avancer

de manière équilibrée le travail dans les trois champs majeurs que sont la sécurité, le développement et les droits de l'homme, élaborer un agenda commun, se concentrer sur les questions pressantes et redoubler d'efforts pour faire honorer effectivement les engagements pris par les différentes parties au sujet du multilatéralisme.

Monsieur le Président,

Le monde se trouve une fois de plus à la croisée des chemins de l'histoire. Je suis convaincu que le courant de la paix, du développement et du progrès de l'humanité est irrésistible. Travaillons main dans la main dans une confiance raffermie pour affronter les menaces et les défis planétaires et construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et un monde meilleur.
